

## Affrontement posthume au Pakistan

Pour la première fois depuis onze ans, les Pakistanais s'apprêtent à se rendre aux urnes pour de véritables élections. Ils doivent choisir, le 16 novembre, leurs nouveaux députés et, le 19, leurs représentants locaux. Ces élections avaient été promises par l'ancien président Zia ul-Haq, mort dans des circonstances dramatiques en août dernier.

C'est d'ailleurs le spectre de deux disparus qui aura hanté cette campagne, tout comme leur rivalité aura marqué dix ans de la vie politique pakistanaise. Shuttu contre Zia, c'est ainsi que les Pakistanais voient l'affrontement entre les héritiers de l'ancien dictateur qui envoyait Shuttu à la potence et les partisans de sa fille Benazir, qui a repris le flambeau du Parti populaire, le PPP. Personnalité populaire et très médiatique, Benazir, âgée de trente-cinq ans, et qui vient de donner naissance à un fils, sillonne le pays en drapant des foulards immenses, la sœur aînée de Karachi, dimanche à Lahore. Face à elle, une coalition conservatrice de plusieurs partis et ambitions hétéroclites unies par un passé commun et la crainte d'une défaite électorale.

Car, contrairement à ce qu'avait espéré le dictateur défunt, les jeux ne sont pas faits. La partie demeure incertaine entre M. Shuttu et ses adversaires. Les manifestations de masse ne font pas nécessairement les victoires électorales, et la forte personnalité de Benazir — tout comme celle de son père — lui a donné autant d'ennemis que d'amis. Elle vient, en outre, de subir un revers judiciaire, dont les conséquences pourraient être déterminantes. La Cour suprême a en effet confirmé une décision gouvernementale limitant l'accès aux urnes aux titulaires de carte d'identité. Cette mesure risque d'empêcher de voter des millions de personnes, et notamment des femmes.

L'armée est en état d'alerte. Son nouveau « patron », le général Aslam Beg, vient de faire une tournée pour inspecter le déploiement des forces de l'ordre, en particulier à Karachi et à Hyderabad, où se sont déroulés en septembre dernier de sanglants affrontements inter-ethniques.

Les militaires, qui ne contrôlent plus le pouvoir d'autant près que sous Zia, craignent que la victoire de l'un ou de l'autre camp ne dégénère en violence. Il ne fait guère de doute qu'ils préféreraient le maintien d'un « statu quo », dans lequel ils ont tout à gagner, à une victoire du PPP. Même si Benazir a mis en sourdine une partie de sa rhétorique électorale, en affirmant en particulier que, si elle était élue, elle poursuivrait la politique de soutien à la résistance afghane de Zia ul-Haq.

La campagne électorale ne s'est pas déroulée au niveau des idées, mais plutôt des personnalités, et même des attaques « ad hominem ». Elle semble avoir atteint le degré zéro du débat politique. L'essentiel du message de Benazir Shuttu consiste à se référer à l'héritage paternel. Celui de la coalition gouvernementale se limite à des attaques d'une violence extrême contre cette femme dont, affirme-t-elle, l'arrivée au pouvoir signifierait le retour à un État ingouvernable. Les électeurs trancheront, une fois n'est pas coutume.

M 0147 - 11150 - 4,50 F



3790147004500 11150

Les revendications du secteur public et la préparation des municipales

## Le PS se demande comment sortir de la rigueur Le PC tente d'exploiter l'agitation sociale

L'agitation sociale se poursuit dans divers services publics (lire page 48). Aux PTT, la situation reste confuse après l'intervention, en présence des forces de l'ordre, de cadres venus pour dégager les centres de tri bloqués par des camions. La CGT a appelé à une « riposte » (lire page 42).

Le PS, réuni à Epinay, s'est demandé comment sortir de la rigueur, tandis que le PC, qui s'est réuni à Nanterre, tente d'exploiter l'agitation.

En même temps qu'il appelle à la plus large union entre les partis de gauche en vue des élections municipales de mars 1989, le Parti communiste invite ses militants et ceux de la CGT à manifester contre le gouvernement socialiste.

Mais le premier secrétaire du PS et plusieurs dirigeants socialistes considèrent qu'il faut faire preuve d'imagination pour sortir de la politique de rigueur, laissant entendre que la « méthode



Rocard» n'est pas adaptée pour faire face aux revendications.

Le gouvernement donne l'impression de colmater les brèches de la paix sociale sans avoir de politique cohérente à opposer aux revendications. Prenant argument de la bonne santé relative de l'économie française, les salariés, en particulier ceux de l'État, exigent des augmentations de salaires et une amélioration de leurs conditions de travail, dont la

satisfaction suppose une remise en question de la politique de rigueur menée par les gouvernements successifs depuis 1983.

(Lire nos informations pages 8 et 10.)

La désignation du candidat socialiste à la mairie de Marseille page 12

Les contraceptifs à nouveau condamnés

## L'Eglise s'obstine

« Aucune considération personnelle ou sociale » n'autorise l'emploi de contraceptifs, a déclaré Jean-Paul II, samedi 12 novembre, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'encyclique « Humanae vitae ». C'était une claire allusion aux campagnes en faveur des préservatifs pour lutter contre le SIDA.

par Robert Solé

Jusqu'à présent, l'attitude de l'Eglise catholique à propos de la contraception était irréaliste. Depuis que l'épidémie de SIDA a pris les proportions que l'on sait, cette attitude devient incompréhensible, pour ne pas dire dangereuse.

Rome n'a pas varié d'un pouce depuis la fameuse encyclique Humanae vitae de Paul VI. Sa thèse se fonde sur un principe clair : la vie est sacrée, il n'appar-

tient donc pas à l'homme d'en disposer. D'où la condamnation sans réserves de l'avortement. D'où aussi — mais c'est déjà moins clair — l'opposition à toute méthode « artificielle » de contraception (préservatif, pilule, diaphragme ou stérilet). Pour un couple catholique qui ne désire pas procréer, seule la continence périodique, basée sur la connaissance du cycle de l'ovulation est autorisée.

Est-il besoin de souligner que l'Eglise n'a pas été entendue ? On le constate notamment en France, pays de tradition catholique, où 80 % de la population est baptisée. Le dernier rapport de l'Institut national d'études démographiques (le Monde du 27 octobre) indique que 2 à 3 % seulement des femmes âgées de dix-huit à quarante-neuf ans recourent à l'abstinence périodique, alors que 76 % utilisent la pilule ou le stérilet.

(Lire la suite page 14.)

Commandos violents de Lille à Nice

## Skinheads, les rues de la haine

Une dizaine de personnes ont été blessées, samedi 12 novembre à Nice, dans le quartier du port, par une bande de skinheads, qui s'en sont notamment pris à des jeunes rockers et à un clochard. Deux personnes ont également été blessées à Paris. Depuis le début de l'année, les « skins » ont multiplié les raids, les plus souvent racistes. A Lille, au début du mois d'octobre, une autre bande avait tué un jeune toxico-mane. Sans raison apparente.

LILLE de notre envoyé spécial

Pour une fois, le premier week-end d'octobre, « Neurone » aurait pu oublier un peu sa guerre.

Après tout, il venait à Lille fêter à la fois son anniversaire et la naissance de sa fille Ingrid. A Lille, parmi ses copains « skins », sa seule famille. Depuis que ses parents l'ont renié, il vit chez sa grand-mère, à Issy-les-Moulineaux, dans la banlieue de Paris, et est indésirable chez sa « neuronette », la mère d'Ingrid, que ses propres parents n'ont gardée sous leur toit qu'en raison de la naissance de la petite fille.

Mais être « skin », c'est faire la guerre, et on ne fait pas guerre à mi-temps. A dix-neuf ans, Christophe Lhorte, dit Neurone, est déjà un ancien combattant : deux condamnations à Pontoise, une à Châteauroux, pour diverses rixes et rations, et une tentative de suicide à la maison d'arrêt de Pontoise, en se taillant avec un couteau le cou et le bras droit. Alors, quand il a décidé d'aller passer le

week-end dans le Nord, Neurone a enfilé deux bombes (blousons) l'un sur l'autre, car cela protège plus efficacement contre les coups de couteau, et prendre le train est toujours une aventure où l'on risque de rencontrer les ennemis : « punks », « beurs » ou « nègres ».

Les skinheads aiment la nuit, les trains, les gares et leurs environs et aussi les rues piétonnières des centres-villes, parce qu'ils y trouvent leurs proies favorites : drogués, clochards et paumés du samedi soir. Les « skinheads » font la guerre à chaque instant, mais surtout quand les packs de bière et la musique de Légion 88 ou de Brutal Combat leur « ont donné la haine ». Comme les scouts, ils sont toujours prêts.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 14.)

Le rapport de M. Bloch-Lainé

## Financer le logement

Le rapport Bloch-Lainé sur le financement de l'accession aidée à la propriété est rendu public. Il propose la suppression de l'aide à la pierre, et suggère que l'aide personnalisée au logement, si coûteuse pour le budget de l'État, soit consacrée uniquement au locatif. Une prime, plafonnée à 80 000 F (aide personnelle capitalisée) assortie d'un « prêt primé » et d'une aide personnelle mensuelle réduite, devrait, selon le rapport, remplacer l'ancien système. Le prêt primé serait distribué par les banques et les organismes spécialisés, après signature d'une convention avec l'État, portant sur le taux plafond et sur la création d'un fonds de garantie. Il reste au gouvernement à apprécier ces propositions et à annoncer ses décisions.

PAGE 28

Le Monde  
ÉCONOMIE

- Le nucléaire en Asie
- La Chine investit à Hongkong
- L'allocation de formation-reclassement
- La chronique de Paul Fehra

Pages 23 à 26

De « Désordres » surgit Nadine Diamant.  
Prix du Premier Roman 1988.

Désordres  
Nadine Diamant



Rue Racine  
Flammarion



## BONHEURS

## Les rendez-vous spirituels

par ALBERT MEMMI

M ANES SPERBER, l'écrivain franco-viennois, m'a confié que, dans sa jeunesse, il avait obtenu de certains amis qu'il admirait la permission de leur téléphoner, à heure et jour fixes, pour bavarder avec eux. De ces rendez-vous spirituels, où la présence charnelle n'avait guère de place, il tirait grand profit.

Plus on avance en âge, plus il serait difficile sans ridicule d'organiser de telles rencontres, on ne peut, toute sa vie, demeurer un disciple. Heureusement, elles ne sont plus nécessaires : il suffit de savoir écouter ; on y découvre en outre que l'on peut toujours apprendre quelque chose de quelqu'un.

François l'a eut le bonheur d'avoir à sa cour Léonard de Vinci, Catherine II, Voltaire, Mme d'Épinay offrit asile à Jean-Jacques Rousseau. C'était un merveilleux privilège qui n'appartenait qu'aux puissants.

Si nous le désirions vraiment, nous pourrions nous sustenter de cette manne céleste qui tombe sans cesse autour de nous : pour quelques francs, nous disposerions de tout l'œuvre des grands écrivains, le disque nous restitue une musique plus pure que dans les auditoriums.

Je m'enchaîne toujours à écouter mes invités. Ils parlent d'autant plus volontiers qu'ils sont défendus, hors de chez eux, et, pour un moment, non tenus par leurs rôles professionnels.

Un médecin confie avec naturel ce qu'il ne peut dire à ses patients, qui exigent de lui une constante assurance. Un avocat raconte plaisamment le dessous

des affaires et nous apprend davantage sur les réalités de la vie qu'un manuel de droit ou de morale. Pour tirer le meilleur d'un hôte, il faut le mettre sur sa profession, les maîtres de maison le savent bien.

Il s'agit là encore, diriez-vous, de grands techniciens ; s'ils consentent à partager leur savoir, nul doute qu'ils nous instruisent. Mais chacun, quel que soit son rang, peut délivrer sa leçon particulière.

Interrogé, regardez travailler un serrurier, un cordonnier : ils ouvriront pour vous des perspectives nouvelles sur le fer, sur le cuir, sur la vie. Sans compter le délicat plaisir de découvrir la sûreté d'un coup d'outil, la précision d'une main, qui sont à la base de l'éthique artisanale. C'est dans les échoppes que j'ai appris le respect de mon propre métier.

Par quelque côté enfin, tout rendez-vous est spirituel. Si l'on ne doit pas demeurer toute sa vie un disciple, on peut toujours se trouver des maîtres.

Et le maître, lui, qu'y gagne-t-il ? Je suis sûr que ces hommes illustres qui autorisent le jeune Sperber à leur téléphoner y trouvent leur compte. Pourvoyant à son ardeur admirative, ils aiment leur savoir ; se confrontant à cette jeune vie, ils prolongent leur leur. En faisant de son disciple le personnage central de ses dialogues, Platon a rendu à son maître plus qu'il n'en a reçu.

C'EST lors d'une recherche sur les perversions et les malaises du lien social que me sont venues ces remarques sur le « chômage ».

Le chômage, l'idée courante et officielle en est très simple : l'espace social actif manque de « places » ; il y a des gens en excédent et les trous manquent où les caser ; quand il y a des trous vides, c'est que les gens ne sont pas assez « formés » pour aller s'y placer ; en somme, il faut créer des trous, former des gens, les y placer, les y replacer quand ils sont éjectés... Ça fait beaucoup ; il est vrai que ça occupe ceux qui s'occupent des chômeurs, mais le résultat est plutôt mince. Le grand trou débordant, celui où le travail c'est d'être chômeur. L'entreprise chômage est celle qui emploie le plus de monde ; assez bien autogérée autour du vide qu'elle produit.

Or, curieusement, la pléthore de chômeurs n'a pas baissé le prix de la force de travail, ni sa valeur. Du coup, ou bien la loi de l'offre et de la demande (selon laquelle plus il y en a et moins ça vaut) perd de sa force quand il s'agit du travail ; ou bien on n'est pas dans une logique d'offre et de demande, de trous manquant et de corps en trop.

Alors une étrange évidence se profile à l'horizon : le chômage n'est pas dû à un manque de travail ; les choses à faire, il y en a, et des gens qui pourraient les faire, mais la rencontre entre eux ne se fait pas, ou quand elle se fait elle ne tient pas. Mais cette évidence n'est pas simple et vite brouillée par des préjugés habités : « Je vous l'avais dit ! Ils veulent être pris en charge par l'État bonnieux... Ils ne veulent pas travailler... »

## Le modèle de la rencontre

Voulez-ils ? Peuvent-ils ? Peuvent-ils vouloir ? C'est plus complexe. Et, peut-être pour mieux voir, déplaçons la scène, considérons un autre modèle, plus déposé et plus radical : la rencontre entre hommes et femmes ; là le « travail » consisterait à faire couple, à vivre « ensemble » ou en famille (un sacré boulot). Dans ce cas de figure, la question du nombre d'emplois est réglée : il y a autant d'hommes seuls que de femmes seules ou à peu près ; vous pouvez l'observer lors d'une soirée, même quand aucune mariée n'a fait ses plans de rencontre. Car, soit dit en passant, les agences matrimoniales, ultra-modernes ou démodées, sont des agences d'emploi, des ANPE pour le travail de faire attache.

Eh bien, vous remarquerez que, malgré les rencontres ou grâce à elles, c'est à peu près le même nombre qui sous ce rapport se retrouve au « chômage » ; même

## Penser le chômage...

par DANIEL SIBONY (\*)

nombre d'offres, même nombre de demandes (en l'occurrence, demande et offre sont identiques, interchangeables, comme pour le travail d'ailleurs : une demande est aussi une offre... Et les chômeurs sont ceux que le « travail » n'a pas remarqués malgré l'offre qu'ils lui font). Alors, pour les couples, quel esprit cocasse nous dira qu'il y a là manque de « formation », et proposera des cours de « rencontre » ? Des stages intensifs ? D'ailleurs lesdites agences, renforcées d'ordinateurs, organisent la rencontre, font le rapport entre le trou vide ou le manque, mais elles butent dès que ce n'est pas l'ajustage entre les vis et les écrous. C'est que la « formation » pour la vie, on n'en connaît pas le programme.

## Rapport au travail...

Une remarque s'ensuit : si on ne fait pas la rencontre qu'on prétend désirer faire c'est qu'on a en soi une inertie psychique qui rend difficile de bouger, de bouger les choses, et qui fait que cette rencontre ne trouve pas place en nous — donc pas place dans le monde. Quand on est l'oreiller sur son menton, plein de son vide ou de sa déroute, on n'est capable que d'un seul lien, le lien à soi, enroulé sur soi jusqu'à l'étouffement. Quand d'autres vous voient dans cet état, ils peuvent vous trouver gonflé, inaccessible... Ils ne voient pas que vous êtes surtout tranquillement désespéré.

Mais revenons à la rencontre dont l'objet est le travail. Bien sûr elle exige une mobilité, un éveil, un mouvement d'ouverture, tant du côté de ceux qui cherchent ce qu'ils pourraient faire que du côté des choses à faire, qui elles aussi s'impulsent de trouver preneur, de trouver à qui « parler ». (Trop d'œuvres qui attendent, c'est trop de souffrance pour le monde.) Mais qu'est-ce qui empêche cette mobilité ? Cette ouverture de soi au monde et du monde à lui-même ? Est-ce seulement du côté des entreprises — du côté des choses à faire — la peur de charges trop lourdes ? Est-ce seulement du côté des chercheurs d'emploi le manque de formation ? Curieusement, les grandes réformes anti-chômage ne visent qu'à rendre moins coûteux aux entreprises de faire des « trous » et moins pénible aux chômeurs de venir s'y mettre.

Or le malaise est plus profond, plus intéressant aussi. Le chômage est l'occasion majeure d'interroger le rapport au travail ; il est lui-même cette interrogation inouïe, mal entendue, et qui s'enfile à mesure qu'on y est sourd et qu'on prend devant elle des airs graves et affligés : ah ! la plaie... Et on est prêt à la couvrir de n'importe quel cataplasme. A la rigueur on cerne le mal, on l'étudie, mais on ne veut surtout pas voir ce qu'il signale ailleurs qu'en lui-même, loin, là-bas, du côté de ceux qui travaillent.

Il indique par exemple que ceux qui travaillent se renouent, font des choses, des gestes, mais que l'essentiel de leur être est souvent au chômage ; des pans entiers de leur être sont inertes ou le deviennent ; d'énormes ressources sont en eux (on « redécouvre »

aujourd'hui le poids des « ressources humaines », des potentiels — bravo, — mais tout ce qu'on sait en dire c'est que ça existe...), ces ressources immenses qui dorment, qui rêvent ou qui cauchemardent, qui bouillonnent sans issue ; et ça énerve les gens, ils sentent bien cette non-vie enkystée menacer de gagner leur être, ça les rend malades. Pourtant il y a le sport, « les activités » (après les passions, les loisirs), il y a les calmants, les excitants, la télé (Dieu sait le mal qu'on se donne pour l'alléger...), eh bien ! ça ne suffit pas ; trop d'énergie pour des soupapes aussi petites ; ça résiste ; à la vie dure. De ce point de vue, le chômage officiel, le chômage qualifié n'est que la partie visible d'une énorme masse de forces inactives, en jachère, dont l'essentiel, invisible, est un chômage inqualifiable.

Les chômeurs en titre seraient ceux que le hasard, les circonstances — certaines « aptitudes » aussi — ont amené à se qualifier : à faire reconnaître que c'est le tout de leur personne qui est au chômage, et pas seulement la moitié ou les trois quarts comme c'est le cas pour les autres, ceux qui travaillent et qui sentent en eux l'appel à chercher quoi faire d'autre, à chercher tout court, et qui sentent qu'à y être sourds ils sont aussi « irresponsables » que les autres. Car « irresponsable » signifie surtout, non pas qu'on veuille être materné mais qu'il n'y a plus de répondant, que ça ne répond plus en nous (ça a racorcé, ou c'est toujours occupé). Être irresponsable c'est être tout seul, en soi, lié seulement à soi. Répondre c'est pouvoir avoir un partenaire ; ça vient de *spondere*, qui veut dire... épouser.

## « Maladie du lien »

Cela nous ramène à ce que j'appelle « la maladie du lien » : le mal qu'on a à supporter des liens mouvants qui ne vous tiennent qu'en partie, et le désir ou le fantasme d'un lien qui tienne absolument. On le trouve dans les drogues et les sectes, ce lien total qui vous fixe et vous épargne l'angoisse de n'être pas assez « tenu » ou maintenu. Car, selon moi, la drogue est recherchée pour le lien qu'elle procure, pour l'addiction qu'elle impose, pour l'accrochage dont ensuite on se plaint comme esclave traînant ses chaînes et qui serait affolé à l'idée de les perdre. (Quand Marx a dit des prolétaires qu'ils n'ont à perdre que leurs chaînes », il n'a pas vu que c'est pour ça qu'ils peuvent y tenir ; il arrive même qu'ils les échangent, après une grande révolution — prolétarienne, — contre des chaînes un peu plus grosses.)

Donc la drogue ou ses variantes se présentent comme le vrai lien ; on peut se droguer à n'importe quel pourvu que ça crée le lien automatique. C'est dire, bien sûr, qu'on peut se droguer au travail, même si le flash n'est pas toujours rayonnant. Eh bien, certains chômeurs sont en quête d'un lien qui les tienne, qui tienne tout seul, qui réponde pour eux et les laisse libres de rêver à d'autres liens, d'en essayer puis d'y revenir puis que le « vrai » lien n'existe pas

(\*) Psychanalyste.

sauf dans la drogue. Et certains trouvent ce lien unique, de soi à soi, précisément dans le chômage : le lien diversifié au monde que pourrait produire le travail se trouve ici réduit à un point. C'est morbide ? Mais le travail où l'être chôme pour l'essentiel l'est presque autant.

Le chômage est donc une forme de la question du lien, de l'être en manque de lien (et n'être lié qu'à soi c'est la déprime) ; ou c'est le lien qui ne « prend » pas, comme pour ces jeunes sans emploi qui n'ont jamais trouvé à quoi se plier pour déplier leurs potentiels, pour les déployer. Du reste, s'employer c'est à la lettre s'impliquer, se plier ; se mettre sous pli avec espoir de se déplier si la lettre arrive à bonne destination. Les experts, eux, tentent de résoudre cette quadrature : comment se sentir impliqué quand on ne l'est pas ? Leur idéal de plénitude, de plein emploi, c'est l'idéal angoissant où chaque trou a fait son plein. Or on l'a vu même dans ces cas c'est du travail souvent creux ou à vide.

Est-ce l'effet de la technique ou de la division des tâches si un travail en général n'occupe qu'une part infime de vos ressources, même s'il dévore d'un coup de dent tout votre temps (en demandant même des suppléments) ? Je ne le crois pas, bien qu'il y ait de ça. La cause en est plutôt dans les fantasmes de maîtrise qui passent à l'acte : un peu partout dans le social, il y a de plus en plus de gens qui crèvent d'angoisse à l'idée de ne pas tout maîtriser, de ne pas savoir ce que chacun fait dans le détail, de A à Z. Alors ils préfèrent lui réduire l'alphabet, lui appauvrir le langage, plutôt que de le laisser dire des choses qui leur échappent ou de le laisser entreprendre en dehors de leurs limites.

Or, quel qu'on fasse pour tout cadrer, ça fuit de toutes parts ; et le travail, pour ceux qui ont le faire, pose autant de problèmes que le chômage ; il pose peut-être les mêmes problèmes. Du reste, chômage et travail sont d'autres points de contact ; par exemple ce cercle vicieux (typique des questions mal posées) où on renonce à entreprendre et à créer des tâches... faute de gens assez formés pour les remplir. Et ce fait massif que, malgré des millions de chômeurs, il est plus difficile qu'autrefois de « trouver quelqu'un » pour faire un travail, souvent urgent, alors que bien des chômeurs seraient vite en mesure de le faire... Si quoi ? Si on leur collait un tiers sur le dos pour les fixer ? Pour leur donner lieu dans ce travail ? Un tiers qui les lie et qui les enchaîne (en douce bien sûr...) ?

La encore la liberté est essentielle comme un danger de déchaînement. Et c'est parfois ceux qui travaillent qui exigent eux-mêmes ce gardien sur leur dos, puisqu'en son absence il n'y a plus... de responsable. Chacun sait que ce qu'on paie c'est moins le travail que le fait d'en répondre. Eh bien, les chômeurs sont ceux qu'on ne questionne même plus.

Du coup, entre ceux qu'on ne questionne plus, et ceux qui travaillent et ceux chez qui ça ne répond plus, il y a peut-être... place pour penser ou repenser l'essentiel, notamment ce qu'il en est de « trouver sa place » dans la vie, et de certains déplacements que cela exige.

## Au courrier du Monde

## CIRCULATION

## Panthères grises

J'en appelle aux retraités qui aiment Paris et leurs petits-enfants. La « baguette » envahit la capitale, ses trottoirs et ses passages protégés. Les vieux à droite renversent les pions prioritaires qui osent encore traverser. L'hyper-circulation gêne ceux qui ont vraiment besoin de la voie publique pour leur profession : ambulanciers, médecins, pompiers, chauffeurs de laboratoire, représentants, policiers. Devant l'incertitude des pouvoirs publics (où sont les sites propres prétendument réservés aux bus et les couloirs de courtoisie pour cyclistes ?), nous les « anciens », capables de nous battre encore pour de bonnes causes, réunissons-nous. Mettons en commun notre expérience, nos idées. Présentez-les aux candidats à l'occasion des prochaines élections municipales. Publiez-les dans la presse. Faisons, en somme, parler le bon sens, puis-que nos dirigeants semblent en être

privés. Nous serions les Panthères grises de Paris.

GEORGES RICO (Paris).

## HORREURS

## Arc de triomphe

« Quelle horreur ! Quel style rapporté ! C'est pas de dire que cela jure... C'est un chef-d'œuvre de nanisme mastoc, de pompier esthétique. Et même pas dans l'alignement... De grâce, on doit pouvoir encore démonter ça et le recaser d'urgence dans un coin à l'écart. — Vraiment, vous êtes dur. Cette pyramide...

— Mais non, pas la pyramide ! Je veux parler du machin qu'on appelle arc de triomphe du Carrousel et qui trône dans cette perspective rodée magnifiquement comme un buffet Henri II-Léviton de guinguette dans la galerie des Glaces. »

JEAN-PIERRE AUDIGIER (Paris).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27 Téléc. MONDIPAR 650572 F Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Favret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutz.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0391-2037

Reconnu comme journal de presse et inscrit au répertoire des journaux au numéro (1) 42-47-99-81

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

## ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS (tarif normal)
3 mois .....	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois .....	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois .....	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an .....	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

## DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... Code postal : .....

Localité : ..... Pays : .....

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montfaucon, 75007 PARIS

Tél. : (1) 42-45-91-82 ou 42-55-91-71

Téléc. MONDPUB 286 136 F

Imprimé en France

Paris 15

Le droit de réussir, c'est pouvoir disposer facilement de tous les exposés synthétiques sur tous les sujets d'examen. Indispensables pour comprendre vite et retenir longtemps, les 80 mémentos Dalloz abordent toutes les questions juridiques et économiques que doit connaître l'étudiant aujourd'hui.



Art. 2. Réussir en juin

80 MÉMENTOS DALLOZ • LE DROIT DE RÉUSSIR



Image...

[illegible]

100

## L'OLP va renoncer au sacro-saint principe du consensus

Six tribus, six journalistes de l'Événement du Jeudi, six témoignages : l'indéfectible transformation des dernières sociétés "sauvages", à notre contact, appauvrir l'humanité tout entière. Un autre regard sur le monde: celui de l'ethno-journaliste.

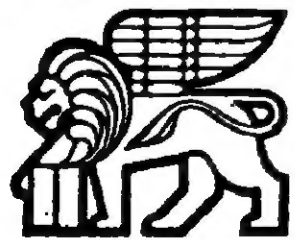


ÉRIC HEUMANN, STÉPHANE SORLAT, JEAN LABADIE  
PRÉSENTENT

# ΠΑΨΑΓΣ DANS LE BROUILLARD



PRIX DE L'OFFICE CATHOLIQUE INTERNATIONAL  
PRIX DE L'UNIVERSITÉ "LA SAPIENZA" À ROME  
PRIX FRANCESCO PASINETTI  
PRIX DE LA CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES  
CINÉMAS D'ART ET D'ESSAI  
PRIX "ENTE DELLO SPETTACOLO"  
GRAND PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE



LION D'ARGENT  
VENISE 1988

Symbolique, emblématique, onirique, soit. L'œuvre entière de Théo Angelopoulos est forte, belle, cohérente. *Paysage dans le brouillard* ne fait pas exception. Film fort, beau, cohérent. Écrit une nouvelle fois avec Tomino Guerra. Tourné en longs panoramiques désolés avec deux enfants qui ont la grâce condamnée des agneaux de lait. Dans une palette où dominent les bleus crépusculaires, d'où sont absentes toutes les couleurs vives, gaies sauf le rouge. Rouge du viol. Rouge de quelques affiches lacérées...

VENISE 1988  
DANIÈLE HEYMANN.

**Le Monde**

avec TANIA PALEOLOGOU / MICHALIS ZEKE / STRATOS GIORGIOGLOU une coproduction franco-hellénique PARADIS FILMS, GÉNÉRALE D'IMAGES, LA S.E.P.T., PARIS  
avec la participation financière de SOFINERGIE, THEO ANGELOPOULOS O.E. et la participation de C.N.C. G.R.F. ATHÈNES PRODUCTEUR ASSOCIÉ AMEDEO PAGANI. DISTRIBUTION BAC FILMS.



## Amériques

BRÉSIL : la consultation du 15 novembre

### Sao-Paulo et Rio-de-Janeiro : villes-tests des élections municipales

Le climat social est tendu au Brésil, à la veille du 15 novembre, date des premières élections municipales depuis le retour de la démocratie en 1985. Plus de quarante mille des quelque soixante mille ouvriers du secteur pétrolier sont en grève depuis le 11 novembre, provoquant l'immobilisation de huit des dix raffineries du pays, et créant une menace de paralysie énergétique. Les grévistes réclament des augmentations de salaires de 154 % pour compenser une perte de pouvoir d'achat liée à une inflation voisine de 1000 % l'an. Par ailleurs, deux supermarchés de Rio ont été pillés le 11 novembre par plusieurs centaines de personnes armées de gourdin, piques et de débris. Le gérant d'un des établissements a lui-même estimé qu'il s'agissait d'une émeute de la faim. Outre l'inflation qui ronge le pouvoir d'achat de tous, le chômage du quart de la population virtuellement active explique de tels mouvements, qui se multiplient depuis un mois au Brésil. — (AFP, AP.)

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Les Brésiliens retournent aux urnes le mardi 15 novembre, à l'occasion d'élections municipales. Depuis le dernier scrutin, il y a trois ans, ils ont pu tester dans leurs principales communes les avantages et les inconvénients de la démocratie. C'est en 1985, en effet, que, pour la première fois depuis longtemps, ils avaient pu élire les maires des capitales régionales — qui, auparavant, étaient nommés par les gouverneurs.

Leur choix avait réservé bien des surprises. A Sao-Paulo, ils avaient fait revenir l'homme au balai, le populiste Janio Quadros, qui avait pris cet emblème pour accéder en 1961 à la présidence de la République. A Rio, la mairie était passée aux mains d'une personnalité respectée de la gauche, M. Saturnino Braga, économiste grand dans l'opposition au régime militaire.

A Fortaleza, c'est une femme, M<sup>me</sup> Maria Luiza Fontenelle, membre du très gauchiste Parti des travailleurs, qui s'était imposée dans l'un des fiefs du « caciquisme » et du « machisme » brésiliens. Un peu partout, des partis de gauche — « changement » — s'étaient installés à la tête des principales municipalités.

A l'approche des élections, l'heure est aux bilans, et ceux-ci sont mitigés. Janio Quadros a administré la ville la plus importante d'Amérique du Sud en se livrant aux excentricités qui l'ont rendu célèbre il y a un quart de siècle. Quand il est à son poste, il voyage beaucoup à l'étranger, il ne se passe guère de jours sans qu'il fasse un éclat. Ainsi a-t-il pris l'habitude d'insulter lui-même, grâce à ses pouvoirs de police, des contraventions aux automobilistes !

#### Une ex-capitale bien délabrée

Il s'est ainsi bâti à peu de frais une réputation de rigueur et d'austérité. Angélique délaissée, il a aussi décidé de donner un air londonien à sa ville, en mettant en circulation des autobus à impériale rouges — sa seule contribution à l'amélioration des transports collectifs, disent les mauvaises langues. Mais il a déployé aussi de gros efforts pour faire de Sao-Paulo une cité plus propre, plus avenante : du coup, sa cote dans les classes moyennes, assez basse au départ, a beaucoup remonté.

En revanche, il a construit plutôt moins de crèches, de dispensaires que ses prédécesseurs. Ce dévouement qu'il a montré avec la réputation d'un administrateur autoritaire, soucieux de bonnes finances, et qui a rendu certains quartiers plus vivables pour ses administrés.

A Rio-de-Janeiro, la situation est bien différente. Avec M. Saturnino Braga, la gauche était au pouvoir ; et elle a failli. Elu sous la bannière d'un parti populaire qui se réclamait du socialisme, le PDT (Parti démocratique du travail), M. Braga l'a abandonné après dix-huit mois de mandat ; il a expliqué que le PDT servait seulement de tremplin aux ambitions présidentielles de son chef, M. Leonel Brizola.

Il n'est alors allé aux autres formations de gauche de la ville : les deux partis communistes et le Parti des travailleurs, et le minuscule Parti socialiste dont il est devenu membre et qui aurait voulu faire de lui son candidat à la prochaine élection présidentielle.

Mais son image est désormais associée à celle d'une municipalité en faillite et d'une ville dont la décadence s'est accentuée depuis trois ans. Il y a un trou de 250 millions de francs dans les caisses, et l'argent a manqué en octobre pour payer les employés municipaux. Depuis près de deux mois, les instituteurs s'abstiennent de travailler, faute de voir leurs salaires suivre l'inflation.

#### Rues à l'abandon

A l'inverse de M. Quadros, M. Braga ne s'est guère soucier des apparences : il a laissé les rues de l'ancienne capitale du pays à l'abandon, avec leurs chaussées et leurs trottoirs défoncés, leurs odeurs nauséabondes, leur saleté. Il ne s'est pas davantage préoccupé des pannes, transformées en campements par les clochards. C'est seulement à l'approche des élections qu'il a fait dégrader ces derniers ; mais l'expression de délabrement général subsiste.

Alors que les finances de la ville étaient déjà au point, et que le mot d'ordre était l'austérité, le maire s'est empressé de gonfler de 25 % ses effectifs. Il aurait dû augmenter ses recettes, ce qu'il n'a pas su faire. Son ancien secrétaire au développement social, M. Mauricio Azedo, du PDT, aujourd'hui dans l'opposition, affirme qu'il ne serait pas nécessaire d'augmenter les impôts. En combattant l'évasion fiscale, dit-il, les rentrées pourraient doubler. On saura vite ce qu'il en est, puisque c'est le candidat de son parti, M. Marcello Alencar, qui a toutes les chances d'emporter la mairie de Rio le 15 novembre.

Personne ne conteste l'honnêteté de M. Saturnino Braga, qualité peu fréquente chez les élus locaux, et que Rio-de-Janeiro est lourde à gérer, car elle a gardé ses équipements d'ancienne capitale, sans les financements correspondants. Ce que l'on reproche surtout au maire, c'est son manque de rigueur, de professionnalisme, et, d'une certaine façon, son ingénuité : n'a-t-il pas cru, en découvrant il y a quelques mois que les caisses étaient vides, que Brasília lui viendrait en aide ?

La capitale fédérale n'en a rien fait, et les Caricões (les habitants de Rio) constatent aujourd'hui avec stupéfaction que le gouvernement les abandonne à leur sort, alors que leur ville est le cœur culturel du pays, et qu'elle en reste, en dépit de tout, son plus beau fleuron.

CHARLES VANHECKE.

## COLOMBIE

### Massacre à Segovia : 42 morts

Bogota. — Quarante-deux personnes ont été tuées et cinquante sept autres blessées lors d'un coup de main sanglant perpétré à Segovia, une ville de chercheurs d'or située à 250 kilomètres au nord de Bogota. Le gouvernement ne s'est toujours pas prononcé sur l'identité des auteurs du plus meurtrier massacre de ces dernières années, se refusant à trancher entre l'extrême gauche et l'extrême droite.

L'attaque a surpris la ville en plein milieu de la nuit. Les assaillants, à bord de jeeps et de camions, sont entrés à vive allure dans les rues de la cité, qu'ils ont occupée pendant six heures. Seize personnes qui se trouvaient dans un bar ont été tuées par l'explosion d'une grenade de forte puissance lancée par les attaquants au milieu de la piste de danse. Le groupe a ensuite tiré des rafales de mitrailleuse dans toutes les

directions. L'arrivée dans la ville de renforts militaires et d'équipes de secours a fait fuir les assaillants dans les montagnes voisines.

Selon la police, ce sont une centaine de guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et de l'Armée de libération nationale (ELN) qui auraient lancé ce raid. Cette dernière organisation a toutefois démenti, dans un communiqué téléphonique, toute participation. De son côté, le maire communiste de Segovia, M<sup>me</sup> Rita Ivonne Tobon, a accusé des « groupes paramilitaires de droite » d'en être les auteurs. Le gouvernement a chargé dimanche des procureurs de la République et des membres de l'organisation des droits de l'homme d'une enquête sur l'origine de cette attaque meurtrière. — (AFP, Reuters.)

## Afrique

### ALGÉRIE

### Le premier ministre veut un « partage équitable de l'austérité »

ALGER  
de notre correspondant

Après quarante-huit heures de réflexion, l'Assemblée populaire nationale (APN), le Parlement algérien, devait débattre, lundi 14 novembre, du programme d'action du gouvernement que M. Kasdi Merbah a présenté aux députés samedi. Cette séance a bien failli ne pas avoir lieu pour une question de procédure. Les parlementaires estimaient, en effet, qu'ils auraient dû avoir le temps de prendre préalablement connaissance du programme de M. Merbah. Ils ont donc décidé qu'ils ne pouvaient entendre le nouveau chef de gouvernement. Finalement, après plus d'une heure de débats houleux, la séance de samedi était levée. Elle ne reprendra qu'en fin d'après-midi, après une pause fractionnée en tractations de couloir.

#### Un programme d'urgence

Une centaine de copies du programme du gouvernement étaient distribuées aux députés, et M. Merbah pouvait révéler le contenu de son plan d'action, non sans avoir fait remarquer que si la Constitution amendée par référendum le 3 novembre lui faisait obligation de soumettre son programme à l'Assemblée, elle ne lui faisait pas la procédure à suivre et ne lui imposait aucun délai. « C'est une première », a remarqué M. Merbah, avant d'ajouter : « Nous n'avons pas de

traditions dans ce domaine, il faut en créer. »

Le chef du gouvernement a présenté un « programme d'urgence de relance de l'économie nationale ». Dans son intervention, il a rappelé que « les revenus du pays ont chuté de près de 50 %, à cause de la baisse des prix du pétrole ». Il a incité à « organiser la réponse à la crise » et à « accepter les sacrifices qui en découlent », estimant que la « relance passe par une dynamisation des investissements qui ont reculé ces dernières années ». Ce qui sous-entend évidemment le recours au marché financier, aux emprunts, mais aussi à la création de sociétés d'économie mixte constituées avec des partenaires étrangers, notamment dans le domaine des hydrocarbures, pour relancer la prospection pétrolière et la recherche de nouveaux gisements gaziers.

Il y a deux ans, l'APN avait amendé profondément, jusqu'à la vidée de son sens, une loi proposée par l'ancien ministre des finances, M. Abdelaziz Khelaf, qui prévoyait la possibilité de laisser la majorité des parts au partenaire étranger dans les sociétés d'économie mixte. La perspective de ne pas pouvoir participer directement à la gestion du capital investi en Algérie a découragé plus d'un industriel occidental. Quelques sociétés d'économie mixte ont vu le jour, sur le papier, mais aucune n'a réellement commencé à fonctionner.

M. Merbah a indiqué qu'il mobiliserait l'épargne pour investir dans des secteurs créateurs d'emplois, comme

les services et la petite et moyenne industrie, et qu'il inviterait les Algériens résidant à l'étranger à participer directement aux investissements. La situation des jeunes et des couches sociales les plus défavorisées a été également au cœur des déclarations de M. Merbah, qui a annoncé une « augmentation des plus bas revenus dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain ». Le premier ministre a appelé à la « solidarité nationale » et au « partage équitable de l'austérité ».

#### Relance de la croissance

Le chef du gouvernement a présenté un programme axé sur la relance de la croissance économique et la justice sociale. Les députés avaient demandé au moins quarante-huit heures pour l'étudier et quarante-huit heures pour en débattre. La réaction des parlementaires, tous issus du parti unique, coïncide avec un sursaut de l'ensemble de l'appareil du FLN qui utilise, aussi souvent que possible, le recours aux débats de procédure pour manifester sa désapprobation des réformes voulues par l'équipe du président Chadli. A quinze jours du sixième congrès du FLN qui désignera le candidat unique à la présidence de la République, la base traîne les pieds.

Dans les cinq pré-congrès régionaux (Oran, Tيارت, Alger, Constantine et Batna) organisés la semaine dernière, les militants ont dit leur désaccord, en exigeant que les discussions soient axées d'abord sur les

rapports préparés de longue date pour le congrès plutôt que sur les réformes politiques récemment proposées. Ces conférences régionales ont été également l'occasion de dénoncer « le comportement de certains médias étrangers, qui ont saisi l'occasion des derniers événements algériens pour lancer une campagne de propagande contre l'Algérie et les militants du parti du FLN ». Le quotidien officiel El Moudjahid. La presse algérienne n'a pas été épargnée non plus par les militants du parti, qui ont exigé, ici et là, que les journalistes quittent les salles de réunion. A l'APN aussi, quelques députés ont demandé que les journalistes sortent de l'hémicycle pendant le discours-programme de M. Kasdi Merbah. C'est le baroud d'honneur de militants qui se demandent aujourd'hui de quoi demain sera fait.

FREDERIC FRITSCHER.

La radio fait état du retour de « bombellistes ». — Une quarantaine de partisans de l'ancien président Ben Bella sont rentrés samedi en Algérie, après avoir rompu avec le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA, en exil), a annoncé, dimanche 13 novembre, la radio algérienne. Les contacts entre les autorités et ces opposants avaient eu lieu avant les émeutes d'octobre, a déclaré M. Saïd Abul, responsable de l'Armée des Algériens en Europe (AAE). Ces personnes ne visent « ni poste ni privilège », mais elles soutiennent « la volonté de mobiliser tous les patriotes », dit M. Abul, se référant aux réformes visant à transformer le FLN en un large front regroupant toutes les sensibilités. — (AFP.)

## Asie

CORÉE DU SUD : après l'arrestation de sept membres de sa famille

### L'étau se resserre autour de l'ex-président Chun Doo-hwan

TOKYO  
de notre correspondant

Un moment de vérité attendait le président Roh Tae-woo à son retour à Séoul, lundi 14 novembre, après une visite de onze jours en Asie du Sud-Est. L'arrestation, samedi, de deux nouveaux membres de la famille de l'ex-président Chun Doo-hwan (dont son frère aîné) et les pressions exercées non seulement par les étudiants contestataires, mais désormais par une opinion publique indignée, le contraignent à trancher la question politique autant que morale des responsabilités de son prédécesseur.

Dimanche, 30 000 ouvriers et syndicalistes ont manifesté à Séoul pour demander de meilleures conditions de travail et l'arrestation de l'ex-président. Selon plusieurs journaux citant des sources proches de M. Chun, celui-ci aurait l'intention d'annoncer une « grave décision » dès qu'il aura en une entrevue avec M. Roh.

La situation est devenue intenable : tandis que M. Chun est resté dans sa résidence-bunker, protégé par des cordons de police anti-émeutes et assiégé quotidiennement par des étudiants, les membres de sa famille sont arrêtés un à un (au total sept personnes). Les auditions de témoins convoqués par les commissions parlementaires d'enquête révélaient chaque jour de nouvelles affaires de corruption et de brutalités perpétrées par le régime déchu.

Le frère aîné de l'ex-président, M. Chun Kee-hwan, ancien policier,

notoirement connu pour être devenu un des « paravents » de la police de Séoul pendant que son cadet était au pouvoir, est accusé d'avoir extorqué plusieurs centaines de millions de dollars en pots-de-vin à des organismes publics et privés. Des témoins ont en outre déclaré devant le Parlement avoir été obligés de donner des sommes se chiffrant au total à plusieurs millions de dollars à la fondation Hwan, que présidait la femme de M. Chun Doo-hwan.

#### La « vieille garde »

L'affaire Chun n'est plus un simple thème de mobilisation de l'opposition parlementaire et des étudiants contestataires. Les foules agglutinées devant des postes de télévision dans les rues de Séoul pour suivre les retransmissions, pour la première fois en direct, des auditions devant la commission parlementaire d'enquête témoignent du caractère national et passionné — compte tenu du caractère coréen — qu'a pris cette question.

Les Coréens regardent donc leur passé le plus noir (les huit ans du régime Chun) dans une atmosphère qui n'est pas exempte d'esprit de revanche et qui a contribué à faire monter la tension politique, rendant les accommodements désormais difficiles.

Jusqu'à présent, le gouvernement a laissé l'étau se resserrer autour de l'ex-président, mais il a toujours évité qu'il soit directement mis en cause. Il semble difficile que

M. Roh puisse s'en tenir là. M. Kim Dae-jung, qui dirige le principal parti d'opposition, a demandé que le président convoque au plus tôt M. Chun et décide s'il doit être jugé. Même le Parti pour la justice et la démocratie (majoritaire), que M. Chun a fondé en 1980, semble avoir renoncé à le protéger.

La direction du PJD a proposé une solution de compromis en trois points : l'immunité pour l'ex-président à condition qu'il présente ses excuses à la nation, rende tout l'argent qu'on l'accuse d'avoir dérobé et se retire de la campagne.

En réalité, la question n'est pas aussi simple, pour plusieurs raisons. D'une part, la majorité est loin d'être unie sur le sort de M. Chun : la « vieille garde », fidèle à l'ex-président, s'oppose à toute action à son encontre. En outre, il y a dans l'entourage de M. Roh des personnes qui ont collaboré au régime précédent (à commencer par l'actuel président). Elles peuvent ne pas souhaiter qu'on aille trop loin dans les révélations sur le passé de M. Chun.

Ce dernier, s'il est mis en cause, a sûrement des révélations à faire sur ceux qui l'auraient « trahi ». La dernière inconnue est l'armée, au sein de laquelle M. Chun a encore des amis puissants, et peut-être pas sans tâche. M. Roh cherchera-t-il le compromis ou profitera-t-il de ce climat d'hallali pour faire place nette, et se débarrasser de la « vieille garde » au sein du parti comme de l'armée, et du même coup se blanchir définitivement ?

PHILIPPE PONS.

### JAPON : la mort de Takao Miki

### Le moralisateur de la vie politique

TOKYO  
de notre correspondant

L'ancien premier ministre Takao Miki est mort, lundi 14 novembre. Il était âgé de quatre-vingts ans. La disparition de celui qui passait pour l'« homme propre » du Parti libéral-démocrate (PLD), pour avoir tenu au cours de sa carrière de « moralisateur » les pratiques du monde politique japonais, n'aura guère de conséquences sur les équilibres au sein de la majorité. Takao Miki s'était en effet retiré de la vie publique à la suite d'une hémorragie cérébrale en 1985.

Il n'en légua pas moins à ses collègues un programme de réformes de la vie politique, et notamment un projet de loi sur l'éthique des partis, élaboré peu avant sa maladie et qui, dans le climat du scandale de

l'affaire Recruit, dans lequel sont impliqués les principaux dirigeants du pays, devait inciter à réfléchir : « Si la situation présente se poursuit, nous allons vers un suicide de la démocratie parlementaire », écrivait-il.

Dans l'histoire politique du Japon de l'après-guerre, le nom de M. Miki restera attaché à un certain sens de l'intégrité, d'autant plus marqué qu'il n'avait guère de rivaux en la matière. Habile manœuvrier, il apparut au lendemain de l'affaire Lockheed comme un candidat de compromis idéal entre les grands caciques pour redorer l'image du PLD, entré non seulement par le scandale qui obligea Kakuei Tanaka à démissionner, mais aussi par des élections sénatoriales qui furent parmi les plus « sales » que le Japon ait connues.

Succédant à M. Tanaka en décembre 1974, M. Miki restera au pouvoir jusqu'en décembre 1976. Au cours de son mandat, il avait essayé d'assainir la vie politique en faisant adopter en 1975 par le Parlement une loi sur le contrôle des fonds politiques. Elle fut rapidement tournée : ses successeurs (notamment M. Fukuda, puis, à partir de 1982, M. Nakasone) étant beaucoup moins regardants.

Elu pour la première fois au Parlement en 1937, M. Takao Miki fut ministre des postes et télécommunications dans l'éphémère cabinet du socialiste Katayama (1947-1948), puis il occupa des fonctions ministérielles dans plusieurs gouvernements. Il fut notamment ministre du commerce international et de l'industrie (MITI) dans le premier cabinet Sato (juin 1965-décembre

1966), puis des affaires étrangères de février 1967 à octobre 1968.

Vice-premier ministre dans le premier cabinet Tanaka (juillet-décembre 1972), fonctions qu'il conserva dans le second, les croisant avec celles de directeur de l'Agence de l'environnement, Takao Miki fut élu président du PLD en décembre 1974. A la tête d'une petite faction au sein de la majorité, Takao Miki ne pesa jamais d'un poids déterminant dans les grands arbitrages du pouvoir, mais il jouissait d'une certaine autorité morale. Ce qui ne l'avait pas empêché, en 1975, d'être le premier chef du gouvernement d'après guerre à se rendre au sanctuaire de Yasukuni, où sont inscrits les noms des héros nationaux, y compris, les criminels de la dernière guerre.

PH. P.



## Afrique

### AFRIQUE DU SUD

#### Les maires conservateurs veulent renforcer l'apartheid

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Les écrits «white only» (réservé aux Blancs), qui avaient en grande partie disparu, notamment dans les grandes villes, vont-ils à nouveau refluer ? C'est du moins le projet du Parti conservateur qui a fait part de ses intentions de rétablir la ségrégation dans les 90 villes où il a remporté la victoire lors des élections locales du 26 octobre.

Samedi 12 novembre, les conseillers municipaux conservateurs se sont réunis à Pretoria. Ils n'ont pas déposé leur plan, mais ont exprimé leur détermination de faire passer dans les actes le programme sur lequel ils ont été élus. Plusieurs maires ont déjà annoncé leurs intentions, qui consistent principalement à interdire les lieux publics aux Noirs. Celui de Johannesburg, M. Gideon Poria, propose de réserver les trois quarts des rives du lac aux Blancs et le quart restant sera, comme il dit, «international». Les parcs aussi seront pour «white only». «Les bons Noirs, précise-t-il, sont là pour travailler et non pour se distraire». A Springs, M. Gert Parsons veut fermer les bars réservés aux Noirs, pour cause de troubles nocturnes, ainsi que l'école multiraciale. A Johannesburg, un dirigeant conservateur estime que «l'intégration apporte la révolution» et veut

débarrasser les quartiers multiraciaux des non-Blancs.

Ce retour en arrière est possible dans les domaines contrôlés directement par les municipalités, c'est-à-dire essentiellement les lieux publics, tant que la loi prévoyant la séparation dans ce secteur, le «separate amenities act», est en vigueur. Le pouvoir, malgré de nombreuses promesses, ne l'a jamais abolie. Dans la pratique, la ségrégation est demeurée en place dans la plupart des villes en ce qui concerne les transports, les piscines, les parcs, les terrains de sport, etc. Ristent les centres commerciaux, dont certains ont été ouverts à toutes les races, permettant ainsi aux non-Blancs d'ouvrir des boutiques. Le Parti conservateur a juré de s'opposer aux projets à l'étude et de réserver aux Blancs ceux qui existent déjà en exploitant les propriétés de couleur.

Ce retour au passé ne sera peut-être pas aussi facile que le prétend le parti de M. Andries Treurnicht et dépend, en grande partie, de la volonté de résistance du pouvoir. Il est évident, toutefois, que la lente évolution vers une intégration raciale dans tous les domaines sera ralentie par ces nostalgiques qui rêvent de revenir vingt ans en arrière. Le gouvernement ne s'est pas encore officiellement prononcé, dans l'attente que les conservateurs joignent le geste à la parole.

MICHEL BOLE-RICHARD.

### TUNISIE

#### Un dirigeant de l'opposition nommé ambassadeur

TUNIS  
de notre correspondant

Amorce d'une future majorité présidentielle ? Confirmation en tous cas d'une volonté d'ouverture sur la société civile et les différentes sensibilités politiques : le président Ben Ali a remis, samedi 12 novembre à M. Dali Jazi (1), ses lettres d'accréditation en tant qu'ambassadeur à Vienne.

C'est une première : jamais, depuis l'indépendance, une personnalité venue d'un parti autre que celui au pouvoir n'avait accédé à une responsabilité publique aussi élevée. En effet, jusqu'à cette nomination — acceptée à titre personnel — M. Jazi était secrétaire général adjoint du Mouvement des démocrates socialistes (MDS) et, s'il vient de renoncer à cette fonction, il n'en demeure pas moins membre fondateur de ce parti.

En outre, M. Jazi est connu comme un militant des droits de l'homme qui, en sa qualité d'avocat,

a plaidé ces dernières années dans de nombreux procès à caractère politique. Fondateur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), il en assumait jusqu'alors le secrétariat général.

Aussi, intervenant après la désignation cet été de l'ancien président de la LTDH, le docteur Zmerli, comme ministre de la santé, ce choix a été fort bien reçu dans les différents milieux de la Ligue. Au MDS, si, dans un premier temps, il a provoqué quelques remous, il paraît être aujourd'hui bien admis, d'autant que la concertation entre le président de la République et le secrétaire général de ce parti, M. Ahmed Mestiri, est demeurée, depuis un an, permanente et «confiante».

MICHEL DEURÉ.

(1) Agé de quarante-huit ans, M. Dali Jazi est professeur de droit public à l'université de Tunis. Il avait consacré sa thèse de doctorat, soutenue à Paris en 1982, aux problèmes des libertés publiques dans la Tunisie indépendante.

(Publicité)

## DÈS JANVIER ETUDIEZ AUX USA

Dans une grande université de Californie ou Florida, soit pour améliorer votre anglais, soit pour y commencer des études (BA, MBA, Master, Ph.D). Cours, hébergement, repas, un semestre à partir de \$4.000 à \$5.000. Ecrivez à : UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC., USA-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 47-22-94-94

## Diplomatie

En adhérant, avec le Portugal, à l'Union de l'Europe occidentale

### Madrid parachève de longues négociations sur sa participation à la défense alliée

L'adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) figurait à la première place, lundi 14 novembre à Londres, de l'ordre du jour de la réunion du conseil des ministres de l'Organisation, seul forum européen compétent en matière de défense. Le protocole d'adhésion devait être signé par les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres de l'Union (Grande-Bretagne, Bel-

gique, France, RFA, Italie, Pays-Bas et Luxembourg) et par leurs homologues espagnols et portugais, qui ont été invités à Londres.

Toutefois, l'Espagne et le Portugal ne deviendront membres à part entière de l'UEO qu'en avril prochain, lorsque les Parlements nationaux des États membres auront ratifié les procédures de modifica-

tion du traité de Bruxelles révisé — qui a donné naissance à l'UEO en 1954 — et que les détails pratiques de l'adhésion auront été réglés.

Restent notamment à déterminer la participation financière de l'Espagne et du Portugal à l'UEO, leur représentation au sein de son assemblée parlementaire et leur rôle pendant la période de transition, avant leur entrée définitive.

générale des missions de l'Alliance, mais — comme les françaises — elles ne sont soumises à aucun commandement allié. Madrid accepte seulement de céder, le cas échéant, à l'Alliance le «contrôle opérationnel» de ses troupes pour une mission déterminée.

L'Espagne a aussi résolu deux litiges politiquement délicats l'opposant à la Grande-Bretagne et au Portugal. Madrid ne maintiendra aucun contact avec le sous-commandement allié basé à Gibraltar : toute opération conjointe dans la zone sera directement coordonnée par le commandement allié de Naples, dont dépend celui situé sur le Rocher.

En outre, le Portugal — qui craignait que l'adhésion espagnole n'ait pour effet de diluer son propre rôle au sein de l'Alliance — a obtenu que ses troupes ne soient jamais placées sous commandement espagnol. La négociation avec l'UEO s'est, elle aussi, révélée délicate, les réticences de certains pays, comme la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, étant réelles : l'Espagne, demandaient-ils, est-elle à même de souscrire à la «plate-forme de la Haye», une sorte de nouvelle charte de l'UEO adoptée en octobre 1987 dans la capitale néerlandaise et qui appuie notamment la dissuasion nucléaire ?

#### Restauration du consensus

«Nous avons expliqué à nos partenaires qu'un pays pouvait parfaitement être en faveur d'une telle doctrine tout en excluant la possession d'armes nucléaires sur son territoire», souligne un diplomate espagnol. D'ailleurs, depuis 1986, c'est-à-dire depuis le référendum, nous avons signé sans aucune réserve tous les documents de l'OTAN défendant la dissuasion nucléaire.

Sans doute l'accord signé avec Washington sur le transit des navires porteurs d'armes nucléaires a-t-il plus que tout autre facteur contribué à vaincre les dernières réticences, ouvrant, ce lundi, à l'Espagne les portes de l'UEO. L'entrée dans le club de défense européenne constitue ainsi le dernier paramètre de ce «modèle espagnol» qui a fait grincer les dents de certains alliés, mais qui, sur le plan intérieur, offre un incontestable mérite : celui de rétablir enfin, dans ce pays si longtemps porté au neutralisme, le consensus national sur ses alliances militaires.

THÉRIY MALINAK.

MADRID  
de notre correspondant

L'Espagne socialiste prend finalement sa place au sein du système de défense occidentale. Après plusieurs années de titonnements et de difficiles négociations avec ses alliés, elle vient, en quelques semaines, de clore les trois principaux chapitres de cet épineux dossier.

A la fin de septembre, Madrid et Washington parvenaient à un accord sur la rénovation de leur traité militaire bilatéral. Le 10 novembre, le comité militaire de l'OTAN approuvait le schéma de participation à l'Alliance proposé par Madrid. Enfin, lundi 14 novembre, l'Espagne devait signer à Londres le protocole de son adhésion à l'UEO.

Il aura fallu plus de quatre ans pour arriver là. C'est en octobre 1984 en effet que le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, avait exposé devant le Parlement ce qu'on appelle le «décalogue» : les dix objectifs qui allaient guider la politique de défense des socialistes. M. Gonzalez héritait dans ce domaine d'une situation délicate : l'adhésion à l'OTAN, décidée à la

hâte par un gouvernement centriste minoritaire et sur le point d'être renversé, avait profondément divisé l'opinion publique espagnole, traditionnellement portée à l'antiaméricanisme et peu sensible à la «menace de l'Est».

L'idée du «décalogue» semblait simple : clore définitivement ce débat éternel en faisant ratifier par référendum la présence espagnole au sein de l'OTAN, moyennant de substantielles contreparties : maintien à l'écart de la structure militaire intégrée de l'Alliance, déclassification du territoire espagnol, réduction de la présence militaire américaine, adhésion à l'UEO.

Tant les alliés à l'extérieur que l'opposition et la presse à l'intérieur y virent une gageure. Un pays de puissance moyenne comme l'Espagne pouvait-il dicter ses conditions au reste de l'Alliance ? Ne risquait-il pas de lancer la mode dangereuse d'une présence «à la carte» au sein du système de défense occidental ? Comment l'Espagne pourrait-elle obtenir des États-Unis ce que seul de Gaulle avait réussi à leur imposer en 1966 ?

Aujourd'hui, pourtant, le pari semble gagné. Mais l'entreprise

#### Mort du général Lemnitzer, ancien commandant des forces américaines en Europe

Le général Lemnitzer est mort le samedi 12 novembre dans un hôpital de Washington. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

Peu d'hommes auront été aussi étroitement mêlés aux grands événements de la guerre et de l'après-guerre que le général Lemnitzer, tour à tour combattant et diplomate. Né en 1899 en Pennsylvanie, sorti de West Point en 1921, le futur général s'était fait remarquer dès 1942, alors que, assistant d'Eisenhower à son QG londonien, il avait débarqué secrètement en Algérie avec le général Clark pour préparer le débarquement allié en Afrique du Nord. Il devait ensuite servir sous les ordres de Patton en Sicile et accompagner Allen Dulles en Suisse pour négocier la reddition des armées allemandes d'Italie et d'Autriche.

Terminant la guerre comme commandant des forces américaines en Méditerranée, il se retrouve bientôt en Corée, comme commandant d'une division d'infanterie, puis

commandant en chef en 1955, deux ans après l'armistice, dans la péninsule. De 1960 à 1962, il est président de l'état-major interarmes à Washington, ce qui lui fait assumer la responsabilité de l'échec de l'invasion de Cuba à la baie des Cochons en 1961, mais aussi de l'affrontement soviéto-américain à Berlin la même année. Et c'est à lui que Kennedy fera appel en 1963 pour succéder au général Norstad à la tête des forces américaines en Europe.

Pendant les six ans qu'il passa à ce poste, sous trois présidents américains, le général Lemnitzer eut à affronter de nombreuses crises — comme l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS en 1968 — mais surtout la secousse du retrait de la France de l'OTAN, décidée par de Gaulle en 1966, et l'évacuation du quartier général de Fontainebleau. C'est à lui que l'on doit les «accords Ailleret-Lemnitzer» (du nom du chef d'état-major français de l'époque) qui constituent encore aujourd'hui, pour l'essentiel, la charte des relations de la France avec l'OTAN.

M A D R I D

MAINTENANT

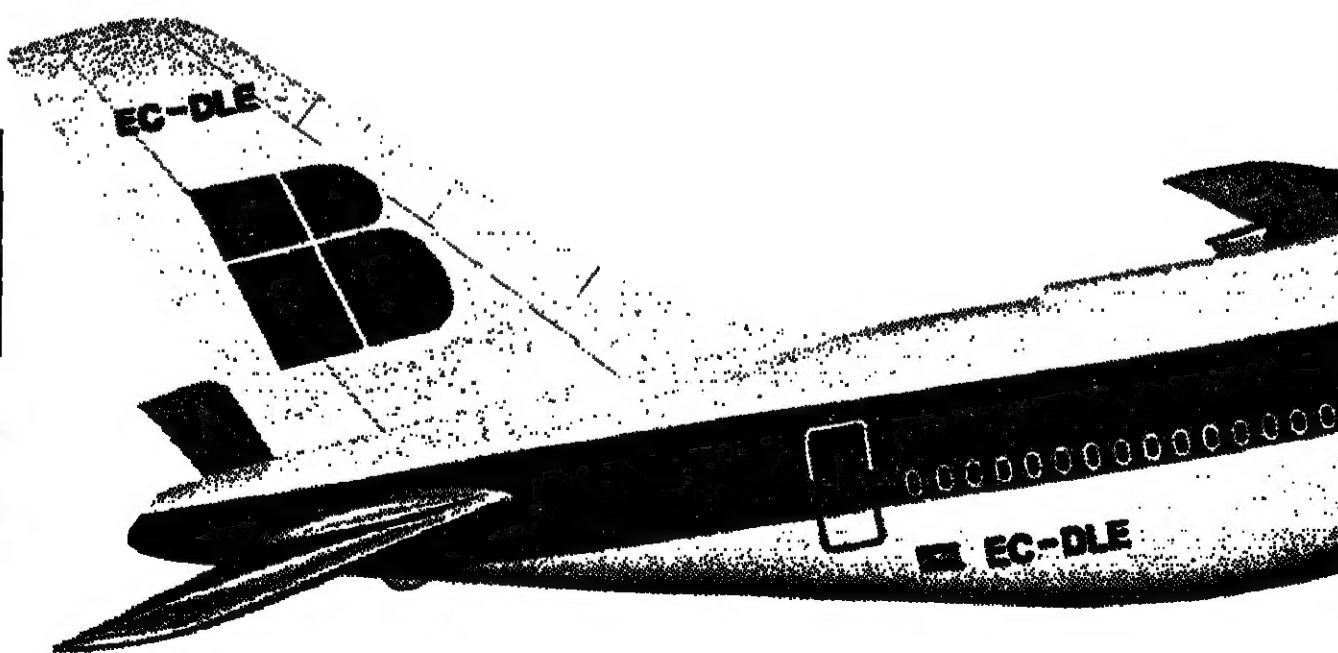
DÉPART PARIS	ARRIVÉE MADRID	DÉPART PARIS	ARRIVÉE BARCELONE
11h05	→ 12h55	10h15	→ 11h45
15h25*	→ 17h15	15h50	→ 17h20
20h15	→ 22h05	20h20	→ 21h50

\*sauf samedi et dimanche.

A partir du 1<sup>er</sup> novembre, Iberia dessert Madrid et Barcelone 6 fois par jour, au départ de Paris.

Les relations économiques entre l'Espagne et la France ne cessant de croître, il était naturel qu'Iberia fasse tout pour faciliter vos déplacements.

Cela, seule une grande compagnie peut le faire.



Madrid sur la réfo

A R 6 F



# Europe

## URSS

### Le débat sur la réforme de la Constitution s'emballe

Un nouveau meeting autorisé, regroupant près de dix mille personnes, s'est déroulé samedi 12 novembre à Tbilissi, capitale de la Géorgie soviétique, pour protester contre la « russification » de cette République, selon des témoins interrogés par l'AFP. Ce rassemblement s'est tenu

dans l'hippodrome de la ville, où trente mille personnes s'étaient déjà réunies le samedi précédent à l'appel de l'association Ila Tchatchavadze. Le second rassemblement — organisé par une fraction plus radicale de cette association — a commencé par des prières pour un prêtre

géorgien. Puis, les dissidents Zviad Gamsakhourdia et Merab Kostava ont dénoncé les nouveaux décrets sur l'ordre public. A Kiev en Ukraine, plusieurs milliers de manifestants se sont regroupés dimanche pour protester contre la dégradation de la situation écologique. — (AFP, AP.)

MOSCOU  
de notre correspondant

Pour la première fois dans l'histoire de l'Union soviétique, le Parlement d'une de ses quinze républiques fédérées pourrait se déclarer cette semaine, en désaccord avec la direction centrale du parti. Le Soviet suprême d'Estonie est en effet appelé à se prononcer mercredi 16 novembre sur les projets d'amendements à la Constitution de l'URSS, et ces textes suscitent une telle opposition dans la République que l'issue des débats est totalement ouverte.

Les deux autres Républiques baltes, la Lituanie et la Lettonie, sont également très mobilisées contre ces projets, qui devraient être adoptés à la fin du mois par le Soviet suprême d'URSS, et tout indique que les débats sont en réalité très vifs dans l'ensemble du pays.

En tout état de cause, l'énorme courrier reçu par les journaux contre la publication des projets, le 22 octobre dernier, contient une parfaite proportion de lettres critiques ou « sortant », comme l'écrivait dimanche la Pravda, du cadre des questions soulevées à l'examen. Longtemps soumise, en vain, par

M. Gorbatchev, le réveil politique de la population soviétique semble ainsi devenir une réalité après les tourments de la conférence du parti en juin dernier et les démissions sur tout de la vieille garde de la direction, il y a un mois et demi.

Les Soviétiques commencent à croire aux réformes, mais le problème pour M. Gorbatchev est qu'après avoir été très en avant de la masse il est en passe d'être jugé trop lent. Ammoncé depuis quatre mois et publié à grand fracas, les projets d'amendements à la Constitution déçoivent en effet les partisans du changement, car ils ne portent que sur la composition du nouveau Parlement fédéral qui sera mis en place au printemps prochain, la démocratisation des procédures électorales et l'institution d'une fonction présidentielle.

En début de l'été, cela semblait beaucoup, mais aujourd'hui les pays Baltes voudraient trouver dans ces amendements les garanties d'autonomie économique et politique qu'ils souhaitent obtenir, et chacun voudrait voir inscrit le degré de démocratie dont il rêve. L'incertitude sur la poursuite du processus de la « perestroïka » démontre de surcroît très grande, chacun voudrait

ainsi que ces textes introduisent au plus vite des changements institutionnels créant l'irréversible.

#### Un fossé

La Tribune de Moscou, le club politique fondé le mois dernier par la fine fleur des intellectuels réformateurs de la capitale, s'est ainsi prononcée samedi en faveur d'un report au 1<sup>er</sup> février de la clôture de cette « discussion nationale » et de l'organisation d'un référendum sur « les points les plus brûlants ». Adressé au président du Soviet suprême, que préside M. Gorbatchev, cette résolution a été adoptée à l'issue d'une journée entière de débats durant laquelle on a entendu des hommes connus pour leur soutien au secrétaire général dénoncer de nombreux aspects des projets.

L'instauration en sein du futur Parlement d'une représentation directe des « organisations sociales », c'est-à-dire du parti, des syndicats, des associations professionnelles d'intellectuels, etc., a été particulièrement critiquée car elle viole, ont souligné plusieurs orateurs, le principe de la représentation proportionnelle et vise à assurer à ces organisations une place que rien ne justifie. D'autres interven-

tions ont, au contraire, souligné que le processus de renouveau était aujourd'hui beaucoup plus rapide dans ces « organisations sociales » que sur l'ensemble du territoire et que le parti du mouvement ne pouvait qu'être renforcé par ce type de représentation.

A plusieurs reprises, le fossé est apparu total entre ceux qui voulaient un passage rapide à des institutions démocratiques et ceux qui souhaitent ne pas brûler les étapes.

Dans les pays baltes, ce débat recoupe la lutte désormais ouverte entre « autochtones » et « émigrants », entre les citoyens originaires de ces Républiques et ceux qui sont venus de Russie ou d'autres parties de l'URSS. Regroupés dans des Fronts populaires, les premiers veulent réformer l'identité nationale de leurs Républiques, alors que les seconds, regroupés dans des Fronts internationalistes, cherchent au contraire à s'opposer à ce mouvement. A Moscou, les premiers sont soutenus par M. Gorbatchev et ses amis, alors que les seconds le sont par les conservateurs, et l'embellissement du débat place ainsi le secrétaire général en porte à faux.

BERNARD GUETTA.

## ITALIE : Alexandre Dubcek accueilli en héros à Bologne

### Les deux discours de l'ancien dirigeant du « printemps de Prague »

ROME  
de notre correspondant

« Je tiens à rentrer chez moi, vous comprenez... » huit mots clés pour un voyage à risques. Huit petits mots lourds d'un tragique sous-entendu pour expliquer un léger subterfuge. Pour sa première sortie à l'ouest depuis dix-huit ans, M. Alexandre Dubcek, le « héros du printemps de Prague », comme on le présente ici, n'a pas voulu se taire ni

savoir d'emblée sur les bacilles qui le tuent.

Aujourd'hui encore, « on nie l'existence d'un problème tchèque particulier dans les rapports internationaux. On le nie et on sous-évalue le traumatisme qui pèse encore sur la société de mon pays ». Des mots lourds de sens, on le voit, mais qui n'entraveront dans l'histoire qu'avec le poids de l'écrit, plus léger parfois en politique que le dit.

Le père du « socialisme à visage humain » espère-t-il, par ce subterfuge — ce qui est « dit » n'est pas « écrit » — et inversement — rendre plus aisé son éventuel retour à Bra-



qui le faisait, dimanche 13 novembre, docteur honoris causa en sciences politiques, il s'écrit.

Un beau et long discours courageux et passionné, combatif et brillant. Et puis, quand le moment fut venu de prononcer son texte, M. Dubcek s'est souvenu de ce qu'il avait notamment écrit : « La politique est l'art du possible ». Et là, face à mille invités de haut rang et plus de trois cents journalistes, ému et heureux sous la toque et le toge de la vieille institution, il a tenté une astuce, une subtilité typiquement italienne.

Les passages du discours les plus critiques vis-à-vis du régime tchèque responsable « depuis vingt ans » de l'aggravation de la situation économique et de pertes morales considérables ont été « oubliés ».

On ne manquera pas de citer de Tagore, le célèbre écrivain indien, selon laquelle « la liberté des idées est nécessaire à la vérité, alors que la terreur tue ». « Observation de grande valeur », a écrit M. Dubcek, et on la rapporte à la Tchécoslovaquie et ailleurs où elle ne trouve pas application.

Gommé enfin le vibrant plaidoyer pour les réformes entreprises par lui et ses amis il y a vingt ans, alors que « sans l'étouffement du « printemps de Prague » par l'étranger, nous aurions sans doute réussi à conjurer socialisme et démocratie ».

Où, s'il le fallait, « Sacha » comme on le nomme affectueusement dans son pays, recommencerait tout « de nouveau », comme le

tchèque où il a laissé une épouse malade ? De fait, en cas de problème, il sera toujours possible d'argumenter sur les inévitables difficultés de traduction entre tchèque et italien. Après tout, le texte distribué dès samedi soir 12 novembre aux agences de presse ne porte pas le paraphe manuscrit de son auteur.

Cela n'a pas empêché Alexandre Dubcek, ancien secrétaire général du Parti communiste tchèque, après des années d'exil forcé à Bratislava (1), de faire une très spectaculaire rentrée politique en Occident. Souriant large comme toujours, avec son grand nez gris et son petit chapeau à la main comme autrefois, « Sacha » fait un véritable tabac dans les médias transalpins. Il veut encore mener la bataille de sa « réhabilitation » politique.

La sienne et celle des « quatre cent soixante-huit mille communistes expulsés du parti et persécutés » lors de l'intervention soviétique à Prague. Mais son séjour dans ce pays « ami secrètement depuis toujours » doit durer près de deux semaines. Pourra-t-il remettre sa langue jusqu'au bout, alors qu'on le presse de partout de monter en ligne, et que lui-même demeure convaincu d'être « plus utile » à son pays « dedans que dehors » ?

PATRICE CLAUDE.

(1) Le Monde a publié dans son édition du 12 août un témoignage sur Alexandre Dubcek à Bratislava.

## RFA : l'anniversaire de la « Nuit de cristal »

### M. Simon Wiesenthal a pris la défense de M. Jenninger aux Etats-Unis

Quarante-huit heures après la démission du président du Bundestag, M. Philipp Jenninger, le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, devait prendre la parole, lundi 14 novembre à New-York, lors d'une réception pour le quatre-vingtisme anniversaire du célèbre « chasseur de nazis » Simon Wiesenthal.

Prévue de longue date, cette réception, à laquelle devaient participer de nombreuses personnalités de la communauté juive américaine, prenait un relief particulier en raison de la polémique soulevée par le discours que M. Jenninger avait prononcé jeudi dernier, devant le Bundestag, à l'occasion des cérémonies marquant l'anniversaire de la « Nuit de cristal ». Arrivé samedi à New-York, le chancelier se trouve aux Etats-Unis pour rencontrer mardi le président Reagan et son successeur, M. George Bush.

M. Wiesenthal a pris dimanche aux Etats-Unis la défense de l'ex-président du Bundestag et ami personnel du chancelier. « Il ne voulait pas tenir des propos susceptibles de présenter un caractère provocant ou antisémite », a déclaré M. Wiesenthal en voyage dans l'Alabama. « Je connais l'homme. C'est une grande tragédie », a-t-il dit, en le qualifiant d'« ami des juifs et d'Israël ».

L'affaire Jenninger a aussi déclenché des remous au sein de la communauté juive ouest-allemande, dont le vice-président, M. Michael Fichtel, a déclaré qu'il appréciait que « le président du Bundestag ait décrit clairement ce qui se passait en Allemagne entre 1933 et 1938 ». Ce commentaire lui a valu une violente réplique de M. Galinsky, président du comité central des juifs de RFA, qui a réclaté la démission de son vice-président. — (AFP, Reuters.)

## TÉMOIGNAGE

### Indésirable en Roumanie

M. Gilles Luyet, photographe, de retour de Roumanie, nous a adressé le témoignage suivant.

Vendredi 4 novembre, aéroport de Bucarest : la fouille minutieuse de mes bagages se termine. La douanière engage les journaux du jour : trois quotidiens distribués dans l'avion. Page après page, elle traque le mot « Roumanie ». Il s'agit de la une du Monde : « La détestable dictature roumaine ». Saisie des journaux. Mes nom et numéro de passeport sont soigneusement notés en regard de l'article « anti-socialiste ».

Photographe, je tente de faire, en « touristes », un reportage sur la Roumanie pour l'agence Gamma, accompagnée de Pierre Blanchet, du Nouvel Observateur. Nous sommes surveillés tout le jour.

Dimanche matin, l'ambassadeur de France est convoqué au ministère des affaires étrangères. Il y est informé que deux de ses ressortissants sont des journalistes déguisés en touristes. On me gratifie du titre de « journaliste au Monde ». La paranoïa de la milice, de lecture d'articles m'a prouvé rédacteur. L'ambassadeur apprend que

« nous rencontrons des personnes anti-roumaines », bref, que nous sommes indésirables.

Nous décidons de rester et, lundi soir, nous nous rendons à Cluj, à 450 kilomètres au nord de Bucarest, où une femme ose résister à visage découvert à une dictature. Docteur Cornes a soixante ans. Professeur, elle a lancé en août dernier une pétition contre le plan de « syntonisation ».

Nous sommes arrêtés, mardi matin, dans la rue qui croise la rue Albe-Juile, où réside M<sup>me</sup> Cornes. La milice scrute, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ce qui se passe chez M<sup>me</sup> Cornes et empêche tout étranger à la rue de se rendre dans celle-ci. A l'issue d'une matinée de détention, on nous signale, en français, que « notre comportement indigne, si illustre que soit ce que nous représentons, nous condamnons à l'expulsion immédiate ». Le discours fut suivi d'effets.

[Il va de soi que M. Luyet n'était pas l'auteur de l'article qui a attiré les foudres de la dictature roumaine et qui était, pour des raisons journalistiques évidentes, signé d'un pseudonyme (le Monde du 4 novembre).]

B A R C E L O N E

6 DEPARTS PAR JOUR



**IBERIA**  
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE  
UNE GRANDE COMPAGNIE À L'HEURE DE L'EUROPE



# Politique

Le débat politique navigue en plein surréalisme et en complète hypocrisie. Les communistes et les socialistes ont consacré leur week-end à réunir les meilleurs d'entre eux pour préparer les élections municipales, alors même que les Français n'ont d'autres préoccupations qu'un climat social dégradé. Ils consacrent leurs discussions et leurs échanges épiques à l'éloge magique et mythique de l'union, ce vieux rêve pourtant brisé depuis plus de dix ans. L'humanité du lundi 14 novembre affirme, sur la moitié de sa première page, que « la voie de l'union est ouverte » pour les municipales de mars 1989, alors que M. Georges Marchais invite ses militants à s'engouffrer dans la « brèche » sociale contre le gouvernement de M. Michel Rocard, et que M. Henri Kraucki, secrétaire général de la CGT, appelle à la levée en masse contre ce même gouvernement.

## La « brèche » sociale

Que le Parti communiste et la CGT puissent se permettre un tel double jeu montre bien la fragilité des socialistes. Car la « brèche » sociale dont parle M. Marchais n'est pas un fantasme. Le premier ministre passe son temps à colmater comme il peut. Chaque fois qu'il bouche un trou, surgit une nouvelle voie d'eau. M. Rocard joue tour à tour sur le registre de l'intransigeance puis de la compréhension, du compromis et du retrait en bon ordre, sans que l'on aperçoive la cohérence de son action. Les socialistes traduisent parfaitement cette incertitude sur la stratégie et, au-delà, une sorte d'angoisse du lendemain lorsqu'ils affirment, comme M. Lionel Jospin, que la

politique salariale n'est pas la seule réponse au climat du moment ou, comme M. Pierre Mauroy, qu'il est nécessaire de passer de la rigueur à l'« imagination ».

Quelle autre réponse, quelle imagination ? Nul ne le sait ou ne le dit, pour le moment. Le stade le plus avancé de cette réflexion paraît se limiter à la formulation d'une interrogation, clairement exprimée dimanche soir au « Club de la presse » d'Europe 1 par le numéro deux du PS, M. Henri Emmanuelli. Ce dernier s'est demandé si, après cinq années de rigueur, avec une inflation maîtrisée et une croissance retrouvée, le pays n'était pas à un « tournant ». Il reste bien sûr à définir la nature de ce tour-

nant, et à en tirer les conséquences budgétaires dans le collectif qui est en chantier. Mais, de même que les socialistes ont été contraints, en 1982, à la rigueur, par le poids de la balance extérieure, sans réflexion préalable, de même ils paraissent aujourd'hui opérer ce tournant par saccades, et sous la contrainte du mouvement social.

Les socialistes semblent considérer que ce n'est plus le moment de débattre sur le bien-fondé de la méthode Rocard. « C'est trop tard », remarque M. Emmanuelli. Le feu couve en effet et, pour le combattre, les socialistes, amis ou adversaires de M. Rocard font semblant d'oublier leurs querelles. La crise sociale a au moins ce résultat positif de rétablir, même momentanément, la paix civile dans les rangs du PS et de permettre l'amorce d'une réflexion collective.

## La convention nationale du Parti socialiste

### La rigueur doit faire place à l'imagination, déclare M. Mauroy

La convention nationale du Parti socialiste, réunie à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), a commencé, le samedi 12 novembre, avec le rapport d'activité présenté par M. Henri Emmanuelli, membre du secrétariat national chargé de la coordination et de la trésorerie. M. Emmanuelli a rappelé que, au premier tour des élections cantonales, le 25 septembre dernier, le PS, avec 30,3 % des suffrages exprimés (34,2 % avec ses alliés), avait confirmé « nettement son statut de première force électorale du pays ».

Évoquant l'abstention lors de ces élections comme un référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie, le « numéro deux » du PS a dénoncé le « recul du politique », qui, a-t-il dit, se produit « toujours au bénéfice du conservatisme ». « C'est la raison pour laquelle, a-t-il observé, tout au long de son histoire, la gauche a plaidé pour la politique, alors que la droite faisait l'apologie de l'apolitisme ».

Au sujet de la situation sociale, le député des Landes a déclaré que « l'évolution très différente des diverses catégories de revenu au bénéfice des non-salarisés et au détriment des salariés », et plus précisément des salariés de la fonction publique, pose un problème que nous n'avons pas saisi et qu'il nous faut, avec prudence et détermination, nous efforcer de régler ». M. Emmanuelli a affirmé, d'autre part, la volonté du PS de revenir par la négociation — mais, si celle-ci n'aboutit pas, par la voie législative — sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Après que M. Bernard Roman, membre du secrétariat national chargé de l'information, ait annoncé la sortie pour le 6 janvier prochain du numéro un du nouvel hebdomadaire du PS, tiré à 250 000 exemplaires, M. Pierre Mauroy a engagé le débat sur les élections municipales de mars prochain, en soulignant que l'unité du parti est une des conditions du succès et en observant : « combien il est difficile de remporter les élections intermédiaires quand on est au gouvernement ».

Se déclarant « déçu » par le nombre des abstentions au référendum,

le premier secrétaire a renouvelé ses félicitations à M. Michel Rocard pour la façon dont il avait traité le dossier calédonien. Il a affirmé que le PS n'avait « pas ménagé ses efforts » dans la campagne, plus de 1,2 million d'affiches ayant été apposées et 10 millions de tracts distribués. Selon M. Mauroy, l'abstention a été, pour certains électeurs, « une manière de répondre à des questions non posées, qui les préoccupent davantage » : pour d'autres, l'expression d'« une indifférence liée à la faible perception des enjeux du scrutin » ; pour d'autres encore, celle d'une « lassitude », provoquée par la succession de plusieurs scrutins depuis le printemps dernier. Le premier secrétaire a dénoncé, à son tour, l'idéologie du consensus, qui entraîne, a-t-il dit, un « désintérêt progressif ». « Nous avons une leçon à en tirer pour les municipales, bien sûr, a-t-il dit, mais, aussi, pour les élections européennes ».

M. Mauroy a évoqué le climat social « ombrageux » et le « désarroi » de la fonction publique. Rappelant qu'il avait « imposé la rigueur en 1982 », il a affirmé qu'« il s'agit moins, aujourd'hui, de gérer la rigueur que de gérer avec rigueur » et que cela « ne concerne plus, aujourd'hui, l'austérité ». Il faut, certes, a-t-il dit, « exclure toute impatience » et assurer une « planification dans la durée », mais « la rigueur doit faire place à l'imagination ». « Nous devons réfléchir aux finalités de nos politiques », a souligné le premier secrétaire, faute de quoi les socialistes s'enliseraient « dans la gestion tacticienne au jour le jour ».

#### Le « ying » et le « yang »

Abordant les grands thèmes qui figurent dans le manifeste municipal du PS, en janvier prochain, M. Mauroy a souligné la nécessité d'un statut de l'élu local, intéressant aussi les élus associatifs. Il a insisté sur la coopération intercommunale, qui suppose notamment, selon lui, la création de nouvelles communautés urbaines et le renforcement de leur pouvoir, ainsi que la mise en place de communautés rurales. Une

réforme fiscale, enfin, implique, a-t-il dit, une véritable « décentralisation financière », ainsi que la « modernisation de la gestion des emprunts ».

La stratégie du PS pour les élections municipales a pour « cœur », a expliqué M. Mauroy, la « volonté du rassemblement de la gauche », inscrite dans la démarche du parti depuis le congrès d'Epinay, en 1971. Toute stratégie de troisième force serait « celle du déclin, inexorablement », a-t-il souligné. Le refus d'un accord national du Parti communiste s'explique, selon le premier secrétaire, par le fait que, ayant « l'espoir de maintenir leurs positions au plan local » en dépit de leur déclin électoral global, alors que le PS entend, lui, « faire des listes en tenant compte du véritable rapport de forces », les communistes ont « fui une discussion qu'ils craignent ».

Attachés au rassemblement de la gauche, les socialistes, a dit M. Mauroy, refusent, en même temps, de s'enfermer « dans un rassemblement qui exclurait tout élargissement ». Aussi convient-il que la majorité présidentielle se reflète dans la composition des listes municipales. Les socialistes, a expliqué M. Mauroy, ne peuvent être « pour un « ying » national et un « yang local », c'est-à-dire pour une gauche élargie au niveau du gouvernement et restreinte au niveau des communes. Le premier secrétaire a précisé qu'il n'est pas question, pour autant, d'utiliser la loi électorale municipale pour élargir des listes socialistes à des personnalités de droite entre les deux tours, ni pour les maintenir, au second tour, dans l'idée de battre une municipalité sortante communiste avec l'appoint d'électeurs de droite.

Après avoir affirmé que les primaires doivent « rester l'exception », M. Mauroy a déclaré : « Si nous ne soulevons pas en abus, nous ne soulevons pas en abus ». Le premier secrétaire a exposé, alors, le dispositif approuvé au bureau exécutif le 9 novembre (le Monde du 12 novembre) pour assurer la coordination des décisions que les socialistes prendront dans chaque ville. Il s'est prononcé, en outre, pour un objectif de 30 % de femmes en position éligible sur les listes du

PS, et pour l'ouverture de celles-ci aux jeunes, notamment, aux immigrés.

Sur le premier de ces points, M. Yvette Roudy, membre du secrétariat national chargé des droits des femmes, est intervenue pour demander que le quota féminin soit considéré comme un critère impératif par la convention qui, en janvier, aura à ratifier les listes (le texte finalement adopté fixe seulement un « objectif »).

#### M. Jospin : une réponse échevillée

C'est alors que M. Debarge, membre du secrétariat national, chargé des élections, a donné lecture aux délégués de la lettre du Parti communiste, apportée par M. Paul Laurent, lecture qui a été ponctuée de diverses exclamations dans la salle. M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national, rocardien, inscrit aussitôt après dans la discussion, a déclaré douter que cette lettre « change les données ». Il a souligné qu'« il n'appartient pas au Parti communiste de décider de qui est dans la majorité présidentielle et de qui n'y est pas », et que les socialistes ne doivent pas « faire de complaisance » vis-à-vis du PCF, qui « ne représente pas la « vraie » gauche, en aucun sens ». Pour M. Fuchs, il existe simplement, entre les deux partis, une « relation particulière, qu'il faut reconnaître ».

Pour M. Louis Mermaz non plus, la lettre du PCF « n'a pas changé », la « connaissance du terrain » politique sur lequel le PS doit évoluer. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a observé que des « différences de sociologie électorale » séparent les deux partis, et qu'« une municipalité gérée par les communistes n'est pas, sur le même fond de population, une municipalité gérée par les socialistes ». S'agissant de l'ouverture des listes de gauche, M. Mermaz estime que le PS ne doit pas admettre les tentatives du PCF pour la « stériliser », et qu'il ne doit pas « focaliser tout ce qui va se passer dans les prochaines semaines sur un débat classique, un peu dépassé, PS-PCF, qui fausserait l'opinion publique et qui empêcherait [son] développement et [son] extension ».

M. Lionel Jospin a analysé les mouvements sociaux, qui, selon lui, ne sont pas dirigés contre le gouvernement — même si « certains minoritaires » cherchent à ce qu'ils le soient, — mais « expriment souvent une volonté de dialogue ». « Les salariés commencent à respirer, alors ils bougent », a résumé le ministre de l'Éducation nationale, en se référant aux indices d'amélioration de l'économie. « Il ne faut pas changer une politique qui réussit, a-t-il dit, mais, sans doute, l'adapter à des conditions nouvelles. (...) La politique salariale ne peut être la seule variable d'ajustement du regard de la contrainte extérieure ».

Estimant que « le secteur public, qui a donné l'exemple de la rigueur salariale, ne peut être durablement pénalisé », M. Jospin s'est prononcé pour une « réponse échevillée », qui passe par « la recherche d'un accord généralisé dans la fonction publique », une « priorité absolue » à la lutte contre le chômage — la France étant « le seul grand pays industrialisé dont le taux de chômage continue de croître » — et par la « revalorisation de certains métiers, de certaines fonctions qui n'ont pas été jusqu'ici rémunérés à hauteur de leur utilité sociale » (infirmières, enseignants, notamment).

Le ministre de l'Éducation nationale, après avoir résumé son action dans ce secteur, a traité de la situation politique, en indiquant qu'il « cherche encore » le centre, et que les dirigeants du CDS « manquent trop de courage, d'indépendance ou d'une vraie confiance en leur destin politique pour se distinguer, aujourd'hui, des conservateurs RPR et UDF ». Le vote des crédits de l'éducation nationale, à l'Assemblée nationale, a inspiré à M. Jospin l'observation suivante : « Par leur abstention, a-t-il dit, les communistes (...) ont été des partenaires pour l'effort que nous faisons en faveur de l'éducation. Les centristes ont dit « non » et préféré la droite ».

Pour M. Jospin, la lettre du PCF sur les élections municipales « ne traduit aucune évolution sur le fond, mais révèle [son] embarras ». La ligne à suivre se résume ainsi : « Nous ne ferons pas d'alliance à droite », a déclaré M. Jospin. Nous devons défendre nos intérêts face au Parti communiste. Préférer par principe l'union. Accepter la « primauté » quand c'est juste. La refuser quand elle est illusoire ».

#### M. Fabius : une « nouvelle donne »

M. Laurent Fabius a souligné lui aussi l'importance des problèmes économiques et sociaux dans les mois à venir. « L'essentiel, a-t-il déclaré, ce sera la façon dont, sur le plan économique, nous allons maîtriser ce que j'appellerai la « nouvelle donne ». Ce n'est pas, a précisé le président de l'Assemblée nationale, la « fin de la crise », car « les évolutions à l'œuvre sont beaucoup plus profondes qu'une « crise » et personne ne peut être assuré de la pérennité des indices », mais « un

nouveau défi est lancé, celui de l'utilisation des premiers bénéfices ». Il faut, certes, continuer à « lutter fermement contre l'inflation », mais si « la gauche a bâti sa crédibilité sur sa capacité à gérer équitablement les sacrifices », les socialistes doivent, à présent, « montrer [leur] capacité à gérer équitablement les bénéfices ».

Les priorités, selon M. Fabius, demeurent l'emploi, la formation, l'investissement et la recherche, mais, sans les compromettre, il faut « avancer quand c'est possible, fixer des échéanciers quand c'est nécessaire, refuser quand c'est inévitable, dialoguer et expliquer dans tous les cas ». « Nous avons commencé de le faire, nous devons poursuivre le chemin », a-t-il déclaré.

Rejetant tout « pointillisme » dans les alliances municipales, le président de l'Assemblée nationale soulignait que la stratégie du PS soit « l'alliance pour celles et ceux qui se reconnaissent dans les choix du 8 mai ». Vis-à-vis du PCF, il estime que les socialistes doivent affirmer, face à l'opinion, leur volonté d'union « à partir des proportions exprimées par les électeurs lors des derniers scrutins ». Le président de l'Assemblée nationale se demande en effet si « le vrai absent de la position du Parti communiste, ce n'est pas le suffrage universel ». Le PS doit, en tout cas, « conserver le talisman de la gauche », en évitant « le piège du « péril ou trahir » ».

Après M. Pierre Guédon, membre du secrétariat national (socialisme et République), qui a souligné que les conditions qui avaient présidé aux élections municipales de 1983 avaient changé — le PCF étant à l'époque au gouvernement — mais que le but des socialistes n'était pas « la multiplication des affrontements », M. Jean Poperen a traité, à son tour, de la situation sociale, en se prononçant pour le « plus juste partage » des fruits de la croissance.

Pour le ministre des relations avec le Parlement, la lettre du PCF justifie la formation du PS à fait preuve, même si, « sur le contenu », les communistes « n'ont pas bougé ». Les socialistes, a-t-il expliqué, doivent exiger des communistes des discussions au niveau des fédérations, faire preuve de cohésion et, ainsi, « la contradiction éclatera, en pratique, pour ce partenaire communiste qui veut si ardemment (du moins il le dit) l'accord dans les municipalités, mais qui continue, frontalement, de nous combattre nationalement ».

P. J.

## ENFIN UN JOUET DANS LEQUEL PETITS ET GRANDS PEUVENT SE RETROUVER.



#### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

#### LA FORMATION, CLÉ DE L'EMPLOI

Avec notamment des articles de : MICHEL DELEBARRE, CLAUDE EVIN, JEAN-MICHEL GAILLARD, ANDRÉ LAGNEL. Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économies, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

#### L'avenir de la famille radicale

### M. Baylet (MRG) est prêt à participer à une liste centriste aux européennes

A moins d'une semaine du congrès du MRG qui, réunis les 19 et 20 novembre à Versailles, doit désigner son président en remplacement de M. François Doubin, le prédecesseur de ce dernier à la tête du mouvement, M. Jean-Michel Baylet, explique dans le Journal du Dimanche qu'il revient à sa formation de donner « un contenu clair et une ossature » à l'ouverture.

Le secrétaire d'État chargé des collectivités territoriales estime que si les municipales « donneront une bonne mesure de l'état d'avancement de l'idée d'ouverture sur le terrain », c'est aux européennes que « tout se jouera », affirmant que « le MRG est prêt à participer à une liste centriste », sans exclure ni M. Veil ni M. Barre ou Giscard d'Estaing.

M. Baylet voit dans une telle liste l'opportunité de « construire une vraie force social-démocrate adhérent aux orientations du président de la République, complètement indépendante du PS mais prête, le cas échéant, à passer alliance avec lui plutôt qu'avec les conservateurs ».

Enfin, M. Baylet ne se range pas parmi ceux qui pensent que le MRG doit « voter à tout prix dans sa forme actuelle » : on peut aussi fermer boutique [car] notre avenir, ajoute-t-il, est d'être le catalyseur

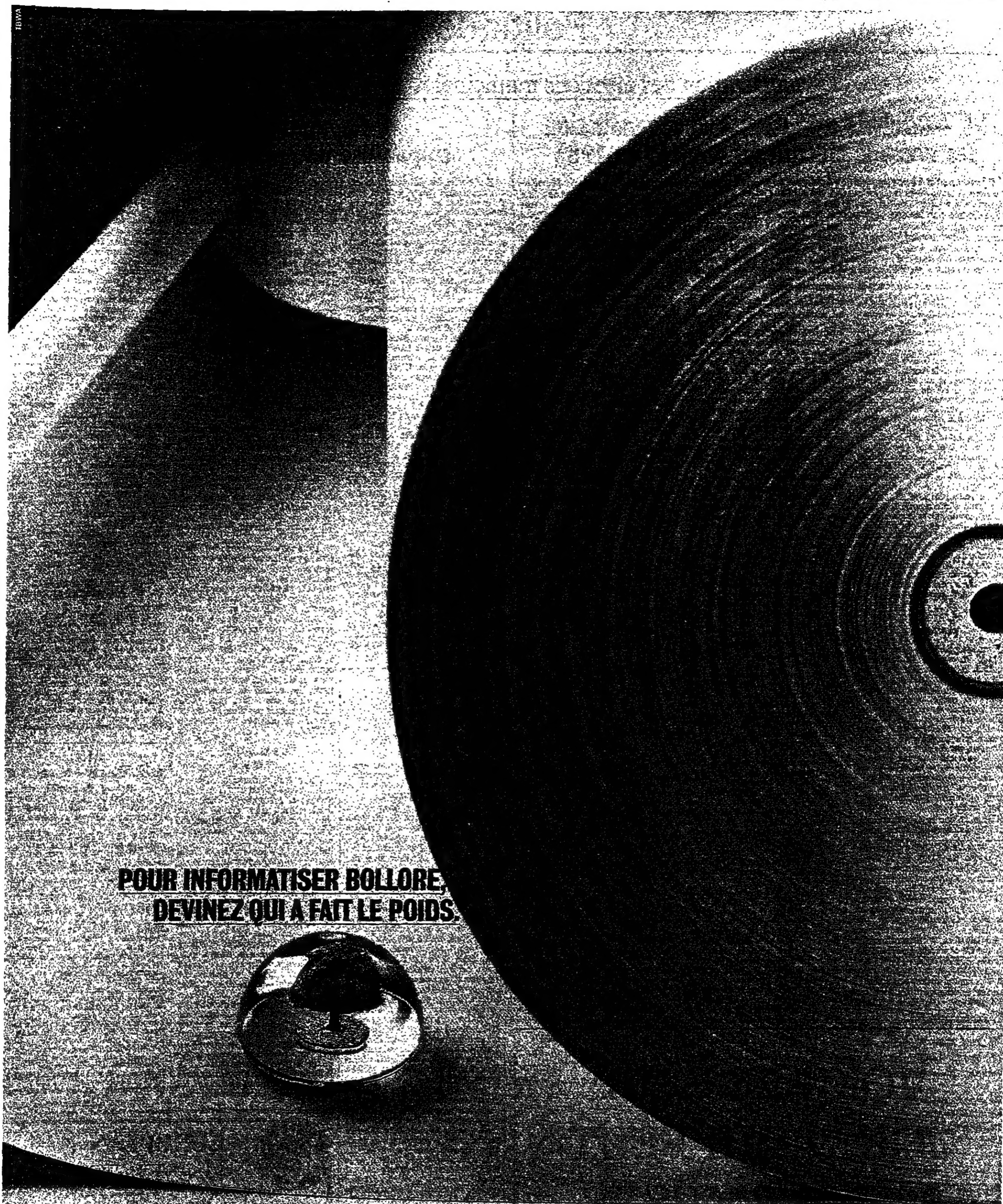
d'un nouveau mouvement social-démocrate ».

Interrogé également sur les européennes au « Grand Oral Pacifique FM », dimanche 13 novembre, M. Doubin s'est montré beaucoup plus prudent. Le ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat privilégie la réunification de la famille radicale qui doit avoir lieu, a-t-il souligné, « avant trois ans ».

Pour les municipales, le président sortant du MRG considère que les radicaux de gauche doivent être « partout où il y a des listes d'union de la gauche et partout où des listes d'ouverture ont besoin d'être confortées ».

Côté place de Valois, M. André Rossinat, invité du « Forum RMC-FR3 », dimanche 13 novembre, a également évoqué la réunification radicale en prévoyant la tenue d'« états généraux du radicalisme » en 1989. Un mois avant le congrès du Parti radical, fixé aux 10 et 11 décembre, dont il est le président, le maire de Nancy a indiqué qu'il « fera tout pour qu'il y ait une liste UDF » aux européennes de juin prochain. « La priorité, à ses yeux, pour l'UDF est de se rassembler », ce n'est qu'une fois réglés les problèmes internes à la confédération qu'il conviendra, a-t-il précisé, d'examiner l'hypothèse d'une liste commune avec le RPR.





# POUR INFORMATISER BOLLORE, DEVINEZ QUI A FAIT LE POIDS.

Modeste fabricant de machines, Bolloré s'est transformé en quelques années en leader mondial d'une technologie de pointe : les films ultra-minces pour l'industrie.

Bolloré Technologies a mis sur un équipement à la fois très sophistiqué et très souple. Ce sont ces mêmes exigences qui l'ont amené à choisir Bull.

## UN VRAI PARTENAIRE

Un travail d'équipe et une maîtrise des systèmes communicants ont permis à Bull de faire face à la croissance exponentielle de Bolloré. Tout en assurant la pérennité de son investissement.

C'est le caractère évolutif des solutions Bull qui a aidé Bolloré Technologies à devenir l'une des entreprises les plus rentables de l'industrie française.

## PLUS DE LIBERTÉ

Les systèmes Bull "ouverts" sont pour Bolloré une garantie de liberté pour l'avenir. Liberté de choisir ses fournisseurs, de profiter des innovations. Même si elles ne viennent pas de Bull.

Mais il y a tout lieu de croire que le Groupe Bull saura toujours lui offrir ce qu'il faut. Car aujourd'hui, Bull et son partenaire Honeywell Bull Inc. font profiter leurs

clients des ressources d'un constructeur de taille mondiale.

Preuve qu'on peut être un poids lourd de l'informatique sans devenir un boulet à traîner.

## BULL ET SES CLIENTS, UNE ÉQUIPE QUI GAGNE

P

Les  
sur  
tre  
aux  
otre  
  
ad-  
tra-  
upe  
fait  
éfé-  
tral  
La  
Tji-  
est  
tifs  
en  
3 5  
aux  
éid  
cla-  
e",  
ues  
ode  
ux  
di-  
est  
to-  
  
lus  
pas  
du  
se  
ige  
ité,  
es  
ion



## Politique

## La préparation des élections municipales et les conflits sociaux

## M. Marchais s'en tient à la reconduction des accords électoraux conclus en 1983

Réunie samedi 12 et dimanche 13 novembre à Nanterre (Hauts-de-Seine), la conférence nationale du PCF a adopté, à l'unanimité des 993 délégués réunis par les organisateurs, le long rapport introductif de M. Jean-Claude Gayssot, membre du secrétariat du comité central chargé de l'organisation. Dans son discours de clôture, M. Georges Marchais s'est attaché à démontrer la « bonne santé » du PCF, car, a-t-il dit, « nous

Touche par touche, depuis plus de trois ans, la direction du PCF enseigne sa nouvelle stratégie à ses cadres et à ses militants. Décidée au vingtième congrès de 1985, la rupture de l'union au sommet avec le PS remplacée par la construction, souhaitée par M. Marchais, d'un « nouveau rassemblement populaire majoritaire » à la base, a suscité quelques remous au sein du parti. Toutes les poches de résistance ont été successivement résorbées, soit par des mesures administratives, soit par la lassitude militante. Il ne reste guère plus que l'« ex-fédération » du Doubs, selon le mot d'un dirigeant, pour contester l'application par l'équipe de M. Marchais du centralisme démocratique, qui, de l'avis des opposants « restructurés », est dévoyé.

Il ne reste plus que M. Lucien Sève pour s'interroger, devant le comité central, sur le bien-fondé de certaines décisions de la direction. La fédération du Doubs, dissoute de fait, n'avait pas été invitée à la conférence nationale, et le philosophe Lucien Sève a pu mesurer à cette occasion l'étendue de sa solitude. Les soutiens dont on l'assure en privé ont été incertains.

## Les lettres populaires

Egratigné par M. Gayssot dans le rapport introductif, M. Sève est monté à la tribune afin d'affirmer qu'il ne fallait pas compter sur lui « pour donner quelque consistance à un dossier qui en manque ». « Il peut difficilement y avoir une affaire Sève sans Sève », s'est défendu le théoricien de l'Institut de recherche marxiste (IRM), qui ne cessera pas d'être le bon camarade qu'il est « depuis quarante ans », même si on lui colle l'étiquette d'opportuniste, ou plus celle d'« ennemi de l'intérieur ». En bonne logique, M. Sève a donc voté le rapport Gayssot.

Cette unique note discordante, qui a cependant recueilli des applau-

dissements, ne pouvait que renforcer l'optimisme de M. Marchais, qui, après les années noires, voit un PCF qui renforce ses effectifs, progresse aux élections et met ses militants « sur la brèche ». La brèche sociale a, du reste, été l'objet essentiel de la discussion de la première journée, qui avait été ouverte par la lecture de la lettre envoyée par M. Marchais à la convention socialiste au sujet des élections municipales (lire ci-contre). La brèche sociale a quel que peu été secouée, le second jour, avec l'intervention de la police « contre les travailleurs des PTT en grève », ce qui a fait dire au secrétaire général : « C'est là une initiative qui me rappelle un passé désastueux ».

Nostalgie ou invitation, le dirigeant communiste en a profité pour donner un coup de chapeau aux « dures luttes » qui ont été conduites ces dernières années « dans la partie la plus consciente du mouvement populaire », c'est-à-dire notamment les « travailleurs de SKF à Ivry ». L'allusion sera probablement allée droit au cœur de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, fonction qu'il occupait déjà au moment des affrontements avec la police à SKF en 1984 et qui lui avait valu d'être comparé à Jules Moch par le PCF, organisateur d'un raid violent sur l'usine d'Ivry.

Pour autant, l'optimisme du secrétaire général ne le conduit pas, souligne-t-il, à l'euphorie, car les « évolutions positives en cours » ne sont que de « tous premiers résultats ». La raison en est simple : « Le mouvement populaire a besoin d'un Parti communiste plus fort, dont les adhérents soient beaucoup plus nombreux et actifs, et dont l'influence électorale dépasse largement 11 à 13 %. Tout cela prendra du temps ? Sans aucun doute. » Ainsi, le secrétaire général a insisté sur la mise en œuvre de ce qu'il appelle la « nouvelle pratique politique » du PCF qui doit se déployer dans l'entreprise, « tous les secteurs de la vie locale » et la « jeunesse ». Dans chacun de ces trois domaines, M. Marchais assure que « des efforts ont été accomplis », mais « ils sont encore insuffisants au regard des exigences et des possibilités ».

Ce descriptif a permis au député du Val-de-Marne de conclure son intervention sur l'enjeu dominical des rapports PS-PCF : les municipales. Mais en premier lieu M. Marchais considère que « la progression de notre parti ne peut passer que par la reconquête de notre influence à Paris, à Lyon, à Toulouse, à Lille, à Nice et dans tant d'autres villes » pour éviter de tomber dans un isolement géographique : « Ce n'est pas par le repliement sur ce qu'on

sommes sortis de l'impasse dans laquelle la politique d'union au sommet nous avait enfoncés ». Le secrétaire général s'est déclaré favorable à une rencontre « au niveau national » entre le PCF et le PS, si ce dernier le désire, au sujet des élections municipales, tout en réaffirmant que « les accords de 1983 existent » et qu'il n'est donc pas nécessaire de signer un nouvel accord national entre les deux formations.

appelé d'ailleurs bien improprement nos « bastions », a-t-il dit, qu'on assurera le redressement de notre parti ».

Pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, la direction du PCF s'en tient à « une proposition simple » : « Partout où existe une municipalité de gauche, qu'elle soit dirigée par un maire communiste, socialiste ou radical de gauche : reconduction de leur mandat ; constitution à cette fin dans les plus brefs délais d'une liste de rassemblement des forces de gauche en vue du premier tour. Partout où le maire est de droite et où des accords d'union avaient été conclus en 1983 : reconduction, là encore, de ces accords dès le premier tour ».

« Notre souhait est d'associer — comme nous le faisons d'ailleurs déjà — toutes les forces démocratiques et progressistes de la vie locale », a indiqué le secrétaire général, en précisant qu'il fixait « une seule limite : celle qui nous oppose à la droite, à ses hommes et à sa politique. Cette limite est pour nous infranchissable, et nous ne la franchirons pas ». Connaissant ces règles, « si le PS souhaite nous rencontrer au niveau national, nous y sommes prêts », a lancé M. Marchais, qui a réaffirmé, dans le même élan son hostilité aux accords d'états-majors.

O. B.

## Au « Grand Jury RTL-le Monde »

## M. Roland Leroy : « Droite contre gauche »

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité et membre du bureau politique du PCF, a affirmé dimanche 13 novembre au « Grand Jury RTL-le Monde » : « S'il est une grève légitime c'est bien celle des travailleurs des PTT ».

« Nous sommes en présence d'un fait qui illustre tragiquement le choix politique qui a été fait après l'élection présidentielle et les élections législatives. Il était possible d'avoir une majorité de gauche. Nous étions disponibles, ainsi que nous l'avons dit immédiatement. Le président de la République a fait un autre choix : Duraufour, ministre de droite, est ministre des fonctionnaires ; Soisson, ministre de droite, est ministre du travail. La politique que poursuivent Duraufour, Soisson et le gouvernement auquel ils appartiennent est une politique de refus d'examen sérieux des revendications des travailleurs (...). La situation

faite aux travailleurs, notamment aux travailleurs des services publics, devient intolérable à un nombre de plus en plus élevé de gens ».

A propos de la préparation des élections municipales, M. Leroy a ajouté : « Nous sommes à l'origine de l'initiative, prise il y a longtemps, en 1965 déjà, et à chaque élection municipale, de proposer que nos listes ne soient pas seulement des listes de gauche mais qu'elles soient des listes qui aient placé pour les gens les plus différents. Regardez dans la France d'aujourd'hui : il y a des écologistes, des pacifistes, des démocrates qui sont actifs dans des associations, des amicales, des organisations d'intérêt local. Tous ces gens-là ne doivent pas être exclus d'une gestion fondée sur un programme discuté ensemble et élaboré avec la population, mais forcément un programme mis en application contre la droite. Il y a une limite. Cette limite n'est autre que la droite. Que voulez-vous, Soisson est un homme de droite. Rausch est un homme de droite ! On ne peut pas faire une politique de droite nationale et une politique de gauche localement (...).

Il y a, depuis 1983, des municipalités d'union de la gauche qui sont en place, en général à la satisfaction des populations. Elles agissent dans l'union avec, de-ci de-là, parfois un accord par-ci, un accord par-là. Mais elles agissent dans l'union sur la base d'un programme établi avec la population et qu'elles réalisent (...). Nous proposons que soient faites partout en France, dans toutes les localités, des listes communes. Qu'y a-t-il de mieux que la nation sinon la totalité des localités qui la composent ? »

Le directeur de l'Humanité a conclu : « Les municipales doivent se jouer en gros droite contre gauche, mais pas d'une façon bloc contre bloc. Il doit y avoir le plus largement possible rassemblement des forces de gauche avec, autour d'elles et avec elles, les forces dont j'ai parlé tout à l'heure et qui ont les mêmes intérêts que les communistes et les socialistes à un changement de politique. Nous voulons un parti (communiste) rassembleur sans qu'il soit recoleur, un parti combattif sans qu'il soit agressif, un parti actif sans qu'il soit grinçant ».

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré au nouveau projet d'aménagement temporaire des Tuileries à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution (le Monde daté 13-14 novembre), une erreur de transmission a entraîné le sigle de la filiale de la Caisse des dépôts et consignations qui en assure la maîtrise d'ouvrage : il s'agit de la SCIC-AMO.

## La tactique du PCF culpabilise une grande partie du PS

Il n'y aura bientôt plus que les communistes pour parler de l'« ouverture ». Ils ressassent indéfiniment les quatre patronymes maudis : Soisson, Duraufour, Rausch et Stoléru, tandis que les socialistes ne parlent, eux, que du « rassemblement de la gauche », auquel ils proclament leur fidélité inébranlable. Inversion des rôles ? Le PCF n'aurait-il abouti qu'à ce résultat qu'il pourrait se prévaloir d'une belle habileté tactique au service de sa seule obsession : conserver les municipalités qui lui restent.

Ainsi, les communistes ont-ils ressuscité un débat PS-PCF « un peu dépassé », comme le dit M. Louis Mermaz. C'est aussi le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale qui a observé, devant la convention nationale du PS réunie les samedi 12 et dimanche 13 novembre à Epinay (lieu historique du congrès de l'unité des socialistes et de la stratégie de l'union de la gauche, en 1971), que la « chasse au centriste » est un sport aussi illusoire pour les socialistes que pour les communistes. L'alliance centriste n'est pas plus à l'ordre du jour dans les municipalités qu'elle ne l'est à l'Assemblée nationale. Bref, le PCF a fait — et va, sans doute, continuer à faire — beaucoup de bruit pour rien.

La vérité est, là comme ailleurs, celle du règlement des comptes : celui que le PCF veut éviter, celui que les socialistes ont quelques raisons de ne pas vouloir différer. Les communistes ont au loup. Mais en fait de bête féroce ils n'ont à montrer que le maire de Metz, M. Jean-Marie Rausch — lequel s'est engagé auprès de M. Pierre Mauroy à ne

prendre sur la liste qu'il fera avec le PS que des candidats soutenant clairement le président de la République, — et celui d'Auxerre, M. Jean-Pierre Soisson, qui fait durer le plaisir. L'enjeu est ailleurs.

M. Georges Marchais l'a déclaré sans ambages : il faut considérer comme « acquis » les accords passés entre les deux partis lors des précédentes élections municipales, en 1983. Sur cette base, la proposition de reconstruire samedi par la direction communiste à celle du PS, et même celle d'un « accord », envisagée par M. Marchais, sont si peu crédibles que les socialistes estiment pouvoir prendre leur temps pour y répondre. Il faut être, en effet, M. Roland Leroy pour affirmer, comme le directeur de l'Humanité l'a fait dimanche au « Grand Jury RTL-le Monde », que, depuis six ans, électoralement « les choses sont, en gros, restées en l'état ». Le PCF est seulement passé, pour ne prendre que les élections législatives, de 16,17 % des suffrages exprimés aux élections législatives de juin 1981 à 11,13 % à celles de juin dernier, sans parler de l'« étiage » de 57,6 % atteint par M. André Lajoinie à l'élection présidentielle.

Il y a donc des villes où l'écart est tel que les socialistes ne peuvent pas, sauf à désespérer leurs militants et leurs élus, sacrifier une nouvelle fois leur avance électorale sur l'autel de l'union de la gauche. C'est le cas, par exemple, à Amiens, l'une des « trois grandes » qu'administre le PCF (avec Le Havre et Le Mans). C'est le cas, aussi, à Thionville ou à Saint-Dizier. Tout en tenant compte des différences sociologiques et du poids des maires sortants, les socialistes n'entendent pas, dans ces villes, considérer qu'il n'y aurait pas d'autre gestion de gauche possible que celle du PCF.

OLIVIER BIFFAUD et PATRICK JARREAU.

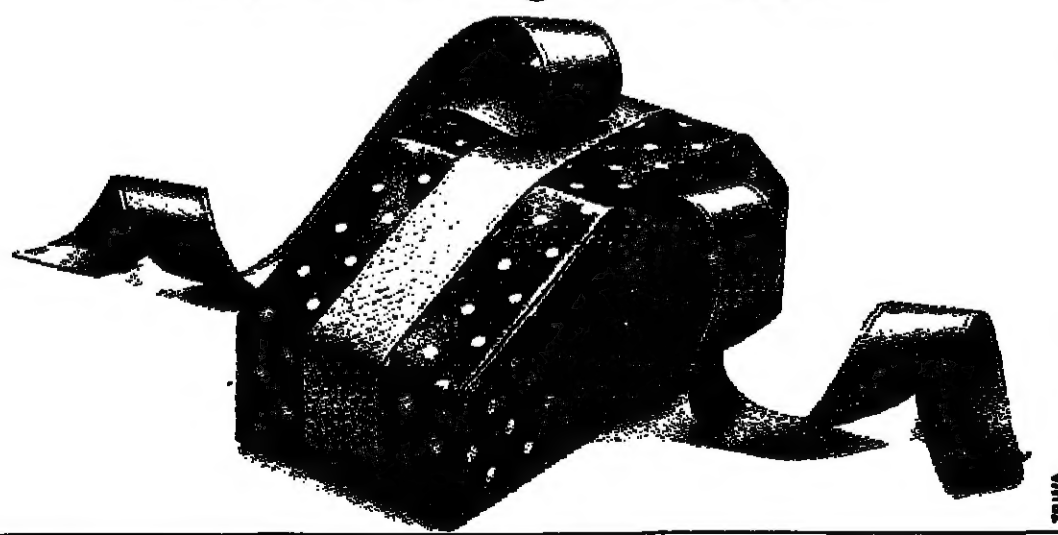
(1) La convention nationale n'a pas ratifié la désignation des chefs de file socialistes dans vingt-trois villes. Pour quatorze d'entre elles, la décision a été « réservée » : Bordeaux, Talence, Libourne, Metz, Auxerre, Blois, Paris-3, Paris-10<sup>e</sup>, Périgueux, Cognac, Fécamp, Bourgoin-Jallieu, Autun et Dunkerque ; pour trois autres se posent des « problèmes de ligne politique » : Montignon, Albi et Firminy ; pour six autres, il y a contestation de la désignation : Drancy, Lyon-5<sup>e</sup>, Noisy-le-Grand, Savigny-sur-Orge, Villepinte, Melun.

## Mort de R. Boscary-Monservin

M. Roland Boscary-Monservin, ancien ministre (RI), ancien maire de Rodez, est mort dimanche 13 novembre à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

[Né le 12 mai 1904 à Rodez, avocat inscrit au barreau de sa ville natale en 1926, Roland Boscary-Monservin a incarné, durant toute sa carrière politique, à la fois l'Aveyron et l'agriculture. Conseiller général et maire de Vailhourdes avant la guerre, il est devenu président du syndicat agricole de l'Aveyron et maire d'Onet-le-Château avant d'être élu en 1951 député républicain indépendant. Il conserva ce mandat pendant vingt ans, puis siégea au Sénat jusqu'en 1979. Il fut maire de Rodez de 1965 à 1983 et à deux reprises ministre de l'Agriculture, en 1957 dans le gouvernement Gaillard, et en 1958 dans le gouvernement Pinilla. Il a participé en 1963 à la création du Centre des républicains indépendants aux côtés notamment de MM. Giscard d'Estaing et Marcelin. En 1970, il avait été élu président de la COADER (assemblée régionale) de la région Midi-Pyrénées en tant que M. Maurice Faure, député radical du Lot. Il avait été jusqu'en 1983 vice-président du conseil régional Midi-Pyrénées et, la même année, il avait été battu aux élections municipales à Rodez par son ancien adjoint à la mairie, M. Censi (UDF-PR).]

VOICI LE SEUL  
JOUET QUI PEUT  
MÊME AMUSER  
LES PRÉFETS.



TUV



EUROPEAN  
UNIVERSITY  
OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

## MBA Master Of Business Administration

Academic program, unique in concept, format and professional experience. Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

**3<sup>e</sup> CYCLE** Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (10 - 12 mois).

**2<sup>e</sup> CYCLE** Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle. Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot (Métro ligne 13), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associés et accredits de MBA et de PhD - Europe et Asie.



1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

**General Electric** 





## Politique

## La préparation des municipales à Marseille

## M. Robert Vigouroux maintient sa candidature contre M. Michel Pezet

M. Michel Pezet a été désigné à l'unanimité, par la convention nationale du Parti socialiste, le dimanche 13 novembre, comme tête de liste pour les élections municipales à Marseille. Quelques heures plus tard, M. Robert Vigouroux, maire (PS) de la ville, a annoncé, dans une déclaration, qu'il maintenait sa propre candidature en lançant de vives attaques contre la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône.

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

« Ce sont, a-t-il affirmé, les Marseillais et les Marseillaises qui décideront. De son côté, M. Pezet a lancé un appel au rassemblement de tous les socialistes « et au-delà » et a offert à M. Vigouroux — qu'il envisage de rencontrer rapidement — de figurer sur la liste qu'il conduira en mars prochain.

Ni la tentative de conciliation effectuée, en son temps, par le bureau exécutif du PS, ni le vote des militants socialistes des Bouches-du-Rhône, ni celui de la convention nationale du parti en faveur de M. Pezet, n'auront fait fléchir M. Vigouroux. Quitte à encourir, désormais, une exclusion du PS, le maire de Marseille a décidé d'être, envers et contre tout, candidat à sa propre succession. « Notre ville, a-t-il déclaré, a une chose à faire que d'écouter des discours politiques et de satisfaire des ambitions personnelles. » Après avoir affirmé qu'il avait « toujours été, par le passé, un militant discipliné », M. Vigouroux a souligné qu'il « n'était pas responsable d'une spirale antidémocratique et totalitaire amorcée à coups de poings au congrès de Fos en 1983, dénoncée alors sans résultats, hélas ! par nombre de socialistes parmi les plus éminents. Nous en récoltons aujourd'hui les désastreuses conséquences. La mainmise sur un appareil, l'impossibilité de tout contrôle et de toute clarification n'ont rien à voir avec le socialisme tel que je le conçois et tel que le conçoit le militant. (...) J'ai toujours été et demeure un socialiste non sectaire, attaché aux libertés, à la solidarité, au progrès social (...)»

Ma carrière médicale et ma carrière politique auprès de Gaston Defferre m'ont appris ces grands principes auxquels je demeure fidèle, respectueux de la loyauté et de la morale, condamnant le reniement et la trahison.

M. Vigouroux a-t-il les moyens d'aller « jusqu'au bout » ? Son

pari consiste, en l'occurrence, à jouer l'opinion publique marseillaise contre le parti. Différents sondages l'ont persuadé qu'il jouissait d'une excellente image auprès de la population de la ville. Il compte s'appuyer, également, sur des comités de soutien qui ont revendiqué, récemment, près de seize mille adhérents. Au sein du PS, il est, en revanche, isolé et ne peut se prévaloir que de l'appui de MM. René Olmetta, ancien député, et de Charles-Emile Loo, député européen, ancien premier secrétaire de la fédération socialiste, ainsi que de quatre conseillers municipaux « déferriens ». Il aurait sans doute quelques difficultés à constituer des listes crédi-

reste ouverte et où il pourrait figurer, s'il le souhaite, en position d'adjoint avec des délégations spéciales, puisqu'il ne veut pas, ce que je comprends, de la deuxième place. Pour autant, s'il persistait à conduire une liste concurrente, ce qui compromettrait gravement les chances de la gauche de conserver la mairie, j'écarterai, à l'avance, l'éventualité d'une fusion entre les deux tours. Il y aura une équipe au premier tour qui ne changera pas au second tour.

M. Pezet a enfin indiqué qu'il présenterait les têtes de liste socialistes à l'occasion de la venue de M. Pierre Mauroy à Marseille, le 1<sup>er</sup> décembre. M. Philippe San-

## La mauvaise réputation

Michel Pezet a mauvaise réputation. Il le sait et bien qu'il a pris, jusqu'à présent, comme un malin plaisir à le cultiver. Au moment où les Français — ceux de Marseille autant que les autres — détestent ce que l'on appelle les « politiciens », il apparaît comme une caricature d'homme d'appareil, détenteur d'un pouvoir par la magie d'une micro-société politique marseillaise, celle des militants socialistes valse ou faux.

Tout y passe : fausses cartes destinées — selon une tradition solidement établie — à s'assurer le gain des affrontements militants ; gros bras capables de faire le coup de poing plutôt que de distribuer des roses ; campagnes d'intimidation ; « parricide » de Gaston Defferre, en 1988 ; gestion contestée du conseil régional, dont il fut, avec Jean-Claude Gaudin (UDF), le président.

Bref, Michel Pezet est accusé de se conduire à Marseille comme il le doit de tradition. Pour son malheur, il ne dispose pas de l'aureole populaire, du passé glorieux (il n'a que quarante-six ans), de l'armure morale, qui protège Gaston Defferre. Pour cette raison, on ne passe rien à Michel Pezet.

Candidat officiel des socialistes à la mairie, il a donc de lourds handicaps à remonter.

Avocat de profession, il ne manque pas d'arguments pour y parvenir. Les socialistes se souviennent que, en 1987, au congrès de Lille, lui par une série en colère il était question des fausses cartes, il avait retourné l'assistance comme une crêpe en dix minutes. Les congressistes qui affluèrent à l'arrivée lui avaient fait un triomphe lorsqu'il était descendu de la tribune. Il lui reste à retourner Marseille, tâche autrement plus difficile à laquelle il a l'intention de s'atteler sans plus attendre, en effaçant, autant que possible, sa mauvaise réputation pour s'en construire une autre. Il peut déjà se prévaloir de ses succès électoraux aux législatives comme aux cantonales, si bien qu'à la légalité de sa candidature il peut joindre une réelle légitimité politique.

Homme secret, jusqu'à présent discret, Michel Pezet n'affiche pas ses qualités autres que celles d'appareil. Il est d'une vaste culture. Passionné d'opéra, de théâtre, il est, au fond, fort différent de sa caricature. Il a, dans cette ville vouée au vent d'or de l'OM, l'économie ou le courage de ne jamais les pieds au stade veldromme. Peut-être consentira-t-il, désormais, un petit effort.

J.-Y. L.

bies dans chacun des huit secteurs municipaux.

Interrogé sur la position prise par le maire de Marseille, M. Pezet s'est refusé à la dramatiser. « M. Vigouroux, a-t-il estimé, a eu tort de ne pas contrôler ses nerfs. Nous devons tous garder la tête froide dans la perspective de la dure bataille qui nous attend. Il faudra bien qu'on discute. Je vais proposer une rencontre à M. Vigouroux, auquel la liste

marco, député des Bouches-du-Rhône, qui pourrait, en cas de succès, occuper le poste de premier adjoint, sera candidat dans le troisième secteur (premier et septième arrondissement). Il pourrait avoir, éventuellement, comme adversaire M. Vigouroux qui réside dans ce secteur et y a été élu, dans le passé, conseiller général et suppléant de M. Gaston Defferre.

GUY FORTE.

## La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

## Crédit de confiance pour M. Le Pensec

L'Assemblée nationale a adopté, dimanche 13 novembre, le projet de budget du ministère des départements et territoires d'outre-mer pour 1989 dont les crédits de paiement s'élèvent à 1,981 milliard de francs, soit une progression de 11,2 % par rapport à l'an passé, et les autorisations de programme à 1,154 milliard, soit une augmentation de 19,90 %.

Outre le soutien des députés socialistes et apparentés, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, a obtenu l'appui de certains députés du groupe RPR et du groupe de l'Union du centre (UDC) qui n'ont pas suivi les consignes de leurs états-majors.

Un air de consensus flottait dimanche 13 novembre sur l'Assemblée nationale. Pour une fois maîtres de l'hémicycle du Palais-Bourbon, les députés de l'outre-mer ont allégrement ignoré les clivages politiques métropolitains pour exprimer leur confiance dans les orientations du gouvernement exposées par M. Louis Le Pensec.

Certes, le budget des DOM-TOM n'a été officiellement approuvé que par 282 voix contre 108 et 171 abstentions, puisque le groupe RPR s'y est opposé tandis que l'UDF, l'UDC et le PC s'abstenaient, mais à l'issue de la discussion et du scrutin public le ministre chargé de l'outre-mer pouvait néanmoins se prévaloir d'une majorité absolue parmi les députés les plus directement concernés. Quarante des vingt-deux députés des DOM-TOM ont en effet voté son budget. Les sept socialistes et apparentés, MM. Frédéric Jahn, Dominique Larifa (Guadeloupe), Guy Lordinot, Claude Lise, Aimé Césaire, Maurice Louis-Joseph-Dugué (Martinique) et Elie Castor (Guyane), ont reçu le renfort des trois députés non inscrits de la Réunion, MM. Elie Hoaran, Alexis Pota, et M. André Thien-Ah-Koon, maître barrière du Tampon, ainsi que celui des deux députés non inscrits de la Polynésie française, MM. Alexandre Léonidoff et Emile Vernaud, ainsi que deux francs-tireurs de l'opposition faisant, eux aussi, crédit à M. Le Pensec.

Bravant le « non » prôné par son groupe, M. Léon Bertrand, député RPR de la Guyane, a voulu « croire » comme il l'avait fait pour le référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie — à la pureté des intentions du gouvernement ». Quant à M. Jean-Paul Virapoulé, député centriste de la Réunion, il n'a pas suivi la consigne d'abstention de l'UDC pour ne pas être taxé d'incohérence, après avoir appelé à l'union sacrée autour de la politique suivie par le gouvernement en Nouvelle-Calédonie et approuvé un budget dont le volume de crédits « correspond assez bien, avait-il dit, aux besoins ».

Des quatre députés d'outre-mer qui s'y sont fermement opposés, seul M. Ernest Montoussamy, élu du Parti communiste guadeloupéen, était en séance et a expliqué son refus en reprochant au gouvernement de réduire les départements d'outre-mer à « la portion congrue » sous prétexte de priorités calédoniennes. Les trois autres étaient absents. Si l'opposition de M<sup>me</sup> Lucette Michaux-Chevry (RPR, Guadeloupe), ancienne secrétaire d'Etat à la francophonie, est avérée, un doute subsiste sur la sincérité du vote négatif émis en leur absence au nom de MM. Jacques Lafleur (RPR, Nouvelle-Calédonie) et Benjamin Brial (RPR, Wallis-et-Futuna), qui avaient auparavant

approuvé les orientations du gouvernement dans leurs territoires.

Les trois autres députés personnellement impliqués, MM. Auguste Legros (RPR, la Réunion), Henry Jean-Baptiste (Mayotte, UDC) et Gérard Grignon (Saint-Pierre-et-Miquelon, UDC), se sont abstenus sans exprimer la moindre animosité à l'égard de M. Le Pensec, et le deuxième député RPR de Nouvelle-Calédonie, M. Maurice Néhou, a été compté « non votant ».

M. Le Pensec a donc vécu un dimanche tranquille.

Qui pouvait contester l'effort budgétaire prévu pour financer le plan de développement économique et de rattrapage social inscrit dans la loi sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie approuvée par référendum le dimanche précédent ? Personne ne s'y est hasardé.

M. Le Pensec a repris à son compte une expression de M. Virapoulé pour justifier la grosseur de l'enveloppe de 280 millions de francs retenue pour les diverses actions de développement en Nouvelle-Calédonie : il s'agit d'essayer de « redonner à chaque Calédonien le goût de vivre au sein de la République française ».

Les crédits ne feront pas défaut. 48,75 millions sont prévus pour la création d'un port en eau profonde à Népoui, sur la côte ouest, au nord de Nouméa — un projet techniquement contesté auquel M. Jean-Marie Tjibaou tient personnellement et dont l'étude a été confiée au groupe Bouygues — pour l'aménagement de la route transverse Kouté — côte est et d'une section de la voie Houailou-Canala, et pour divers équipements de transport aérien et maritime. 82 millions permettront de renforcer les infrastructures (12 millions pour la création d'un « pôle d'attraction économique » projeté depuis longtemps à Poinindimi, sur la côte est, et 70 millions pour approvisionner les communes de brosse en eau potable, en électricité et en téléphone). Les communes et les futures provinces du territoire bénéficieront de subventions à hauteur globale de 36 millions. 15 millions seront affectés en 1989 à un Institut calédonien de participation qui mettra en réserve des prises de participation dans les activités productives destinées à être ensuite rétrocédées, pour l'essentiel, à des Casagras. Les micro réalisations envisagées dans les tribus mélanésiennes recevront une aide financière directe de l'ordre de 180 millions. 27,5 millions seront affectés aux aides au logement en faveur des ménages dont le revenu est inférieur au SMIC. Les mesures d'urgence visant à améliorer l'état sanitaire du territoire recevront une enveloppe particulière de 10 millions. 2,75 millions sont réservés aux activités programmées par les organismes culturels et notamment la future Agence de développement de la culture canaque, etc.

## Une « commission des sages »

Ce programme n'a pas essayé aucune critique parce que tous les députés d'outre-mer ou presque rejoignent implicitement le point de vue du rapporteur spécial de la commission spéciale, M. Maurice Pourchom (PS, Puy-de-Dôme) : « Le processus en cours constitue la seule voie pour que la France passe à terme, rester présente en Nouvelle-Calédonie ».

Si le gouvernement a pu ainsi bénéficier d'une quasi-unanimité parmi les élus des DOM-TOM, c'est toutefois et surtout, parce que M. Le Pensec a pris la précaution de faire sienne une autre remarque de ce rapporteur : « Il ne faudrait pas que

l'obsession calédonienne occulte les autres urgences ».

Car urgences il y a, en effet, dans tous les départements d'outre-mer où la valse des milliards de gauche s'est révélée, ces dernières années, aussi impuissante que la ronde des milliards de droite à réduire les inégalités sociales et à enrayer la montée d'un chômage dont les taux demeurent beaucoup plus élevés qu'en métropole : 11,5 % en Guyane, 19,5 % à Saint-Pierre-et-Miquelon, 22,9 % à Martinique, 23,6 % en Guadeloupe et 32,6 % à la Réunion.

Même si le député communiste de la Guadeloupe, M. Montoussamy, n'a pas été suivi par ses collègues dans son « abstention active », il a assurément exprimé le sentiment général quand il s'est exclamé : « J'ai voté pour ces milliards avec la gauche, j'ai voté contre sous la droite, le résultat est toujours le même. Je ne veux plus continuer à danser cette samba car les notes de sa portée, inspirées de libéralisme ouest-européen et de la philosophie assimilationniste, ne conviennent ni à la guitare tropicale ni au gros-kal anillais ».

Se refusant prudemment à s'engager dans une nouvelle aventure institutionnelle, malgré les tentatives faites par plusieurs socialistes de rouvrir le débat sur l'opportunité de remplacer le conseil régional et le conseil général par une assemblée unique, dans chacune des régions monodépartementales d'outre-mer (Guyane, Guadeloupe, Martinique, la Réunion), M. Le Pensec veut donner la priorité à l'objectif le plus ambitieux du gouvernement : assurer aux citoyens d'outre-mer l'égalité sociale avec la métropole. Et il a reçu, sur ce point, les encouragements de l'UDF, qui préfère, jusqu'à présent, s'en tenir, comme M. Raymond Barre, à une formule plus vague, celle de la « parité sociale ».

Le gouvernement se doit pourtant de veiller à ce que la recherche de l'égalité sociale « ne contrarie pas le développement économique », a souligné le ministre des DOM-TOM. « Les sommes correspondantes à l'écart entre le RMI servi en métropole et le RMI servi outre-mer seront affectées globalement à des actions d'insertion, notamment pour l'amélioration du logement des personnes ayant droit au RMI et pour lutter contre l'illettrisme qui, trop fréquemment, concerne les mêmes personnes », a précisé M. Le Pensec. Pour le reste, s'inspirant de la méthode qui a réussi en Nouvelle-Calédonie, le gouvernement créera « dans les prochaines semaines » une « commission des sages » qui aura pour mission « d'entendre tous ceux qui exercent outre-mer une responsabilité » en matière de développement économique et de lutte pour l'égalité sociale.

Son meilleur compliment, M. Le Pensec l'a finalement reçu, du porte-parole du RPR, M. Auguste Legros. Le maire de Saint-Denis-de-la-Réunion, discipliné, a d'abord suivi les directives du président de son groupe, M. Bernard Pons, ancien ministre des DOM-TOM. Il a recommandé de voter contre le budget « bien décevant (...) malgré un habile déguisement ». Puis, il a diffusé un communiqué faisant savoir qu'il se contenterait de s'abstenir parce que « ce budget pour 1989 est loin d'être aussi néfaste que certains des budgets d'avant 1986 », parce que « les DOM-TOM deviennent une priorité pour ce gouvernement », ce dont « il faut se réjouir, parce que, tous comptes faits, cette orientation va dans le bon sens ». Cela dit « à titre personnel », bien entendu...

ALAIN ROLLAT.

# ENFIN UN JOUET GARANTI JUSQU'AU NOËL SUIVANT.



TWA

## Une élection municipale

MOSELLE : Moyeuve-Grande (2<sup>e</sup> tour). Inscr., 6 159 ; vot., 3 956 ; suffr. expr., 3 747. Liste PS, conduite par M. René Drouin, m.s., dép., 2 071 voix ; 26 ÉLUS ; liste PC-diss., conduite par M. César Depietri, anc. m. et anc. dép., 1 256 voix ; 5 ÉLUS ; liste PC, conduite par M. Angel Santaroni, 420 voix ; 2 ÉLUS.

[Après avoir manqué sa réélection de 37 suffrages, dimanche 6 novembre, M. René Drouin, député et maire sortant de Moyeuve-Grande, a obtenu 55,17 % des voix au second tour de l'élection municipale partielle organisée à la suite de sa démission suivie par celle d'une partie de son conseil municipal. Il réalise ce score malgré la présence, comme en 1983, de deux autres listes. Par rapport aux dernières municipales, M. Drouin conforte sa position obtenant un siège supplémentaire (26 contre 25). La liste communiste ayant investi de la fédération départementale du PCF réussit à conserver une référence au conseil municipal, qui, toutefois, se retrouve réduit de plus de deux tiers. M. César Depietri (candidat officiel du PCF en 1983, ancien député et ancien

maire de Moyeuve-Grande) à la tête d'une liste communiste dissidente obtient un tiers des suffrages (33,52 %). Il amène de quelque 12 points son score du premier tour (21,75 %) après avoir fusionné avec la liste socialiste conduite par les anciens adjoints de M. Drouin (qui avait recueilli 17,21 % des voix), mais sans faire le plein théorique ni en voix ni en pourcentage des deux listes du premier tour.

La plainte déposée contre M. Drouin depuis plusieurs mois pour « faux en écriture publique » n'a pas entaché son image. Le maire sortant resté en outre à voter l'abstention au sein de son ancienne équipe évitant ainsi une dégradation supplémentaire de la situation d'ici aux municipales du printemps prochain.

[Au premier tour, les résultats ont été les suivants : insc., 6 160 ; vot., 3 983 ; suffr. expr., 3 649 ; liste de M. Drouin, 1 798 voix ; liste de M. Depietri, 794 ; liste PS-diss., conduite par M. Daniel Pez, adj. au m., 628 ; liste de M. Santaroni, 439.

Au second tour des municipales de mars 1983, la liste de M. Drouin l'avait emporté avec 2 119 voix contre 2 013 à celle de M. Depietri, et 421 à celle de M. Lamarie (PC diss.), sur 4 553 suffrages exprimés, 4 814 votants et 6 027 inscrits.]

## BRAVO LES FRANÇAIS

Avant toute chose, il faut dire que la Calédonie doit en être fière. Elle a été élue « 37<sup>e</sup> », le 13 novembre. En dehors de l'indépendance de l'OM le véritable résultat du référendum : 48 % (et même 73 %) de Français souhaitent (et attendent) la réunion de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français (27 % pour l'indépendance, mais si l'on enlève les 10 % de martiniquais-réunis — obédience oblige — et les bretons « méditerranéens » qui ne se sentent pas Français souhaitant la sécession qui privait la France de son rang de 3<sup>e</sup> puissance mondiale avec son deuxième domaine territorial mondial (hors mer) dans les dix DOM-TOM ; en effet, les dix DOM-TOM et la Corse s'engouffrent dans la brèche ainsi ouverte dans le domaine territorial de la France. Il restait un Honolou « à-t-qui », avec, en prime, un nouveau transfert de populations inévitable et en surprime : un royaume copié à l'URSS et aux puissances rivales. L'indépendance du sept des populations est insupportable, bien sûr, mais il est tout à l'honneur de la France d'avoir respecté la « coutume » et la « tribu ». On ne vient pas à la République. Voir aborigène d'Australie, indiens des USA et du Canada.

« LA FRANCE ? SUPER-PUISSANCE ». 80 F « LES MOISSONS DE LA FRANCIÉ ». 80 F  
Frais  
MARTINOT DE PREUIL  
49560 NUEL-SUR-LAYON

# Bien Noël

## Organisateur de cadeaux originaux et pratiques.

est un répertoire

est un agenda

est une horloge

est une calculatrice

est un programme

est un petit (mais c



# Bientôt Noël !

## l'Organiseur II : un cadeau original et pratique.

### ✓ C'est un répertoire électronique

Il permet de stocker adresses, numéros de téléphone, notes, prix, etc.  
Il les retrouve instantanément et facilement (tapez "kovs" et il retrouvera Tchaïkovsky par exemple).

### ✓ C'est un agenda

Il enregistre les rendez-vous. Il s'allume automatiquement dès l'approche d'un rendez-vous en émettant un bip sonore et en affichant qui, quand et où. Très pratique pour ceux qui ont mille et une choses à faire dans la journée.

### ✓ C'est une horloge et un calendrier

Il affiche jour, mois, année, heure, minute, seconde. Il dispose de 8 alarmes qui peuvent être programmées pour sonner toutes les semaines, tous les jours ou toutes les heures. Avec lui, vous n'oublierez plus jamais rien.

### ✓ C'est une calculatrice

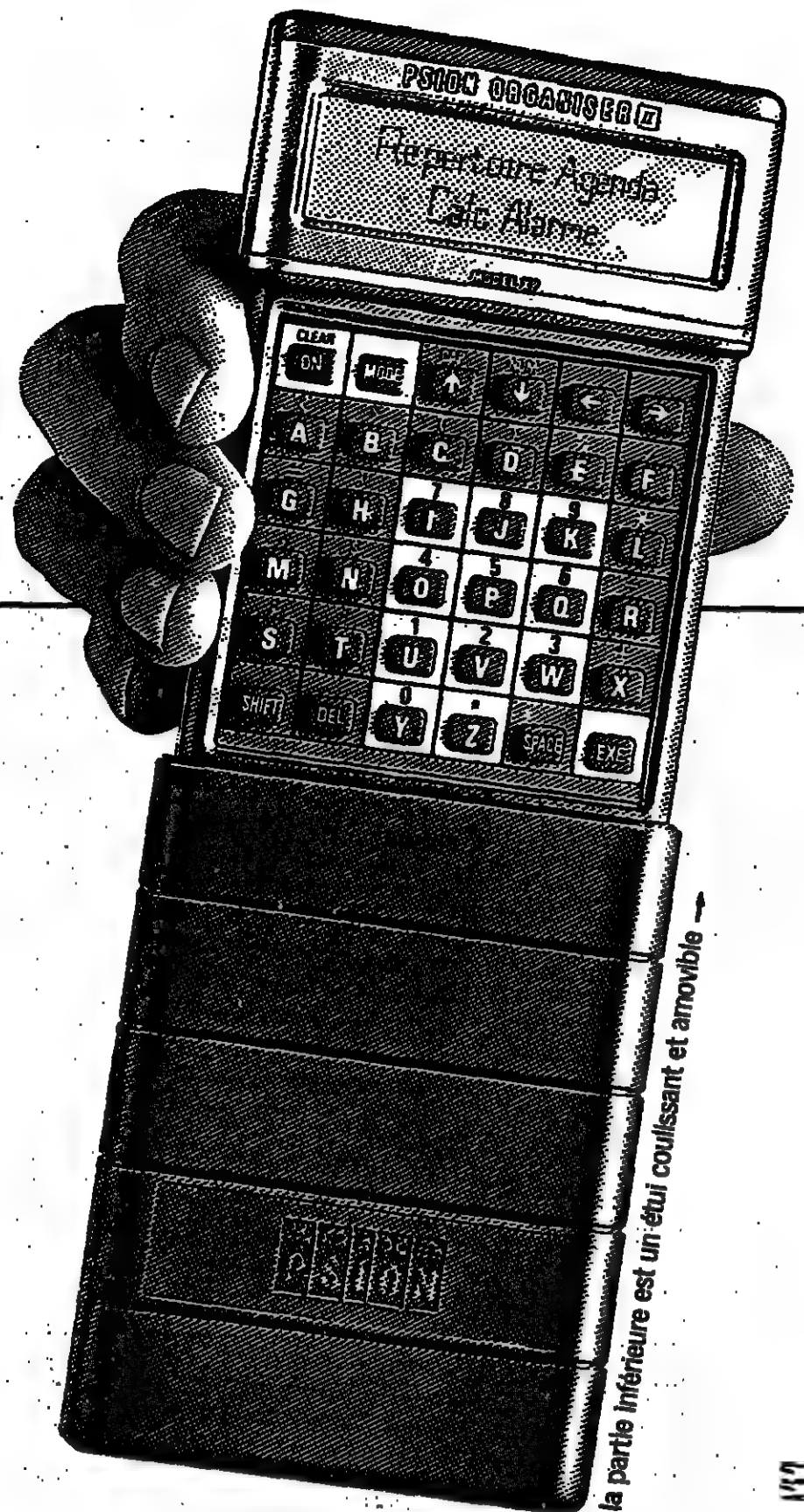
Précision à 12 chiffres, 10 mémoires. Fonctions financières et scientifiques. Vous pouvez même créer vos propres fonctions, pour gagner du temps.

### ✓ C'est programmable

Vous disposez d'un langage, type BASIC (if, do, goto, len, mid, etc., plus de 50 fonctions au total). Vous stockez vos programmes en mémoire centrale ou sur les mémoires amovibles optionnelles.

### ✓ C'est petit (mais c'est génial)

A l'aide de ses mémoires amovibles optionnelles, il peut stocker jusqu'à 5000 adresses par exemple. Et le tout tient dans la poche.



Offrez un Organiseur II. Il ne coûte que 1174 F TTC\* (990 F HT), manuel et messages en français, garanti un an.

Il est en vente dans les magasins FNAC, Duriez, Auchan-Boulangier, la Règle à Calcul, les Galeries Lafayette Haussmann, et dans d'autres magasins (liste ci-dessous). Pour le nom de votre point de vente le plus proche, appelez Aware au 45.23.21.12.

\*Prix du modèle C.M. au 1.09.88  
Aware est une marque déposée.

**PSION**

**Importateur exclusif : Aware**  
7-9, rue des Petites Ecuries - 75010 Paris  
Téléphone (1) 45.23.21.12 - Télex 281941  
Télécopie : 45.23.02.37

#### Principaux points de vente Organiseur II :

• ANGERS : Librairie Richet 41 88 62 79 • ANNECY : Temps X 50 45 46 19 • BESANCON : Harcos 81 80 12 20 • BORDEAUX : Sivea 56 96 28 11 - L'Onde Maritime 56 24 05 34 • BOULOGNE-BILLANCOURT : Brockers Associés 47 61 11 99 • CANNES : Sorbonne Informatique 93 99 10 13 • CARPENTRAS : Ordissystème 90 60 40 61 • CHALON-SUR-SAONE : Microcal Domic 85 48 98 57 • CHARTRES : Librairie Leguë 37 21 17 17 - 41 37 34 81 68 • CHOISY-LE-ROI : Nolpa 48 52 06 06 • CLERMONT-FERRAND : Aresté Informatique 73 91 44 00 • EVRY : Lindqvist Int: 60 78 14 72 • GONESSE : Micro Key 39 87 16 00 • GRENOBLE : DOM 76 49 65 65 • LE MANS : Conforama 43 72 00 19 • LILLE : MBDC 20 74 84 00 • Micropuce 20 30 05 60 • LUSIGNAN : Celaster 49 43 25 25 • LYON : BIMP 78 60 84 27 • DOM 78 72 49 52 • Majuscule Informatique 78 60 33 60 • Xerox Store 78 94 51 11 • MARSEILLE : Calculs Actuels 91 33 33 44 • MONTBELLARD : Electronic Services 81 95 27 96 • NANTES : Espace Informatique 40 93 11 48 • NICE : Gioffredo Sorbonne 93 85 17 55 • Massena Sorbonne 93 88 31 32 • ORLY SUD : Aéroboutique 48 84 31 64 • PARIS : 8° KA L'Informatique douce 47 23 72 00 - 11° CAPE 43 57 68 56 - 15° Hifi Madison 45 78 81 16 - 17° Ariane-Danée 47 66 35 58 - 19° MIW 42 00 99 75 - 20° Anthracite 40 30 07 57 • PUTEAUX LA DÉFENSE : Starcom 47 73 79 29 • REIMS : Logimicro 26 47 44 14 • ROISSY I : Continental Distribution 48 62 12 12 • ST MARTIN D'HERES : Hydrologic 76 51 53 54 • STRASBOURG : Binary Informatique 88 75 07 07 • TERVILLE : Microservice 82 34 88 88 • TOULON : Papeterie Charlemagne 94 62 22 88 • TOULOUSE : Soubiron Informatique 61 21 64 39 • TOURS : Polysoft 47 66 66 49



# Société

## RELIGIONS

Favorable à l'ordination d'hommes mariés

## La proposition de Mgr Gaillot sème le trouble dans l'épiscopat français

Les déclarations sur l'ordination d'hommes mariés et la réintégration de prêtres qui se seraient mariés faites par Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, lors de la dernière assemblée plénière des évêques français à Lourdes (23-29 octobre) et récemment révélées à la presse (le Monde

des 13 et 14 novembre), ont créé une certaine surprise et un trouble dans la hiérarchie catholique.

Aucune réaction officielle n'a été enregistrée. Interrogé dimanche 13 novembre sur La Cinq, le cardinal Albert Decourtray,

président de la Conférence des évêques de France, s'est refusé à tout commentaire. Seul le Père Jean-Michel Di Falco, porte-parole de l'épiscopat, a déclaré que « la question du célibat des prêtres ne doit pas être éludée, mais que réduire à cela la crise des vocations est une erreur d'analyse ».

La discipline récente de l'Eglise catholique d'Occident (fixée principalement au concile du Latran, au douzième siècle) et qu'elle ne touche pas les Eglises de rite oriental restées fidèles à Rome, comme l'Eglise maronite ou grecque melkite, qui admettent, épiscopat exclu, le mariage des diacres et des prêtres.

Mais croire ou laisser croire que son assouplissement redresserait la courbe des vocations serait sans doute illusoire. Moins ample-

ment que chez les catholiques de rite latin, la crise du recrutement des ministres existe aussi chez les protestants et dans les Eglises de rite oriental, sauf au Liban. Celle-ci tient donc à des raisons beaucoup plus générales, touchant à l'identité du prêtre dans des Eglises qui sont en perte de vitesse et à son statut en net déclin au sein des sociétés laïcisées et sécularisées. Mgr Gaillot sait bien que la règle du célibat sacerdotal n'est qu'un aspect de la crise du clergé. A discipline égale, des Eglises d'Europe comme celles de Pologne, d'Asie comme celles de Corée, du Vietnam et d'Amérique latine n'ont jamais connu autant de prêtres.

HENRI TINGO.

Les contraceptifs à nouveau condamnés

## L'Eglise s'obstine

(suite de la première page.)

En dix ans, la proportion de celles qui obéissent à l'Eglise a diminué de moitié. Tous les sondages indiquent que les catholiques, même pratiquants, s'éloignent de plus en plus de l'enseignement du pape dans le domaine de la morale sexuelle.

L'Eglise le sait, mais tient bon. Ce n'est pas parce que nous ne sommes pas suivis que nous avons tort, dit-on à Rome. Devant une telle situation, un homme aussi déterminé que Jean-Paul II, aussi sûr de ses idées, est incité à contraindre à parler encore plus fort.

Le malentendu entre l'Eglise et l'opinion s'aggrave d'année en année. Personne ne comprend très bien pourquoi un objet (pilule, stérilet ou préservatif) serait illégitime, alors que des calculs de température, ayant exactement la même fin, s'accorderaient avec la loi divine. Renonçant pour leur part à cette distinction oiseuse entre méthodes « naturelles » et méthodes « artificielles », beaucoup d'Eglises protestantes ont mis l'accent sur la seule chose qui compte vraiment pour un chrétien : l'amour. Le pape en parle souvent, et souvent très bien, mais son discours est systématiquement perçu comme une mise en garde et une condamnation.

Avec l'encyclique *Humanae vitae*, l'Eglise catholique s'est liée les mains. Elle ne pourrait guère changer d'attitude sur la contraception sans se contredire. Est-ce vraiment inconcevable ? L'histoire est pleine de ces volte-faces ecclésiastiques, dues tout simplement à l'évolution des mentalités. Tout au long de l'histoire, l'Eglise a dû accepter la contraception dite « artificielle ». Il est déjà bien tard.

Après tout, dira-t-on, c'est le problème de l'Eglise. Tant pis pour elle ! Mais il se trouve, d'une part, que l'Eglise est l'une des

seules instances morales de ce temps et, d'autre part, que l'épidémie de SIDA a changé les données du débat.

Au stade actuel de leurs recherches, les spécialistes ne connaissent qu'un seul moyen efficace de lutter contre l'épidémie : le recours au préservatif. Une campagne gouvernementale va d'ailleurs être lancée en France sur ce thème. Ce n'est pas une solution miracle, et tous les préservatifs ne sont pas fiables, comme l'indique une enquête du magazine *50 millions de consommateurs* (lire page 48). Mais, pour le moment, on n'a rien trouvé de mieux.

Que propose l'Eglise catholique ? La fidélité dans le couple. On n'est pas obligé d'en rire : bien comprise, cette notion est l'une des plus belles qui soit. Mais que faire si l'un des deux conjoints est séropositif ? Compte tenu de son attitude à l'égard de la contraception, l'Eglise ne peut proposer que l'abstinence totale, ce qui est absurde.

Cette société ne compte d'ailleurs pas que des couples durables. Beaucoup de jeunes, en particulier, changent de partenaire plusieurs fois avant de se fixer. Ils ne le font pas forcément par « vagabondage sexuel », pour employer l'expression récente d'un évêque français, c'est souvent par amour et dans un souci d'authenticité.

Qu'on le veuille ou non, la sexualité hors mariage est un fait, et il serait criminel de refuser à ces jeunes un moyen de se préserver d'une terrible maladie. Il n'est déjà pas très drôle pour eux de commencer leur vie sexuelle sous le signe d'une menace de mort... Mieux vaut prioriser pour que les chercheurs nous débarrassent au plus vite du SIDA... et du préservatif, qui n'est pas la manière la plus poétique de s'aimer.

ROBERT SOLÉ.

## Commandos violents à Nice et à Lille

(Suite de la première page.)

Si leurs crimes sont réels, c'est pour ne pas donner prise dans les bagarres. Pour que leurs coups de pied massacrants soient efficaces, les bouts de leurs « Doc Martens » (chaussures) sont souvent renforcés. A l'intérieur, d'armatures métalliques invisibles.

Quand Neurons est reparti de Lille, après le week-end, il a laissé ses Docs à son copain Marc, et mis des baskets, parce que la police écopait les gens et les rues piétonnières, à la recherche de tout ce qui portait des Docs. Entre-temps, Neurons et ses copains avaient fait la guerre : pour fêter son anniversaire, il avait tué d'un coup de pied un jeune « toxico » sur le banc d'un square de Lille, Patrick Le Mauff.

Le week-end avait pourtant bien commencé. Arrivé à Lille sans avoir pu prévenir Marc, Neurons l'avait retrouvé par hasard à la gare, avec Sébastien dit Lunetot (à cause de ses lunettes), Arnaud dit Karl, et la copine de Karl, Sophie dite Toxine. Une sacrée « bande » (fille skin), Toxine, une de celles dont les garçons disent : « Elle est capable d'éclater de la nergesse quand il la faut, ça c'est de la meuf » (l'homme, en verlan).

Elle aussi d'origine parisienne, Toxine, âgée de dix-huit ans, était arrivée à Lille quelques semaines plus tôt, après avoir zébré quelques temps chez les punks, dérivé à Metz, et s'être enfuie d'un salon de coiffure où elle avait travaillé quelques semaines. Toxine, qui est « contre les drogues, complètement contre et à coups de pompes s'il le faut », avait rencontré Karl, début septembre, à la Braderie de Lille.

Karl est l'intellectuel du groupe des skins de Flandre, puisqu'il signe dans le skinzine local (fanzine skinhead, feuille polycopiée qui sert de liaison de ville à ville aux groupes skins) des articles historiques sur le Ku Klux Klan, et qu'il ne lui manquait qu'une unité de valeur, à passer en octobre, pour décrocher son DEUG d'histoire.

Toute à ses retrouvailles, la bande s'entasse à six dans une 2 CV et fonce vers Dunkerque, où elle a rendez-vous sur la plage avec d'autres skin-heads. Mais une vie de skin est souvent un tissu de rendez-vous manqués. Ne trouvant pas les Dunkerquois, ils passent une partie de la nuit à boire de la bière et à chanter des chants skins - « Terroristes, à mort, immigrés, dehors », le tube de Légion 88 - sur la plage, avant de repartir Lille.

Hélas, à Lille, les combattants disposent d'une base - un studio - à proximité des zones piétonnières. Suivez bien : l'appartement a été loué par son père, retraité de la mine, pour Michel, skin intermittent, à la rentrée de septembre. Michel avait alors décroché un éphémère emploi de serveur dans une brasserie proche de la gare. Un soir, en traînant à la gare, Michel rencontre Dom, une « bird » qui ne sait pas où dormir. Dom s'installe chez Michel, qui « devient son avocat », comme disent les rapports de police, et lui confie les clés. Puis Dom rencontre Marc, qui introduit toute sa bande dans le studio. Entre-temps, Michel, sans doute fatigué de se faire tabasser par la bande lorsque celle-ci était en manque d'argent, a émigré sous d'autres latitudes.

### « Salutations raciales »

Toute la journée du samedi, la bande fête la naissance d'Ingrid, en agrémentant la bière de vin blanc additionné de sucre, pour en augmenter le degré d'alcool. A lui seul, Neurons en boit un litre, mais « c'est normal, c'était son anniversaire », estime Toxine. Bref, une bonne fête skin, où l'on regarde « Les incorruptibles » ou s'aspergeant de temps à autre, pour rire, de bombe insecticide, car « les bastons entre skins, c'est toujours amical », expliquent-ils.

Il ne manque à leur bonheur que de l'argent pour acheter des cigarettes. Justement, dans la soirée, arrive une copine qui en apporte. C'est en revenant du bureau de tabac qu'ils tombent sur Patrick Le Mauff, et Toxine rédige le compte rendu détaillé de la rencontre dans une lettre adressée à une amie de Metz, que les policiers saisisent lors de son arrestation. « Il avait des rangs [rangs] aux pieds, l'air d'un punk sans crête, et nous regardait d'un air défilé », écrit Toxine dans cette lettre, signée « Toxine, la pourriture humaine » agrémentée de ses « salutations raciales » et de ce post-scriptum : « Je ne fais que des conneries, il doit me manquer une crête ».

Sans qu'un mot soit échangé, Neurons allonge à Patrick Le Mauff un grand coup de pied dans la tempe, et les « soldats » des rues piétonnières continuent une promenade qui les amène, comme toujours, dans le quartier de la gare. Là, ils s'en prennent au meilleur de nuit africain



d'un centre d'accueil pour marginaux, qui s'apprête à prendre son service. Manque de chance, il pratique le self-combat et parvient à mettre la bande en fuite, non sans que Toxine lui ait écorché ses lunettes d'un coup de Doc vengeur. Les voilà enfin au studio, où ils doivent attendre quelques minutes sur le palier, parce que Marc et Dom, qui n'ont pas accompagné la bande, n'ont pas fini de faire l'amour, et que, pour être un guerrier skin, on n'est pas moins délicat.

Ce n'est que le lendemain matin, en croisant par hasard dans la rue une équipe de télévision qui vient filmer le banc fatal, que Marc et Neurons apprennent que Patrick Le Mauff est mort des suites du coup de Doc. Affolé, Neurons se débarrasse alors de ses chaussures, arrache de son portefeuille les autocollants ornés de croix celtiques ou à la gloire de Rudolf Hess, qui pourraient le faire identifier et, avec les 200 F que la « tête » vient de lui donner pour le remerciement d'avoir laissé filmer ses Docs - Marc lui ayant fait don de son propre cachet, car entre skins, on est solidaires - il saute dans le premier train pour Paris.

Il se rendra sans difficultés, après avoir tenté en vain de s'engager dans la Légion étrangère. Toute la bande se laissera arrêter sans résistance,

dans un hôpital. « La seule chose qui pourrait me faire arrêter d'être skin, dit Boite à lait, c'est si ma mère me le demandait. » Leurs parents leur rendent bien cette affection : la mère de Marc s'offusque que les médias présentent le mouvement skin sous un jour « négatif ».

Depuis « la bavure », les skins de Flandre encore en liberté se sont repliés dans une filature en ruine de Lomme, dans la banlieue lilloise. Là, dans un décor d'herbes folles et de gravats, ils peuvent chanter à tue-tête le « Hell Hells » des hitlériens. En tirant la langue d'application, ils ont inscrit à la bombe « J'accuse aux Arabes » près d'une fenêtre qui bée sur trois étages de vide, mais « les crouilles, on n'en a jamais amené ci. Ce serait trop terrible. Ils n'en sortiraient pas vivants ».

Karl, Neurons et les autres n'étaient pas encore nés quand le mouvement skinhead a vu le jour, en 1966 à Brighton, cité balnéaire du sud de la Grande-Bretagne, comme une dissidence des Mods en lutte contre les rockers. Ils étaient encore à l'école lorsque sont apparus les premiers skins sur le continent, dans la mouvance des punks, mais très vite opposés à ces derniers par une haine fratricide.

### Belle sur le fascisme

Ils sont, en France, deux cents à cinq cents selon les estimations. Ils ont appris cette histoire, de même que la « grande » histoire, dans leurs fanzines (*Ravages*, le *Rebelle européen*), entre deux « bastons » dans un concert RAC (Rock Against Communism) - la plupart ont rejoint la mouvance par le biais de la musique, - ou au cours d'un match du Paris-Saint-Germain, dont ils avaient un temps réussi à noyauter l'équipe de supporters.

Des générations qui les ont précédés, ils ont extrait quelques héros, comme Charles Martel, Louis-Ferdinand Céline ou Léon Degrelle (chef de file du fascisme belge dans les années 40), à qui sont consacrés des chansons et des T-shirts. Autour d'eux, tentant par saccades de les récupérer, gravitent de fantomatiques organisations d'extrême droite, comme le FNPF (Front national français européen) ou le Mouvement troisième vie.

Quant au Front national, il semble les tenir à distance, ce dont ils s'offusquent avec un naturel désarmant. « Il paraît que Le Pen a dit qu'il nous reniait », dit l'un d'eux. Je

ne sais pas si c'est vrai. Mais si c'est vrai, moi aussi je le renie ».

« Ils font des bulles, comme les héros de bandes dessinées », estime M. Jean-François Calzadilla, avocat de Toxine. Leur discours politique n'est le reflet d'aucun vécu. Il sonne creux. Interrogés par les policiers, les juges ou les journalistes, ils produisent, au choix, une « bulle » sur le code pénal - « massacrer un Arabe, ça devrait pas être puni, ou alors seulement avec sursis », - ou le génocide - « exterminer une race, c'est marrant, mais six millions, c'était pas assez », - devant lesquelles la société hérisse entre le frisson et le rire nerveux.

Ils se veulent « plus proches des SA que des SS, car on est assez bordéliques », et ne savent pas quoi répondre quand par hasard, à la sortie du tribunal, des jeunes beurs - une bande - tentent d'engager le dialogue avec eux, ou quand l'armée les exempte pour troubles mentaux. Ils s'affirment « prêts à crever avec le drapeau bleu blanc rouge dans une main et le revolver dans l'autre », mais n'ont jamais dégoûté que des canettes de bière.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

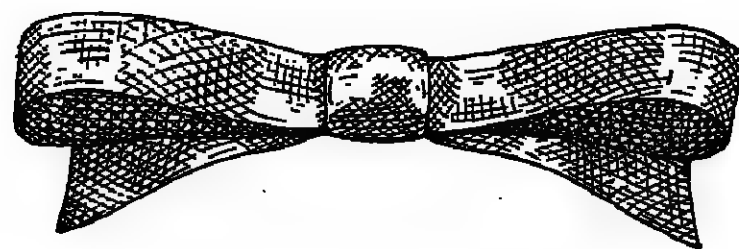
### A Toulon

#### Un détenu tue son compagnon de cellule

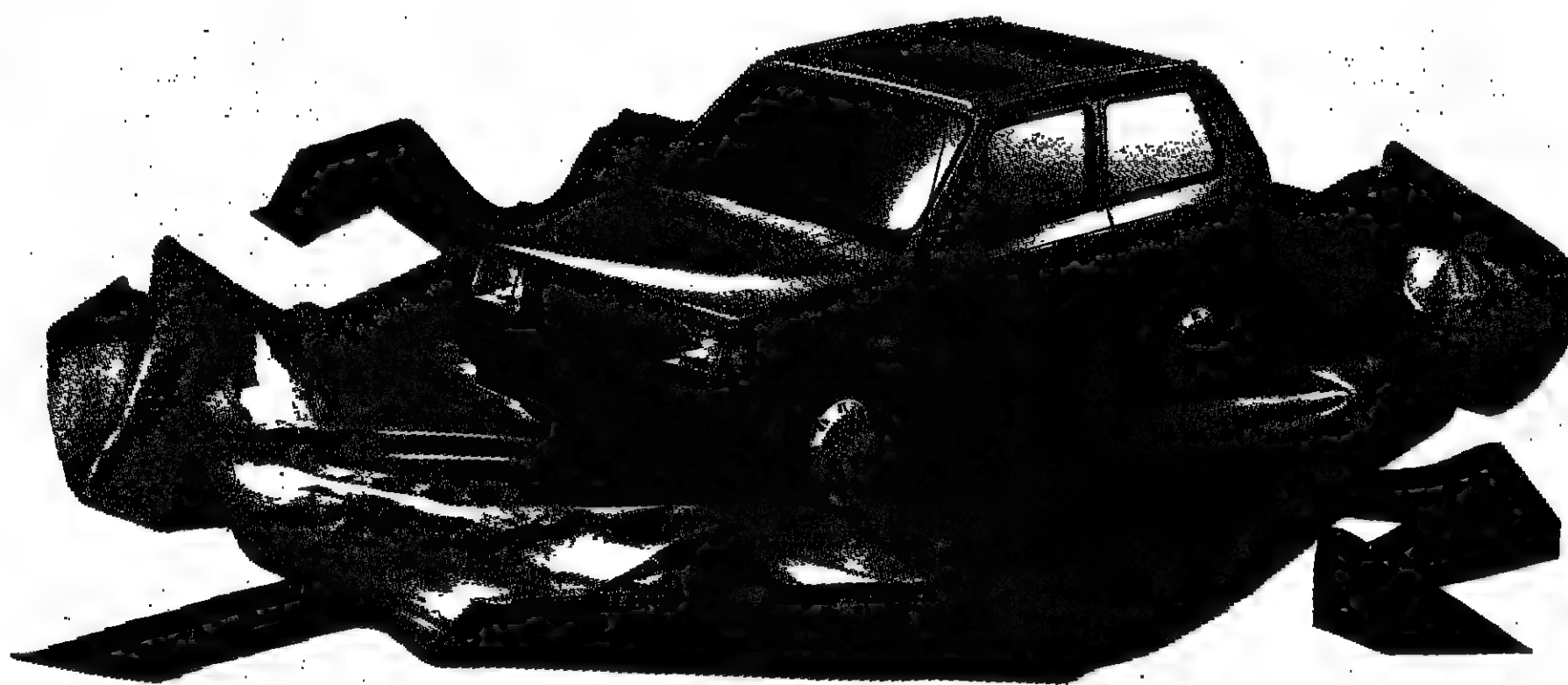
Un détenu de la maison d'arrêt de Saint-Roch à Toulon, François Lagrière, quarante-quatre ans, a été mortellement blessé, samedi 12 novembre, par son compagnon de cellule, Eric Toucher, vingt-sept ans, qui l'a frappé à plusieurs reprises à l'aide d'un tabouret. Pour toute explication, Eric Toucher a déclaré : « Je ne le supportais plus, alors je l'ai cogné ».

La maison d'arrêt de Toulon, comme tant d'autres, est vétuste et surpeuplée. François Lagrière venait d'y être écroué après avoir été interpellé au début du mois de novembre et inculpé d'escroquerie pour avoir effectué plusieurs achats avec des chèques dont il était resté en possession, en dépit d'une interdiction de chèque. Eric Toucher, lui, était incarcéré depuis un an, impliqué dans une rixe mortelle qui avait eu lieu le 10 novembre 1987 à Fréjus et au cours de laquelle avait été tué un employé communal, Fabrice Rugierello, père de deux enfants.





- LES 2 TOITS OUVRANTS, LE CAPOT MOTEUR, LE HAYON ET LES PORTIÈRES S'OUVRENT ET SE FERMENT.
- L'AUTO-RADIO FAIT DE LA MUSIQUE.
- LES ROUES AVANT TOURNENT AVEC LE VOLANT.
- LE MOTEUR FONCTIONNE SANS FIL, SANS PILE ET FAIT UN VRAI BRUIT DE 4 CYLINDRES.
- TOUTES LES LUMIÈRES S'ALLUMENT.
- LES PARE-CHOCS SONT DE VRAIS PARE-CHOCS, MÊME SUR LES CÔTÉS.
- L'ESSUIE-GLACE VA DE GAUCHE À DROITE ET REVIENT AUTOMATIQUEMENT.



Seat Marbella Le Jouet, 38 900 F (Prix du modèle présenté). Tarif au 10.11.88. Il est garanti 1 an (pièces et main-d'œuvre) et 6 ans contre la corrosion. Avant de casser votre tirelire, renseignez-vous auprès de votre concessionnaire SEAT, il a des solutions de financement plein sa hotte. Minitel 3614 code SEAT.

**SEAT**

**Le Jouet**

CONSEILLÉ AUX ENFANTS DE PLUS DE 18 ANS.



## Sports

AUTOMOBILISME : Alain Prost vainqueur du Grand Prix d'Australie

## La fin des « années turbo »

Vainqueur du Grand Prix d'Australie, dimanche 13 novembre à Adélaïde, avec 36 secondes d'avance sur son coéquipier brésilien, Ayrton Senna, déjà sacré champion du monde, le Français Alain Prost a porté à trente-cinq le record de ses succès en formule 1 automobile. Les deux pilotes et l'écurie McLaren Honda ont profité de cette dernière saison avec les moteurs turbo, pour établir d'autres records : quinze victoires dont dix doublées pour les seize grands prix, huit victoires et treize pole positions aux essais pour Senna, huit meilleurs tours en course pour Prost, qui égale en plus, dans ce domaine, le record du Britannique Jim Clark (vingt-huit) sur l'ensemble de sa carrière.

A défaut de pouvoir assister au couronnement du nouveau champion du monde, déjà sacré au Japon, les spectateurs australiens avaient été conviés à un dernier hommage aux moteurs turbo. Une ronde triomphale pour Honda, qui s'est assurée les deux premières places avec les deux McLaren et la Lotus de Nelson Piquet, et surtout pour Alain Prost qui n'a cédé que très temporairement (du quatorzième au vingt-sixième tour des quatre-vingt-deux tours) le commandement à l'Autrichien Gerhard Berger, réduit à un baroud d'honneur par les problèmes de consommation excessive de sa Ferrari.

Champion incontesté de la décennie turbo, Alain Prost méritait sans doute plus que tout autre de mettre le point final à l'histoire du moteur suralimenté en formule 1. Avant les heures de gloire, le pilote français n'avait-il pas connu le dur régime de la douche écossaise en prenant une part prépondérante au développement des premiers turbos chez Renault ?

A son arrivée à la Régie en 1981 après une première saison chez McLaren-Ford, Alain Prost n'avait, certes, pas hérité de la « Yellow ras pot » (chêvre jeune). Un surnom donné par les Britanniques à la Renault turbo apparue au Grand

Prix de Grande-Bretagne 1977, par allusion à sa prise d'air comparable à un bec verseur et au petit panache de fumée blanche qui s'échappait quand le moteur rendait l'âme. Jean-Pierre Jabouille, le prédécesseur de Prost, avait même fait triompher une première fois ce turbo au Grand Prix de France 1979; mais la fiabilité n'était pas encore au rendez-vous.

Les trois années Renault d'Alain Prost seront plutôt des années regrets. En 1981, où, vainqueur de trois grands prix, comme Nelson Piquet, il devra se contenter de la cinquième place du championnat à sept points du Brésilien. En 1982, surtout où, après avoir gagné les deux premiers grands prix, il devra abandonner neuf mois alors qu'il occupait la première place de ces courses. Le responsable de ces pannes était un petit moteur électrique commandant l'injection électronique que la Régie s'obstina à ne pas changer car il était fabriqué par une filiale. Cette année-là, le Finlandais Keki Rosberg remporta le titre avec... une victoire.

Le sentiment de frustration sera aussi grand en 1983 où, après avoir été en tête jusqu'au dernier grand prix, Prost sera battu in extremis par Nelson Piquet et sa Brabham-BMW allemande, en fin de saison avec une essence illicite pour ce premier couronnement d'un moteur turbo au championnat du monde. « Chez Renault, tout le monde était très compétitif à son poste, estime le pilote français. C'est le système qui était en cause. Avec le fonctionnement de McLaren et des écuries britanniques, Renault pouvait être champion du monde en 1981, 1982 et 1983.

Après ces trois années de vicissitudes, Alain Prost a enfin vécu l'âge d'or du turbo au sein de l'écurie McLaren avec TAG-Porsche puis Honda. Le moteur japonais, bridé à 2,5 bars de pression de suralimentation, est même devenu plus fiable et plus sobre que les atmosphériques tout en restant plus performant. Les turbos équipent désormais les modèles haut de gamme de la plupart des grands constructeurs. S'ils disparaissent de la formule 1, la décision a été prise en 1986 - c'est

en victimes de l'ingénuité de leurs concepteurs qui avaient fait passer sa puissance de moins de 500 à plus de 1200 chevaux en dix ans. Seuls des pilotes exceptionnels pouvaient encore - mais pour combien de temps - maîtriser cette escalade.

Champions des années turbos, Alain Prost était incontestablement de ceux-là. Comment se situe-t-il, par rapport aux plus grands ? Marniel Fangio, Jim Clark, Jackie Stewart ou Niki Lauda ? L'évolution des voitures, de la concurrence et de l'environnement ne permet pas une réponse objective. Mais son talent et l'extraordinaire compétitivité des McLaren Honda cette saison lui ont permis de battre quelques records historiques de la formule 1.

## Records

Avec trente-cinq victoires en cent trente-sept grands prix, il devance désormais nettement Jackie Stewart (vingt-huit). Avec vingt-huit meilleurs tours en course, il a rejoint Jim Clark à Adélaïde. Avec 511,5 points marqués au championnat du monde, il précède très largement Niki Lauda (420,5). Avec six-vingt-neuf courses terminées aux trois premières places (plus d'une fois sur deux en moyenne), Alain Prost est aussi le plus habile des podiums, devant Niki Lauda (cinquante-quatre).

Par son expérience et son approche de la compétition, très voisines de celles de Lauda et de Stewart avant lui, Alain Prost est devenu le champion de la régularité. A l'image de cette saison où, avec sept victoires et sept deuxième places, il aurait totalisé plus de points que Senna (huit victoires et trois deuxième places) si seuls les onze meilleurs résultats des pilotes n'étaient pas pris en compte pour le championnat du monde (1).

Pour être considéré comme le plus grand pilote de l'histoire de la formule 1, sans doute manque-t-il au Français les couronnes mondiales qui lui ont échappé de justesse chez Renault et, en 1984, où son coéquipier Niki Lauda l'a devancé d'un demi point. Avec deux titres (1985 et 1986), Alain Prost fait ici figure de parent pauvre par rapport à Juan Manuel Fangio (cinq), mais aussi

Jack Brabham, Jackie Stewart, Niki Lauda et Nelson Piquet (trois).

Avant même d'envisager de prendre sa retraite, Alain Prost a coté cette saison un autre redoutable chasseur de records : son coéquipier Ayrton Senna. Dès sa première saison chez McLaren, le Brésilien a battu le record des victoires (huit) et des pole-positions (treize). Avec vingt-sept pole-positions depuis le début de sa carrière, il n'est plus devancé dans ce domaine que par Jim Clark (trente-trois), dont il se rapproche le plus par son audace et son panache en course et aux essais.

A vingt-huit ans, Ayrton Senna compte déjà quatorze victoires et un titre de champion du monde. Il peut espérer battre tous les records d'Alain Prost s'il reste dans une écurie compétitive. Au même âge, le Français ne totalisait que neuf victoires et courait toujours après son premier titre. Une bonne raison pour Alain Prost, très attaché à ses records, de ne pas arrêter sa carrière avec celle des moteurs turbos afin de compléter sa part de la tâche du Brésilien qui restera l'an prochain son coéquipier chez McLaren-Honda.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Il y a eu un précédent en 1964 où John Surtees a été désigné champion du monde alors que Graham Hill avait obtenu un point de plus que lui.

## GRAND PRIX D'Australie DE FORMULE 1

1. Prost (Fra., McLaren-Honda), les 164.225 km en 1 h 53 min 14 s ; 2. Senna (Bré., McLaren-Honda), à 36 s ; 3. Piquet (Bré., Lotus-Honda), à 47 s ; 4. Patrese (Ita., Williams-Judd), à 1 min 20 s ; 5. Boutsen (Bel., Benetton-Ford), à 1 tour ; 6. Capelli (Ita., March-Judd), à 1 tour.

## CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

Classement final. - 1. Senna (Bré.), 90 pts (94) ; 2. Prost (Fra.), 87 (105) ; 3. Berger (Aut.), 41 ; 4. Boutsen (Bel.), 31 ; 5. Alboreto (Ita.), 24 ; 6. Capelli (Bré.), 20.

## CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONSTRUCTEURS

Classement final. - 1. McLaren-Honda, 199 pts ; 2. Ferrari, 65 ; 3. Benetton-Ford, 46 ; 4. Lotus-Honda, 21 ; 5. Williams-Judd, March-Judd et Arrows-Magnum, 20.

VOLLEY-BALL : la reprise du championnat

## Du sommet à la base

Initialement prévue le 29 octobre, la reprise du championnat de France de volley-ball a eu lieu partiellement le 12 novembre : trois des cinq rencontres comptant pour la première journée avaient disputées mardi 15 novembre. Ces reports, motivés par l'organisation du Top 4 au Japon, pour lequel deux Argentins et un Américain opèrent en France étaient sélectionnés, et par trois matches de Coupe d'Europe, ne servent pas les ambitions de la Fédération française de volley-ball (FFVB), qui recherche un public pour le championnat.

Depuis son stage de dix-huit mois, destiné à préparer le championnat du monde de 1986, l'équipe de France est la partie visible de l'iceberg volley-ball. Mais, malgré un titre de vice-champion d'Europe en 1987, son impact dans le public n'a duré que le temps de quelques compétitions : d'une part, le championnat du monde, où elle termina sixième et pour la retransmission duquel la FFVB a déboursé 1,4 million de francs ; d'autre part, les Jeux olympiques de Séoul, terminés sur une décevante huitième place.

## Tous les œufs dans le même filet

L'échec de Séoul a bouleversé tout l'encadrement technique de la fédération. Eric Daniel et Gérard Castan, les entraîneurs de l'équipe de France, ont été suspendus de leurs fonctions. M<sup>me</sup> Dominique Petit a laissé son fauteuil de directeur technique national à Pierre Berjand. Mais le problème de la médiatisation du volley-ball est resté le même : « Si je pouvais aller voir aujourd'hui les chaînes de télévision avec la médaille de bronze que nous espérons, nous serions en position de force », regrette le président de la FFVB, André Leclercq, candidat à sa réélection le 19 novembre.

Aussi les instances fédérales ont-elles décidé de ne plus mettre tous leurs œufs dans le même filet. Les relations entre clubs et direction technique nationale seront renforcées. La porte de l'équipe de France sera ouverte à tout le monde et non plus à un groupe de joueurs sélectionnés et préparés en vue d'un objectif.

Le discours ne déplaît pas aux dirigeants des clubs, qui se sont longtemps sacrifiés pour l'équipe de France. Celle-ci les avait privés de leurs internationaux de février 1985 à décembre 1987. « La fédération s'est aperçue un peu tard qu'il était dangereux de tout miser sur une seule chose. Ne pas faire participer les clubs à l'aventure de l'équipe de France était une erreur fondamentale », commente Jean Blain, président du Montpellier Université Club (MUC) qui, avec une moyenne de mille trois cents spectateurs l'an passé, n'est pourtant pas le club français le plus mal loti pour les affluences.

Avec l'arrivée de l'Américain Pat Powers, champion olympique en 1984 et champion du monde en 1986, avec celle de l'Argentin Jon Uriarte, médaillé de bronze à Séoul, le MUC devrait remplir assez souvent sa salle cette saison. D'autres clubs, comme Bordeaux, Cannes, le Racing ou Poitiers, sont allés chercher en Italie, en Finlande ou en Yougoslavie des joueurs de niveau international.

« C'est déjà une preuve qu'il n'est pas dévalorisant de venir jouer dans notre championnat », fait remarquer le président Leclercq. C'est aussi un bon moyen pour éviter un cavalier seul de Fréjus, qui ruinerait l'intérêt du championnat.

Reste que trois ans après la mise en place d'une politique de l'équipe de France, tous les éducateurs ont pu s'apercevoir que, si certains départements avaient triple leurs effectifs de jeunes, ils le devaient plus au dessin animé Jeanne et Serge - l'histoire de deux champions de volley - qu'au renom de Fabiani et de ses coéquipiers.

THÉRY CERNATO.



MON CORPS  
N'EST PAS  
UNE BAGNOLE

Les compagnies d'assurances font mal à la santé. Qu'elles cessent de s'en occuper. Elles appliquent le même système de malus qu'aux accidents de voiture. N'attendez pas d'être à la casse. Pour votre santé prenez une mutuelle, une vraie.

MUTUELLES DE FRANCE

M

NUMERO VERT  
05.07.15.55



# Sports

TENNIS : un « branché » du nouveau circuit

## Un entretien avec John McEnroe

Réunis à Zurich samedi 12 novembre, les directeurs des tournois de tennis européens, ont confié à l'italien Franco Bertoni la mission de discuter avec l'Association des professionnels (ATP) la mise en place du circuit (ATP-Tour) que celle-ci veut organiser en 1990 à la place du Grand Prix établi en 1972. Fin de l'ère open, début de l'époque pro. A Stuttgart, où il disputait un tournoi-exhibition monté par Ion Tiriac, l'ancien champion du monde John McEnroe a fait le point sur le monde du tennis et de son sport.

STUTTGART  
correspondance

« Au moment de l'annonce au micro de votre rang mondial actuel, à Bercy, la foule avait sifflé, comme pour marquer son désaccord. Avez-vous des raisons ? »

— Mon rang actuel, qui est lié à deux arrêts pour blessures, ne reflète pas ma valeur. Il me semble qu'il n'y a que deux joueurs, Wilander et Lendl, qui pourraient prendre l'avantage sur moi dans une série de dix rencontres. Bien sûr, il y a une foule de joueurs durs, athlétiques, réguliers, comme le Suisse Hasek, ou comme l'Espagnol Sanchez sur la terre battue. Il est, de toute façon, absurde de se focaliser sur son rang mondial. En dehors des deux premières places, cela n'a aucune importance. Sauf si vous tombez, bien sûr, à la dix-huitième et que vous n'êtes plus tête de série lors des tournois majeurs.

— Parallèlement à l'évolution de votre carrière, y a-t-il eu un changement dans vos relations avec vos pairs sur le circuit ?

— J'avais l'impression d'être bien intégré, mais je suis persuadé que bon nombre de joueurs avaient peur de s'approcher de moi. Désormais, on me craint moins, sur le court aussi. Cela a du bon et du mauvais. Mais je préfère vivre comme je vis

actuellement. Les joueurs qui sont arrivés sur le circuit depuis trois ans ne m'ont jamais vu autrement qu'à la lutte, me battant, ayant du mal. Le grand champion, ils l'avaient vu à la télé, mais pas dans la vie. J'ai ainsi gagné pas mal de respect de la part des autres joueurs.

« Je me contente de moins... »

— Ces trois saisons difficiles vous ont-elles appris des choses utiles ?

— Tout d'abord, je vois mes exploits d'un oeil plus averti. Je me dis parfois : comment est-ce que je suis arrivé à accomplir tout cela ? C'est un sentiment agréable. Ensuite, parce que, à cause de tout mes soucis, je me contente de moins. Je suis heureux de réaliser quelques bons coups, de passer quelques jours, idéalement, le but est de remporter des tournois et ensuite de gagner des tournois plus importants. Mais c'est étrange à quel point le fait de se satisfaire de moins est humainement plaisant.

— Aussi, le fait de devenir père m'a donné une vie sociale que je n'avais pas. J'avais l'impression d'être ouvert aux gens, mais, étant d'un naturel très timide, je me promène avec une espèce de bouclier devant moi. Je semblerais dire : tenez votre distance. En vieillissant et en prenant d'autres responsabilités, on devient moins égoïste.

— Vous n'êtes pas qualifié pour le Masters. Comment allez-vous préparer la saison 1989 ?

— J'ai quelques exhibitions autour de Los Angeles au début du mois de décembre; ensuite, je prendrai congé des courts jusqu'au Nouvel An et je travaillerai ma condition physique. En essayant de rendre le travail le plus attrayant possible; que cela ne devienne pas le boulot obsessionnel, genre entraînement Béréty vert.

— Honnêtement, avez-vous travaillé suffisamment depuis deux ans ?

— Non, je ne le crois pas. Quand je vois ce que j'aurais pu faire, il est

clair que je n'ai pas tout fait, loin de là. Mais j'ai fait un progrès indéniable. Le verre est-il à moitié plein ou à moitié vide ? C'est sûr que je tiens une meilleure condition depuis deux ans. Cela ne signifie pas pour autant qu'un meilleur des cinq sets, après quatre ou cinq rencontres, je serai fin prêt pour la suite. Pas tout à fait encore. La résistance sur la longue distance est la seule chose qui me manque.

— Au fond, vous n'aimez pas travailler. Comment rendre cela agréable ?

— Le ski me plaît. Et l'on y travaille bien les jambes et le souffle, surtout en ski de fond. Et il y a d'autres sports que j'adore pratiquer, surtout le basket et aussi le yoga.

— Pour revenir au tennis, les « grands » semblent se reconstruire de plus en plus rarement sur le circuit. Pourquoi ?

— Extrêmement. Voilà la raison pour laquelle j'avais du mal à jouer : « Écoutez, le nouveau circuit ATP risque de nous faire mal au début; nous ne touchons pas de primes de départ; nous gagnerons peut-être moins d'argent. En revanche, le tennis redeviendra un sport excitant, où l'on verra les meilleurs s'affronter plusieurs fois par saison en dehors des tournois du grand chelem. » Pensez que, en 1988, Lendl et Wilander, premier et deuxième joueurs au monde, ne s'étaient pas rencontrés qu'en finale à Flushing Meadow. C'est ridicule !

« A contrainte draconienne, réponse musclée »

— L'ATP peut-elle reculer maintenant ?

— Improbable, mais un moyen existe, la discussion. Il n'y a pas de raison pour ne pas travailler ensemble. Les joueurs ne veulent tout de même pas la minimiser totale sur le jeu. Nous voulons notre part de responsabilité, comme l'ont déjà les golfeurs. On m'a prêté quelques propos incendiaires, que je tiens à rectifier. Je n'ai jamais appelé au

boyottage des tournois majeurs. J'ai déclaré que, si on nous contraignait à nous qualifier pour ces tournois, comme on l'avait fait avec Björn Borg, on devrait alors refuser et monter des épreuves concurrentes. A contrainte draconienne, réponse musclée.

— Il est évident que vous regrettez l'élection 1989, et surtout 1990, mais en-dehors ? La retraite, vous y pensez ?

— J'essaie justement d'y penser, de réfléchir sur une activité qui me plairait, en dehors du tennis. C'est une question difficile pour tout athlète. Les athlètes ont souvent un problème pour se réinventer. Leur horizon a été limité, forcément. Je sais que je veux rester en bonne forme physique et que le travail de 9 heures à 17 heures, ce n'est pas pour moi. En partie au moins, je resterais dans le sport. Pour moi, l'idéal serait de diriger une école de tennis pour les gosses dans la région new-yorkaise, où je pourrais, moi-même, conserver la forme. Je m'y vois très bien. En revanche, je ne me vois pas du tout jouer le circuit des vétérans.

— Ni sans doute dans un travail officiel ?

— N'en soyez pas sûr. Cela ne m'étonnerait pas de me voir dans le rôle de capitaine de l'équipe américaine de Coupe Davis. En voilà un travail passionnant pour quelqu'un comme moi.

Propos recueillis par  
MARC BALLADE

TOURNOI DE WEMBLEY  
Le Suisse Jakob Hasek a remporté, dimanche 13 novembre, le tournoi de Wimbledon doté de 652 000 dollars en battant en cinq sets le Suédois Jonas Svensson, 6-7 (5-7), 3-6, 6-4, 6-0, 7-5.

TOURNOI DE CHICAGO  
L'Américain Martina Navratilova a remporté, dimanche 13 novembre, le tournoi de Chicago, doté de 250 000 dollars, en s'imposant face à sa compatriote Chris Evert, 6-2, 6-2.

TOURNOI DE STUTTGART  
Le Tchèque Miloslav Mečíř a remporté le tournoi sur invitation de Stuttgart, le dimanche 13 novembre, en battant l'Equatarien André Gomer, 6-3, 6-2.

FOOTBALL : le championnat de France

## Le PSG champion d'automne

Le club Paris-SG, vainqueur, samedi 12 novembre, de Lens (3-2) au Parc des Princes, a été sacré « champion d'automne » à l'issue de la dix-neuvième et dernière journée de matches aller du championnat de France de football de première division.

Avec six points d'avance sur Marseille et neuf sur Monaco, les joueurs parisiens terminent le début de saison à une position qu'ils n'espéraient pas il y a quelques mois alors qu'ils étaient absents de la bourse aux transferts. « On nous donnait rétrogrades, avant la compétition, et nous voilà champions d'automne », ironise Daniel Xuereb en mettant en avant « la force du groupe ».

Dans le bas du tableau, les joueurs de Caen, en triomphant des Bordelais fatigués par les coupes d'Europe (3-0), se sont éloignés un peu plus de la zone des relégations.

## Les résultats

### Basket-ball

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE (onzième journée)

*Limoges b. Lorient	103-78
*Orthez b. Avignon	94-76
*Montpellier b. Cholet	89-73
*Saint-Quentin b. Monaco	85-74
*ASVEL b. Antibes	96-71
*Mulhouse b. Caen	106-100
*Tours b. Gravelines	98-96
*Nantes b. RCF Paris	78-77

Classement. — 1. Limoges, 20; 2. RCF Paris et Nantes, 19.

### Football

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE (dix-neuvième journée)

*Paris-SG b. Lens	3-2
*Auxerre b. Marseille	1-1
*Monaco et Metz	1-1
*Sochaux b. Nice	1-0
*Nantes b. Cannes	2-1
*Caen b. Bordeaux	3-0
*Lille b. Metz-Racing	3-0
*Montpellier b. Saint-Etienne	2-0
*Toulouse b. Strasbourg	4-0
*Toulon et Laval	0-0

Classement. — 1. Paris-SG, 40; 2. Auxerre, 39; 3. Marseille, 34; 4. Nantes, 32; 5. Monaco et Sochaux, 31.

### Deuxième division (dix-neuvième journée)

#### GROUPE A

*Rennes b. Mulhouse	1-0
*Brest b. Reims	2-0
*Nancy b. Créteil	3-0
*Quimper b. Le Mans	4-2
*Angoulême b. Guingamp	4-1
*Valenciennes b. Valenciennes	3-2
*Le Havre et Dunkerque	2-2
*Angers et Rouen	2-2
*La Roche AEP b. Bourges	5-0

Classement. — 1. Brest, 44; 2. Mulhouse, 41; 3. Nancy, 39.

#### GROUPE B

*Martignes b. Lyon	1-0
*Sète et Nîmes	0-0
*Le Havre b. Orléans	3-0
*Amiens b. Bastia	2-0
*Dijon b. Châteauroux	5-1
*Clermont-Ferrand b. Istres	1-0
*Albi b. Rodez	2-1
*Grenoble et Le Puy	1-1
*Montceau et Niort	0-0

Classement. — 1. Lyon, 40; 2. Nîmes, 36; 3. Martignes, 35.

### Sports équestres

#### COUPE DES NATIONS A TORONTO

La France a remporté, samedi 12 novembre, la Coupe des nations du CSIO de Toronto. L'équipe de France était composée de Hubert Bourdy, Hervé Godignon, Philippe Rostier et Hervé Prudent. Au classement général de la Coupe des nations, la France se classe première devant la Suisse et la Grande-Bretagne.

# A Tours la matière grise prend des couleurs.



Où a-t-on mis au point le vaccin contre l'hépatite B ?



Où fait-on travailler les cellules végétales ?



Où fabrique-t-on des chips en métal rare ?

murs patinés d'histoire et des espaces verts choyés, la culture occupe à Tours une place privilégiée. Ne citons qu'un exemple : chaque année, lors de l'Été Musical, les plus grands artistes s'y retrouvent.

En 1988, Sviatoslav Richter a invité Claudio Arrau, Trevor Pinnock, Yoel Basmet, mais aussi Martial Solal et bien d'autres musiciens. Certains ne se contentent pas de donner des concerts : pendant un mois, ils enseignent à Tours, dans le cadre de l'Académie internationale d'Art Musical.

Rien de ce qui se fait de bien ne se fait dans l'ennui.

A voir tout ce qui s'y passe, loin du bruit et de la fureur, on constate qu'à Tours les petites cellules grises fonctionnent à plein régime. Question de climat peut-être, d'ambiance sans doute, d'environnement probable.

N'ayons pas peur de le dire, la Touraine est toujours la référence en matière de qualité de la vie. C'est ainsi qu'entre des

## Un avenir plein de couleurs.

Qu'un nouveau-né tourangeau puisse aller jusqu'au doctorat ou devenir ingénieur sans avoir à quitter sa ville (l'Université compte 17 600 étudiants, un chiffre record), voilà bien la preuve que l'air y est stimulant pour les têtes bien faites; comme il l'est d'ailleurs pour les muscles : il suffit de voir ses équipements pour comprendre pourquoi Tours est l'une des villes les plus sportives de France.

## Au fond, la plus grande invention de Tours est vieille comme la place Plumereau : c'est de ne jamais oublier de vivre et de respirer. C'est ainsi qu'on

reste à la pointe du progrès. Dès 1990, à une heure de Paris par le TGV, proche des grandes métropoles européennes grâce à son aéroport et à ses autoroutes, Tours qui bouge, crée, invente et s'invente sans arrêt, Tours la millénaire vous offre un avenir plein de couleurs.



Où apprivoise-t-on les globules rouges ?



Contact : Service Economique. Tél. 47.21.65.53



## MUSIQUES

Au Théâtre des Arts de Cergy-Pontoise

## Hélène Delavault vampe la Révolution

Plus Charlotte Corday que Madame Sans-Gêne, toute vêtue de rouge, vraie républicaine, Hélène Delavault n'a jamais été plus belle, plus en voix, que dans ce tour de chant qu'elle a composé elle-même et qu'elle dédie à la Révolution.

Cette voix d'opéra, d'ancienne Carmen (elle fut l'une des trois cigarières de Peter Brook aux Bouffes du Nord), elle n'en joue plus tant désormais comme une diva. Mais comme une actrice de théâtre qui sait se faire désirer, elle adopte un ton détaché, chic, dans un registre souvent feutré. Et cette voix se porte — et porte — beaucoup mieux comme cela.

On l'avait quittée un peu pâle dans un spectacle Satie mis en scène dans la même salle par Marcel Bozzini. On la retrouve éblouissante, projetée couleur de sang sur un fond de scène enfumé, nusseux, malsain, souvent tricolore, forcément.

La mise en scène — c'en est une : on peut se croire au théâtre — est de Jean-Michel Rabreau. L'excellent musicien-chef d'orchestre qu'est Yves Prin, complice au piano de Delavault dans de plus anciens numéros de cabaret, signe les arrangements musicaux réalisés par un pianiste polyvalent, un vrai-faux clavecin et un faux-vrai accordéon (Jeff

Cohen, Vincent Loterie, Jean-Louis Martinet). Des arrangements, il en faut. Car les chansons dénichées par la belle Hélène dans les réserves de la Bibliothèque nationale, qu'elles soient anonymes ou signées pour la musique

par Madame Veto elle-même, ne comptent pas toujours parmi les perles que des solistes formés au Conservatoire comme elle se disputent.

Il y a un hommage à l'acte constitutionnel, une mélodie sur le nom des députés, une Marseil-

laise en cotillon furieusement féministe, un retour du soldat piteux ; un hymne à la liberté des nègres, surtout, dont on se demande s'il n'est pas un acte de sabotage de la contre-révolution.

Mais il y a aussi le Soldat de Schumann, les désespoirs poétiques de Chopin et, outre l'inévitable passage par Berlioz, de splendides complaintes réalistes de la fin du dix-neuvième siècle, dont des « Pénitents » à pleurer !

Le piège du « panorama commenté » a brillamment été évité. Certes on découvre, et non sans surprise, ce qui se chantait, de Coblenz à Paris, en 1789 et après. Mais on n'a jamais l'impression de célébrer ce Bicentenaire dont on va vite être écœuré.

Comme Jeanne Moreau dans le Récit de la servante Zerkine, Hélène Delavault a simplement trouvé son terrain de prédilection (la République est déjà engagée pour sept mois de tournée). Ce n'arrive qu'aux vamps, une chance comme celle.

ANNE REY.

★ Théâtre des Arts de Cergy-Pontoise, jusqu'au 27 novembre (tél. : 39-30-33-31). Puis du 8 décembre au 8 janvier au théâtre des Bouffes du Nord à Paris (tél. : 42-39-34-30).

Une rencontre avec Charlélie Couture

## Encore trois ans d'alpinisme

Après trois années de silence, Charlélie Couture remonte sur scène : trois soirs aux Folies-Bergère.

Charlélie Couture est apparu dans la chanson au début des années 80 avec une voix un peu osée, ussillarde — avec une manière d'investir complètement un personnage, avec une virulence tranquille, une façon de « décoller » à partir de quelques structures musicales, de quelques clés et de « se promener comme un singe ». Pour lui, le rock n'est pas simplement alors une musique. C'est l'« état d'esprit du doute, de la balance. Bien sûr que les sons qui choquent, qui crachent, indisposent ; les images scandaleuses et les slogans vengeurs, les gestes provocants, excitent des impressions brûlantes. Mais bien sûr aussi que

tout disparaît quand la salle se rallume, dès que la communion a poussé la grille le grand couvercle se referme, et chacun retrouve ses problèmes, chacun pour soi ».

« L'aventure d'un chanteur, dit Charlélie Couture, ressemble à celle d'un alpiniste qui commence dans l'enthousiasme, monte au haut de la montagne, plante un drapeau, s'assoit dix minutes, se gèle les fesses et redescend ».

« A mes débuts, je m'étais fabriqué une image : le chanteur nancien à la barbe et à la voix bizarre. Les gens se contentent volontiers de l'apparence. Ils admirent la poignée de la valise et ne voient pas l'intérieur ».

« Tout le monde comprend une chanson, chacun à sa manière ; il n'y a pas de honte à ça. Enfant, adulte, chacun, ses bonbons. Pourtant la chanson n'est pas de la poésie de supermarché. Les choses sont ce qu'on les fait. Quand j'ai com-

mencé à enregistrer des chansons, je me suis dit que j'arriverais à trente-cinq ans. J'en ai treize-deux. Encore trois albums, deux tournées, et je prendrai une autre route. Oh ! être sur scène, c'est fabuleux, cela donne des moments de joie religieuse. J'en profite comme tout le monde. Mais le paysage a changé, en dix ans, plus précisément l'usage qui est fait de la chanson comme du rock : ils sont plus présents, certes ; on les entend partout, mais sans vraiment les écouter. L'accumulation de produits rend ivre. Il n'y a plus d'écoute objective l'original est souvent occulté par la copie ».

Un auteur fondamentaliste

« Je n'ai jamais voulu vivre autrement qu'en fabriquant, en inventant ce qui me manquait ; mais la seule usine qui me suit partout, c'est ma cervelle mouillée, un corps avec des doigts. Les mots de mes

chansons, je les écris un par un. Je joue sur leur sens. Pour les vingt chansons des albums Solo boys et Solo girls, je les ai imaginées en 150 heures. Je suis un auteur fondamentaliste. Et il se trouve qu'aujourd'hui l'utilisation qui est faite de la chanson conforte les auteurs formalistes ».

« Aux Folies-Bergère, je mets en spectacle mes deux derniers albums : je raconte sous forme d'histoires une dizaine de tempéraments masculins et une dizaine de tempéraments féminins. Après, j'ai chassé dans une quarantaine de villes, m'accompagnant avec la guitare de Pierre Ellane, avec qui j'ai travaillé à Nancy et qui vient d'arrêter sa propre aventure d'auteur-compositeur-interprète pour entrer au monastère... »

CLAUDE LÉQUETTER.

★ Les Folies-Bergère les 15, 16 et 17 novembre, à 20 h 30.

« L'Histoire du soldat » par le Campagnol

## La vérité de l'essentiel

Un théâtre de tréteaux, des acteurs « philosophes », des musiciens pour fête de village, c'est tout ce que voulaient Ramuz et Stravinski, et que l'on trouve à Bagneux.

Le Théâtre Victor-Hugo à Bagneux, une salle agréable, anonyme. Le Campagnol, centre dramatique national de la banlieue sud, donne six représentations de *L'Histoire du soldat*. Un public attentif, anonyme lui aussi, éclate en applaudissements. Ce pourrait être dans des dizaines d'autres salles, mais c'est à Bagneux aujourd'hui que chacun reçoit le conte de Ramuz, le savoureux dans son Oscar comme du bon pain. Il vient par la magie du théâtre, par ces acteurs en chair et en os, et ces musiciens qui jouent pour nous comme un soir à la campagne. C'est tout autre chose qu'à la télévision.

On a beau connaître le texte mot à mot, on est toujours étreint par cette sagesse des humbles qui nous dit qu'« on n'a pas le droit de tout savoir », qu'« un bonheur est tout le bonheur, deux c'est comme s'il n'y en avait pas », que « tout est rien, tout est comme rien ». A qui ne parlerait-elle pas, qu'il soit savetier ou financier, cette vérité de l'essentiel ?

Le metteur en scène Jean-Claude Fouchenet est resté très justement,

modestement, au premier degré de l'œuvre, car malheur à celui qui veut jouer au plus fin avec Ramuz ! Deux jolies roulettes de comédiens encadrent un petit théâtre de tréteaux (décor et costumes de David Belou) devant lequel virevoltent d'excellents comédiens aux gestes spontanés, d'une invention très originale : un Soldat truculent, naïf et tendre (Xavier de Guillebon), un Récitant subtil qui transmet à merveille la « philosophie » du poète (Samuel Bonafant) et un Diable provocateur et bondissant (Philippe Devise). La charmante Princesse de Roser Montillo a quelque mal à soutenir la longue danse finale dont elle a inventé les pas.

Sur le côté, les musiciens de l'Ensemble 2e2m, dirigés par Renaud François, et en particulier le violoniste Serge Garcia, jouent avec sève l'étonnante musique de Stravinsky, réduite à l'essentiel, mais d'une habileté diabolique, sans cesse rejaillissant, sardonique, alors que, quelques instants auparavant, on croyait les musiciens en train de s'endormir...

Un spectacle qui serait tout à fait à sa place dans l'amphithéâtre de la Bastille, pour les animations de l'après-midi, auxquelles il faut commencer à penser.

JACQUES LONGCHAMPT.

★ Dernière représentation au Théâtre Victor-Hugo (14, avenue Victor-Hugo, 92220 Bagneux) le 15 novembre, à 20 h 30. Le spectacle sera repris du 3 au 12 février à Châteaufort-Malabry.

## CALENDRIER

## Classique

Kocchila à Grévin. — Par Herbert Henck, interprète à découvrir, les Heures persanes, cycle pianistique néo-romantique de l'un des compositeurs français les plus proches de ce siècle. La postérité n'a pourtant retenu que les orchestrations de Charles Kocchila !

★ Lundi 14 novembre, 20 h 30. Tél. : 43-58-75-10.

Toujours Beethoven par les Berges aux Casques-Elyées. — Encore dix quatuors de Beethoven par les Berges cette semaine : l'opus 18 numéro 3, les Harpes et le troisième, opus 130, ce lundi 14 ; l'opus 18 numéro 5, la Grande Fugue et le deuxième Raszumovsky samedi 19.

★ Les 14 et 19, 20 h 30. Tél. : 47-04-74-57.

L'Auvergne à Issy-les-Moulineaux. — Autre programme français inattendu autour des célébrations Vincent d'Indy en banlieue : de ce dernier, le pianiste Cyril Huvé joue (avec l'Orchestre de l'Île-de-France dirigé par José-André Gendille) la *Symphonie éternelle* ; avec les Chants d'Auvergne de Canteloube par la soprano Colette Alliot-Lagaz.

★ Vendredi 18, 20 h 30, Palais des Congrès. Tél. : 46-42-70-91. (Également, le 15 à La Ville-de-Bols et le 16 à Courbevoie.)

Brahms par Perlman à Pleyel. — C'est avec Grigori Itzhak Perlman enregistré l'une des versions de référence du Concerto pour violon de Brahms. C'est avec Barncorn et l'Orchestre de Paris qu'il le joue aujourd'hui. Mais Perlman dans Brahms, ça ne se laisse pas passer.

★ Mercredi 16, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-40.

Brüggen à la Sorbonne. — Les symphonies de Mozart, l'Héroïque de Beethoven que Franz Brüggen a gravées pour Philips avec son Orchestre du dix-huitième siècle ne sont pas près d'être oubliées. Voici la septième de Beethoven, l'ouverture de la Noce et la symphonie Prague de Mozart. A découvrir, sans exception.

★ Samedi 19, Grand Amphithéâtre de la Sorbonne, 20 h 45. Rés. : 43-96-48-48.

Parcell et Dumont à Versailles. — Falc'hon metteur Philippe Herreweghe et son Collegium vocale et instrumental concurrencent avec Brüggen ? Dumont et Dumont (Mozart « Memores ») et Parcell (Anthems et Te Deum) ne recueilleraient pas à la Chapelle royale du château de Versailles l'audience méritée.

★ Samedi 19, 20 h 30. Tél. : 47-66-30-49.

## Jazz

Petruciani à l'Olympia. — Installé en Californie, le pianiste prodige poursuit son parcours avec fougue, justesse et passion. Le mépris

ou l'ignorance n'ont pas eu raison de son talent.

★ Lundi 14 novembre, Olympia, 20 h 30. Tél. : 42-52-86-46 ou 43-74-90-24.

Concert pour Amnesty. — Humair, Cobo, Caumont, Guédon, Fleisher se réunissent au New Morning au profit d'Amnesty International.

★ Lundi 14, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Descheppe à Dancos. — Un guitariste aux idées très surprenantes. Philippe Descheppe présente un trio d'architecture nouvelle : Michel Godard au tube, Micoen Macher aux percussions, pour procéder à la mode.

★ Vendredi 18, Dancos. Tél. : 45-84-72-00.

Archib et Horace à Marne-la-Vallée. — Archib Shepp et Horace Parlan en duo, le ténor et le pianiste de Mingus. La voix du blues ou les audaces insouciantes. Le rêve qui passe. Le jazz body and soul, corps et âme.

★ Samedi 19, La Marie-Guédon (Torcy-Marne-la-Vallée), 22 heures. Tél. : 60-05-51-63.

Triana à Bayona. — L'esprit mythique du faubourg gitano de Séville. Triana avec des guitaristes, des danseurs (le groupe d'Angelita Vargas) et des chanteurs de premier plan : Naranjito de Triana, avant tout.

★ Samedi 19, Théâtre municipal de Bayona, 21 heures. Tél. : 59-59-03-11.

## Variétés

Sado : deuxième soufflé. — Il y a deux ans, le show-biz d'embranchait pour Sado. *Diamond Life* et *Pro-mise* se vendaient à plus de quinze millions d'exemplaires. En tournée, la chanteuse — second enfant d'un enseignant nigérien et d'une infirmière anglaise — décevait avec une musique programmée, plus proche de la « musak » que du jazz. Un nouvel album (*Stronger than pride*) et un son différent, plus net, plus excentrique aussi, l'amènent aujourd'hui à entreprendre après Bercy une deuxième tournée.

★ Mercredi 16, Bercy, 20 heures. Tél. : 43-42-01-23.

Michel Rivard : seul sans doute. — L'ancien chanteur et compositeur du groupe québécois Beau Dommage revient avec les « drôleries » de la vie et des monologues « poétiques » semés entre des chansons superbes comme *Un trou dans les nuages*. Je voudrais voir la mer.

★ Du 15 au 19 novembre, Batclan, 20 h 45. Tél. : 47-00-30-12.

Jacques Higelin : fustigé. — Il se glisse dans le rock, le blues, le jazz, la ballade et présente avec un groupe de musiciens renouvelé un nouveau spectacle : *Tombé du ciel*.

★ A partir du 15, Grande Halle de la Villeite.

## POUR LA PREMIERE FOIS A PARIS

c'est dimanche

JEROME DESCHAMPS

Du 7 au 30 décembre

Centre Georges Pompidou

LOCATION OUVERTE : 43450737



# Communication

## Lancement de « Max » et de « Perfect »

es.  
our  
ire.  
ux,  
dre

idé-  
tra-  
upe  
fait  
éfé-  
tral. Le  
iflit  
Tji-  
est  
tifs  
, en  
5 %  
ux  
éclé-  
e ». Les  
nde  
ux  
dé-  
est  
uo-

lus  
pas  
du  
se  
ige  
ité,  
es  
ion

## La création du « Standard » bouleverse le marché des médias autrichiens

« **Anschluss  
meditatione** »

L'intérêt des groupes ouest-allemands pour le marché autrichien s'explique par la sévérité de la loi autrichienne en RFA mais aussi par l'enjeu local. La suppression du monopole de la radio et de la télévision est toujours à l'ordre du jour à Vienne. Les groupes de presse déjà implantés en Autriche bénéficieront donc, au jour J, d'une meilleure base de départ que leurs concurrents à l'étranger.

**WALTRAUD BARYLL**

■ Après l'éclat de *Today*, Eddie Shaw lance « The Post ». — Eddie Shaw, président de la compagnie Messenger Nationwide, qui édite vingt-cinq journaux dont de nombreux gratuits, a lancé le 10 février un nouveau quotidien (sevenday). The Post, qui paraît tous les jours, est vendu à 1 franc, comme les autres journaux de la chaîne. — Eddie Shaw avait déjà fondé un quotidien populaire, *Today*, en mars 1986, qu'il avait revendu à la suite de problèmes financiers au groupe Lonrho, présidé par M. Tim Rowland. Ce dernier l'avait ensuite cédé au patron de presse américain M. Rupert Murdoch, en juin 1987.

● Robert Maxwell ne se désengage pas totalement de l'imprimerie de travail. — Après avoir annoncé, le 4 septembre, son souhait de revendre les imprimeries de travail (hors presse) de la British Printing and Communication Corporation (BPCC) qui font partie de son groupe, M. Robert Maxwell a précisé, le 10 novembre, vouloir conserver entre 20 % et 40 % du capital de la BPCC. « Nous voulons conserver des investissements. L'imprimerie est une industrie très profonde, mais nous n'aurons pas de majorité de contrôle dans la future », a-t-il déclaré.

● **Robert Maxwell** ne se désengagera pas totalement de l'imprimerie de labour. — Après avoir annoncé, le 4 novembre, son souhait de revendre les imprimeries de labour (hors presse) de la British Printing and Communication Corporation (BPCC) qui font partie de son groupe, M. Robert Maxwell a précisé, le 10 novembre, vouloir conserver entre 20 % et 40 % du capital de la BPCC. « Nous voulons conserver des investissements. L'imprimerie est une industrie très profitable, mais nous n'aurons pas de majorité de contrôle dans le futur », a-t-il déclaré.

***« Aux frontières de l'aube », de Kathryn Bigelow***

Ainsi commence le film de Kathryn Bigelow *Aux frontières de l'aube* (Near Dark en v.o.), une histoire poético-fantastique. En effet - et on s'en est douté dès que Jenny Wright s'morde le cou d'Adrian Pasdar jusqu'au sang - nous avons affaire à des vampires modernes ; mais les modes de punks tout à fait traditionnels. On ne retrouve le chef au visage conturé, la cheffe pensante du groupe - et si nous l'apprenons constamment qui manie le couteau sans complexe), le tueur cinglé et ricanant, plus un de ces enfants maléfiques mis à la mode par Stephen King, et qui souffre de ses désirs d'homme dans un corps de samurai.

simplement un sous-produit fauché des *Guerriers de la nuit*, où des films de motards des années 60. Massacre sadique dans un bistrot perdu sur la route; poursuites; police encerclant un motel pourri; initiation du nouveau qui doit taper pour être intégré au groupe... Nous avons également droit aux débordements d'hémoglobine, aux maillages censés terrifiants, à la nuit bleue éclairée par des reflets de lune, à une poésie de clip sur fond de Tangerine Dream.

Enfin, nous sommes submergés par une blquette sentimentalo-moraliste, tellement mièvre qu'on se demande si finalement tout ça n'est pas pris dans un décalage ironique à la manière des frères Coen (*Arizona Junior, Sang pour sang*). Mais Kathryn Bigelow est plus près, semble-t-il, des Tangerine Dream que des Coen.

**COLETTE GODARD.**

**« Black Mic Mac 2 », « Un pigeon »**

## Harlem-sur-Seine et un oiseau déplumé

Gabriel est dépourvu de ses vêtements et de son portefeuille par un faux médecin. Revenu à lui, il réclame sa veste gris argent, offre des récompenses pour la récupérer. Flairant une bonne affaire (effectivement !), Félix (Eric Blanc), photographe à *l'Africain de Paris*, l'aide à chercher sa fameuse veste... qui passe de main en main. Référence évidente au *Million*, de René Clair, dans une guirlande de gags assez bien venus.

**Black Mic Mac** 2 n'est pourtant pas la suite de **Black Mic Mac**. Thomas Gilou n'a pas remplacé la réalisation et Isaac de Bankola, le Lemmy baratinier et combinard, n'est allé ailleurs. Des acteurs noirs du premier film, il ne reste que le piqueux Félicité Wouassi, devenue chauffeur d'un taxi dégingéle. Le principe du scénario (à cet effet, Albert Kaniotto) est pourtant resté le même. On ne le trouve, par hasard, peut-être dans le dernier numéro du côté de la Goutte-à-l'ail, la rue de Chartres, Gabriel (Marco Citti), qui a trop bu, est renversé par le taxi de Félicité Wouassi, recueilli par Innocence (Laurentine Millebo), opulente patronne de bistrots qui le croit envoyé par le dieu de la foudre pour devenir son époux.

Aux commandes de la mise en scène, Marco Paumy s'est résolument détourné de la peinture sociologique de *Black Mic Mac*, au profit d'un pittoresque et d'une loufoquerie rappelant — sauf qu'ici on ne se canarde pas à tous les coins de rue — les chroniques policières de Harlem par Chester Himes (*la Reine des pommes*, par exemple). Farces, escroqueries, combines, poursuites... tout cela se passe dans la bonne humeur avec un rien d'absurdité. Pour une fois qu'Éric Blanc n'est pas « le Noir qui imite les Blancs », cela

lui réussit. Mais il se fait coiffer au poteau par le jeune Yousef Dawa, en garnis qui fabrique des lettres d'amour, et par Charm Citti, le petit blond à l'œil, charmeur sous ses mines ahuries.

Le *Pigeon* revient lui aussi. Pas celui — chef-d'œuvre de la comédie italienne — réalisé par Mario Monicelli mais le *Vingt ans après*, d'Amadeo Tadini, qui montre Mastrotomi sortant de prison après avoir purgé sa peine et retrouvant ses anciens complices Vittorio Gassman et Tiberio Murgia. En fait, le *Pigeon* trente ans (1958) qu'il s'avance tenté leur cause minable et ce n'est pas étonnant qu'il aient pris un coup de vieux. Triste à dire, et à voir. D'autant que les gars sont sinistres : le fils homosexuel, la contrebande de faux billets, Mastrotomi déguisé en blonde au grand saisissement de la foule. Et le héros, Marcello s'est retrappé depuis. On le verra, bientôt, dans *Miss Arizona*, du Hongrois Pal Sandor.

**JACQUES SICLER**

## FESTIVALS

## Les difficultés de Sigma - à Bordeaux

## Une manifestation culturelle sans abri

Signa, vingt-quatrième du nom, a lieu depuis le 9 novembre 1988 à Bordeaux et pour la dernière fois sans doute sous les voûtes de briques de l'entrepôt Lainé. Témoin splendide de la gloire passée du négoce colonial, cet édifice abritait depuis quarante ans l'essentiel des manifestations. En 1974, pour ses dix ans, le Festival avait obtenu son installation dans les lieux qui furent par la même occasion sauvés de la décrépi-tude. Signa, dont l'image sulfureuse troublait la vie culturelle bien réglée des Bordelais, obtenait là un signe flagrant de reconnaissance.

L'administration cohabitait alors avec une troupe locale de théâtre, avec l'Atelier public d'architecture et d'urbanisme Arc-en-Rêve, puis ultérieurement avec le CAPC, musée d'art contemporain de la ville de Bordeaux. Cette dernière institution prend désormais le pas sur les autres locataires, en particulier sur le premier occupant.

Dans quelques semaines devraient commencer les travaux d'extension

de ce musée qui annexera la nef de l'entrepôt (vouée jusqu'alors aux spectacles vivants) et ses abîmes. Le conseil municipal de Bordeaux a, antérieurement, le 10 octobre 1988, un transfert de crédit de 20 millions de francs affectés à cette opération, qui bénéficie également du concours de l'Etat. Au total l'enveloppe s'élève à 17,7 millions de francs.

Sigma doit donc partir. Cette perspective était dans l'air depuis près d'un an. « Il n'y a pas de secrets. Il n'y en aura pas. Tout doit se faire d'un commun accord », assurait le maire Jacques Chaban-Delmas en mars dernier. « Par fidélité au maire », qui soutint seul contre tous les balbutiements du festival, Roger Lafosse, le « père » de Sigma, s'incline à contrecoeur. « D'autres murmurent qu'on « baste comme des gueux » hors de l'Europe et ceux qui en firent la réputation.

« Nous avons toujours cherché à offrir un échantillon des probables ans nous en tenir à l'avant-garde

institutionnelle », résume Roger Lafosse. « Offrir un tremplin à des créateurs est fondamental. » Devançant le reproche d'un sous-emploi de l'entrepreneuriat hors festival, Roger Lafosse se justifie : « Nous avons aussi tenté d'entretenir une activité permanente. Peut-être n'avons-nous pas bien rempli cette mission mais nous n'avons quand même pas laissé le terrain libre. »

Une réduction de l'enveloppe du ministère de la culture, singulièrement de la Direction de la danse, a

d'autre part on pour effet cette année de supprimer un projet de coproduction d'un spectacle du chorégraphe François Verret. Optimiste par nécessité, Roger Lafoisse balaise d'un geste ces « problèmes endémiques financiers », rappelle la pérennité de l'enveloppe municipale, et conclut : « L'idée d'une annulation du Festival n'est pas envisagée ».

Reste à savoir en quel lieu Sigma célébrera en 1989 son vingt-cinquième anniversaire.

**GINETTE DE MATHA**

# RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUE CONTEMPORAINE

## METZ 17-20 NOVEMBRE 1988

### RENSEIGNEMENTS : 033 87 15 14 38

**JEUDI 17**

- 17 h 30 Ecole des Beaux-Arts  
Musique pour 12 voix de femmes  
17 h 45 400 percussions électroniques  
18 h 30 Musique de J. Messiaen, Y. I. Alaya
- 20 h 30 Théâtre Municipal  
Les quatre-vingt-neuf millions de dollars  
20 h 45 400 percussions électroniques

**VENDREDI 18**

- 17 h 30 Temple Neuf  
Musique pour 12 voix de femmes  
17 h 45 400 percussions électroniques  
18 h 30 Musique de J. Messiaen, Y. I. Alaya
- 20 h 30 Palais des Sports  
Les quatre-vingt-neuf millions de dollars  
20 h 45 400 percussions électroniques

**SAMEDI 19**

- 18 h 30 Opéra Notre-Dame  
Musique pour 12 voix de femmes  
18 h 45 400 percussions électroniques  
19 h 30 Théâtre Municipal  
Les quatre-vingt-neuf millions de dollars  
19 h 45 400 percussions électroniques
- 19 h 30 Théâtre Municipal  
Les quatre-vingt-neuf millions de dollars  
19 h 45 400 percussions électroniques

**DIMANCHE 20**

- 19 h 30 Cine 35  
Musique pour 12 voix de femmes  
19 h 45 400 percussions électroniques
- 15 h 30 Théâtre Municipal  
Les quatre-vingt-neuf millions de dollars  
15 h 45 400 percussions électroniques

Nanterre  Amandiers

JEAN-MARIE PATTE/MICHELLE OPPENOT  
COMTESSE DE SÈGUR

**VOTRE GRAND-MÈRE  
QUI VOUS AIME**

SPECTACLE PRÉSENTÉ AVEC LE PARRAINAGE  
DE LA C.G.E. ET DE MIDLAND BANK S.A.

**A PARTIR DU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1988**

LOCATION OUVERTE 1<sup>er</sup> 21.18.81  
3 FAX - BIJUTEL



## théâtre

**ERIC BLANC.** *Le Grand Edgar* (43-20-90-09), 22 h.  
**HECUBE.** *Genevilliers, Théâtre* (47-93-26-30).  
**LE DÉSÉPOIR TOUT BLANC.** *Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe* (42-43-17-17), 21 h.  
**TARTUFFE.** *Lectures, Point-Virgule* (42-78-57-03), 21 h.  
**CHANSON, HUMOUR ET FANTAISIE.** *Théâtre Marie-Bell* (42-46-79-791), 14 h 30.  
**PAROLES.** *Petit Mouparasse* (43-22-77-64), 21 h 15.

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15).  
Salle Richelieu. 0 Fin de partie: 21 h.  
**DAUNOU** (42-61-69-14). Monsieur Ma-  
sire: 21 h.

**EDGAR** (43-20-85-11). Les Babas-  
Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous  
dit de faire : 22 h.

**FONDATION DE L'ALLEMAGNE**  
(DEUTSCH DE LA MEURTHE)  
(42-38-09-13). Grande salle. On Der Monolog eines Radfahrers Lecture-Théâtre : 19 h 30.

**GYMNASE MARIE-BELL** (42-78-79-79). O Chansons, humour et fantaisie : 20 h 30.

**HUCHETTE** (42-36-38-99). La Cantratrice chauve : 19 h 30. La Leprieux : 20 h 30. Tokyo : 21 h 30.

**L'ESPACE EUROPÉEN** (42-93-66-68). Les Femmes d'Alger : 20 h 30.

**LE GRAND ÉCRAN** (42-93-00-99). Verdery : 20 h 15. Eric Blanc : 22 h.

**LUCIERNARE FORUM** (42-54-57-34). Les Femmes d'Alger : 20 h 30. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes et nouvelles arabes du XIV<sup>e</sup> siècle : 20 h 30. Les Femmes d'Alger : 21 h 30.

**MARSAIS** (42-78-03-53). La Grand levée : 20 h 30.

**MARIE STUART** (42-08-40-17). La Tentation de Saint Antoine : 20 h 30.

**MATHURINS (PETITS)** (42-35-00-00). Le Minotaure : 19 h.

**PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE)** (42-07-49-93). L'épénol est tombé : 21 h.

**PALAIS ROYAL (42-97-59-81).** ♦ Le Plaisir de la musique Rencontres du Palais Royal : 20 h 30.  
**POINT-VIRGULE (42-78-67-03).** ♦ Tartuffe (lectures) : 21 h.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89).** ♦ La Mouette : 19 h ♦ L'Etranger : 20 h 30.  
**THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70).** ♦ Notre pays, c'est l'esprit : 18 h 30 et 20 h.  
**TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).** ♦ Rifiotin dans les labours : 21 h.

**CACTUS BLEU** (43-38-30-20). Yves Marx, 23 h.

**CAVEAU DES OUBLIETTES** (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française, 21 h. Tous les soirs, chansons à la carte.

**GRANDE HALLE DE LA VILLETTE** (40-35-84-84). Jacques Higelin, 20 h 30.

**OLYMPIA** (43-61-82-25). 20 h 30, Michel Perruccini.

**UTOPIA JAZZ CLUB** (43-23-79-66). Music Hall Muzette, 22 h, fin.

**CENTRE D'ACTION POÉTIQUE** (40-36-10). Ensemble instrumental Camille Allera, 20 à 30, lin. Dr. Jeanne Royer. Avée M. Royer (récitants).  
**CENTRE DE POÉSIE** (40-36-10). Ensemble de Doboszy, Louys, Lajoux.  
**CENTRE D'ÉTUDES POÉTIQUES** (40-36-10). Arvid et Pœuri Parik. Hidayat et Rafat Khan, 20 à 30, lin. Strik, chant, ténor, timbre. Musique traditionnelle.

**FENICHE OPÉRA** (42-45-18-20). Jean-Marc Phillips, Alexandre Tharaud, 21, lin. Violon, piano, Programmes son.

**SALLE PLEYEL** (45-63-88-73). Orchestre de Paris, 20, lin. Avec Jacques Chabrier, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788

**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)**  
Les Portes tournantes (1988), de Francis  
Maniewicz, 20 h 30.

**CENTRE POMPIDOU GRAND ROYER**  
Vidéodanse : 200 vidéos en non-stop, un  
panorama de la danse contemporaine  
depuis dix ans. Jusqu'au 21 novembre, tous  
les jours de 14 h à 21 h - gratuit.

**SALE GARANCE, CENTRE  
GEORGES POMPIDOU (43-75-37-29)**  
Relâche.

[illegible][illegible]

**L'Opéra**, 11 heures, ball d'entrées (M. Potyver).

Aux Marais, autour de la place des Vosges, 12 h 30, méro Saint-Paul (V. de Lamoignon).

Le Palais de justice en activité, 12 h 15, 2, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

Versailles : les sociétés populaires, de café Anary au Repoir, 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

Saint-Mandé, sa tonnelle et non vieux cinéma, 14 h 30, méro Saint-Mandé-Touraine, sortie escalator (V. de Lamoignon).

Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges, 14 h 30, sortie méro Saint-Paul (Régénération du passé).

L'église Saint-Sulpice et ses sous-sols, 14 h 30, entrée (Art confessions).

Le symbolisme dans les collections du Petit Palais, 14 h 45, entré de l'exposition, avenue Winston-Churchill (Paris et son patrimoine).

Exposition "symbolisme", 14 h 15, Petit Palais (Arcus).

**PARIS-MUSÉES.**

Bonnard, Dufy, Vuillard, 12 h 30, Gaves monumentales : Delanquay, Musée avenue Winston-Churchill du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

Courbet, Dalou, deux artistes du dix-neuvième siècle, 14 h 30, Petit Palais (Musée d'art moderne).

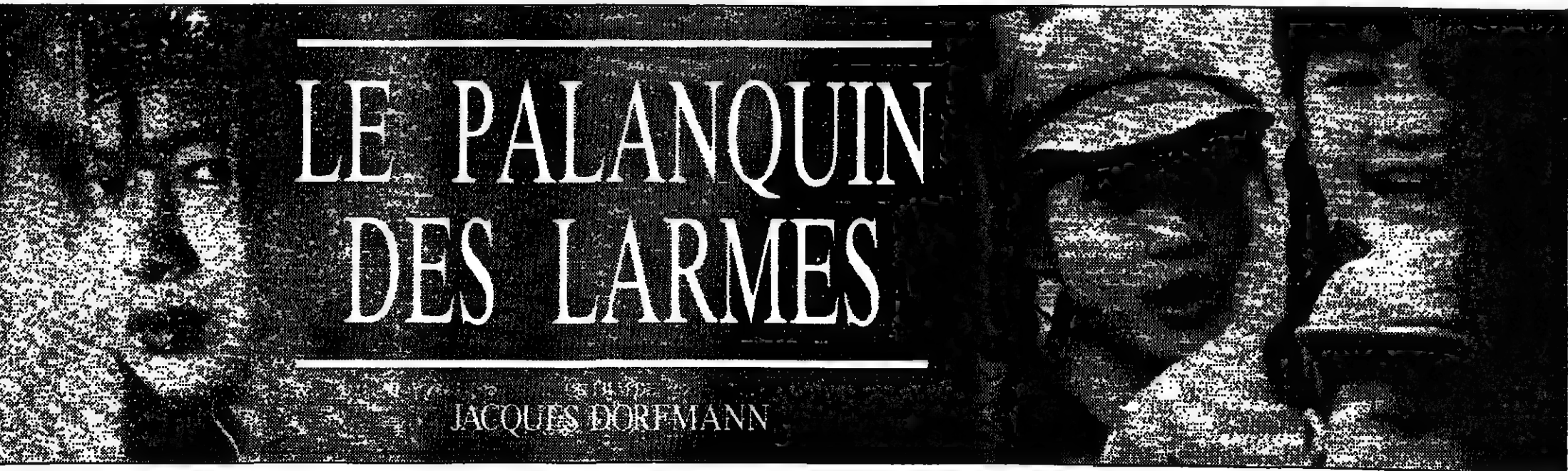
Bourdelle (1861-1929), atelier et œuvre, 14 h 30, 16, rue Amiaud-Bourdelle (Musée Bourdelle).

**MOMENTS HISTORIQUES**

Les collections dans les collections du Petit Palais, 10 h 30, entrée.

# LE PALANQUIN DES LARMES

JACQUES DOREMANN













# Le Monde

## ECONOMIE

Le Monde • Mardi 15 novembre 1988 23

### LE NUCLÉAIRE EN ASIE

## Une foi sans nuage

Face à un Occident qui doute  
les pays asiatiques auront, d'ici à l'an 2000,  
doublié leurs capacités de production électronucléaire.

**F**OIN des châteaux en béton, des forêts de pylônes et des gigantesques tours de refroidissement, orgueil du paysage nucléaire français ! La centrale d'Uclina est si discrètement nichée au creux de sa baie rocheuse qu'elle dépare à peine les rivages de l'île de Shikoku, la Côte d'Azur nipponne. Un curlet de bâtiments clairs, posés à l'échancrure des collines, une jetée, quelques cuves bleutées et un dôme blanc qui luit doucement au soleil d'automne.

Profil bas de rigueur. Là où EDF plastronne, les compagnies japonaises s'effacent au profit de l'environnement. A l'intérieur comme à l'extérieur des deux réacteurs, tout est brillant, net, presque gai, d'une propreté de clinique, conçu pour rassurer, séduire et convaincre une population traumatisée depuis quarante-trois ans. Hiroshima n'est qu'à 100 kilomètres, de l'autre côté de la mer.

En février une manifestation a réuni sur le site une bonne partie des habitants de l'île, affolés par l'annonce d'un essai de charge, une manœuvre certes délicate mais de routine. Et la construction du troisième réacteur, en chantier, a dû être retardée de trois ans en raison de l'opposition antinucléaire qui coupe la ville voisine en deux camps d'égal audience.

Un aléa qui laisse serine le directeur de la compagnie régionale d'électricité, comme d'ailleurs tous les nucléocrates japonais. L'énergie atomique est nécessaire, donc elle doit continuer. La contestation se renforce ? On fera avec... « Nous allons essayer de convaincre... » Vertu sacro-sainte du consensus !

#### La religion de l'efficacité

Comparés à cette perle de la technologie nipponne, la centrale d'Uclina, construite d'après un modèle français, sur la côte est de la Corée, fait presque figure de blockhaus. Massive, trapue, entourée d'un quadruple rang de barbelés, gardée par des soldats en armes et un char de combat, elle n'a de commun avec sa cousine japonaise que la technique.

Ici pas d'esthétisme, pas de fioritures. On n'a pas le temps : le premier réacteur construit en un temps record — moins de sept ans — devait absolument entrer en service en septembre 1988, à la

veille des Jeux olympiques. Pari réussi. Au prix d'un gros contentieux avec le constructeur Framatome.

Seule concession à l'opinion publique : le hall de présentation, où, maquette électronique à l'appui, on éblouit le badaud, de préférence étranger. L'opposition antinucléaire ? Le président de Kepco, l'EDF coréenne, hausse les épaules : machinations politiques, peut-être même fomentées par le frère ennemi du Nord. Musée, oublié, on n'en a cure.

Seule compte la vraie religion du pays : l'efficacité. Une efficacité qui se mesure en deux chiffres : en 1981 le nucléaire n'assurait que 6 % de l'électricité coréenne ; il en fournit aujourd'hui 53 % ! « Ici une ampoule électrique sur deux brûle déjà au nucléaire. Et la demande augmente de 15 % l'an.

Il faut continuer. On n'a pas le choix », explique le président de Kepco.

Une foi tranquille, partagée par tous les responsables à Tokyo, comme à Séoul, Pékin, Taipei, Delhi et ailleurs. Dans cette Asie saisie par le fièvre du décollage économique, le nucléaire, tout contesté qu'il soit, apparaît comme la seule solution d'avenir. Indispensable, donc prioritaire.

Une foi surprenante dans un monde qui doute. Au moment où tous les pays occidentaux ont soit gelé (Etats-Unis), soit ralenti (France, Grande-Bretagne), soit carrément remis en cause (Suède, Italie) leurs programmes, où

l'Union soviétique elle-même reconnaît que les suites de Tchernobyl risquent de chambouler ses plans, les pays asiatiques sont les seuls à poursuivre sans défaillance un développement nucléaire soutenu.

D'ici à l'an 2000, selon les prévisions du Commissariat français à l'énergie atomique, les capacités de production électronucléaire de l'Asie devraient doubler pour atteindre 80 000 mégawatts, soit 17 % du total mondial, contre 12,7 % aujourd'hui et 7,7 % en 1970. Le rythme d'équipement le plus rapide du monde — pays du Comecon exclus — 13 % des

centrales en construction, 20 % des réacteurs en commande. Pour ne parler que des plans déjà aboutis car, après le Japon, l'Inde, la Chine, le Pakistan, Taiwan et la Corée, de nouveaux venus se profilent, comme la Malaisie, l'Indonésie, voire à terme la Thaïlande.

Partis tard dans la course à l'équipement atomique, les pays asiatiques ont quasiment rattrapé leur retard. Le Japon est d'ores et déjà la quatrième puissance nucléaire civile mondiale avec un parc de 35 centrales et 28 000 mégawatts installés, assurant un bon tiers de la production électrique ; d'ici à la fin du siècle, il devrait conforter sa place en construisant encore une vingtaine de réacteurs capables de fournir 40 % des besoins électriques du pays.

La Corée du Sud et Taiwan figurent aussi, toutes proportions gardées, dans les cinq pays les plus « nucléarisés » du monde, pour la part de l'électricité assurée par l'atome, juste après la France et la Belgique. L'Inde et la Chine, plus en retard en matière de programmes civils, n'en multiplient pas moins depuis longtemps le cycle du combustible.

#### Une maîtrise de la bombe

Si aujourd'hui tous se retrouvent dans un pari commun, les objectifs de départ et les stratégies menées par les différents pays de la région ont été très différents. D'un côté, les grandes puissances militaires, Chine et Inde, ont d'abord consacré tous leurs efforts à la maîtrise de l'arme atomique. Les programmes civils qui ont suivi sont restés profondément marqués par cette orientation.

Le choix de filières purement nationales, dicté par un souci d'indépendance mais aussi par le manque de moyens financiers et industriels, a entraîné un retard certain dans l'équipement électrique. Ainsi l'Inde, dont le premier réacteur à eau lourde a été mis en service dès 1969, n'a-t-elle réussi depuis à faire tourner que neuf petites centrales d'une puissance totale de 1 710 mégawatts, quatre fois moins que la Corée partie treize ans plus tard, et n'assure-t-elle aujourd'hui qu'à peine 3 % de sa production électrique grâce à l'atome.

Comme la Chine, qui s'est lancée en 1955 dans la course à la bombe, mais n'a pas encore à l'heure actuelle une seule centrale

civile en activité, l'Inde est aujourd'hui confrontée à un choix de filière déchirant. Si elle veut boucher son bilan énergétique et atteindre les objectifs ambitieux qu'elle s'est fixés — 10 000 mégawatts nucléaires installés en l'an 2000 — elle doit renoncer à sa politique autarcique et recourir aux technologies étrangères.

De là serait ainsi sur le point de conclure avec l'URSS un contrat pour la fourniture de deux réacteurs de 1 000 mégawatts à eau pressurisée. Ce virage majeur, analogue à celui fait en France à la fin des années 60, lancerait l'Inde à son tour dans la course à la puissance.

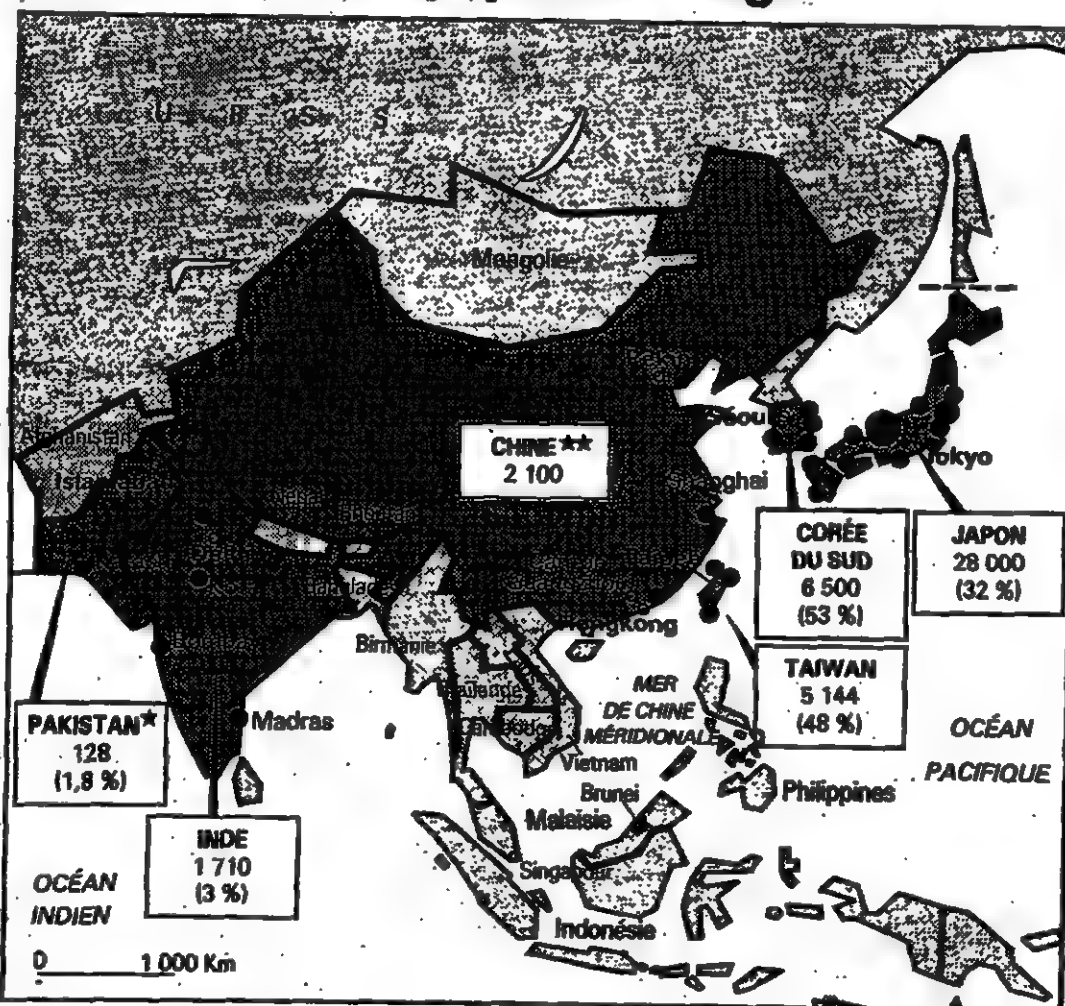
La Chine n'en est pas encore là. Pékin, après moult hésitations, a opté pour la construction de petits réacteurs nationaux de 300 puis 600 mégawatts, entièrement conçus par ses ingénieurs, même si les morceaux proviennent de l'Allemagne, etc. Et si Pékin a, il y a deux ans, passé commande de deux réacteurs de 950 mégawatts à la France, c'est pour satisfaire les besoins de Hongkong, confronté, comme les autres « dragons » asiatiques, à une envolée de sa consommation électrique, mais incapable, compte tenu de l'exiguïté de son territoire, de construire la moindre centrale.

Associé à 50/50 à la compagnie d'électricité du « rocher », Pékin pourra ainsi accéder, sans bourse délier, à la technologie occidentale, tout en poursuivant son propre programme national. Le modèle ferait école : la Malaisie pourrait à terme, assure-t-on dans les milieux spécialisés, étudier un arrangement du même type avec Singapour, autre « dragon », lui aussi coincé dans des frontières trop étroites.

Le développement choisi par le Japon et ses émules — Corée, Taiwan — paraît diamétralement opposé. Interdit de réarmement et soumis à une tutelle américaine jalouse, Tokyo a compris très tôt l'intérêt du nucléaire civil. Lancé dès 1966, sept ans avant le premier choc pétrolier, son programme s'est tout naturellement appuyé sur l'acquisition outre-Atlantique de la technologie des réacteurs à eau bouillante et à eau pressurisée, qui avait déjà fait ses preuves.

Uclina et Uclina.  
VÉRONIQUE MAURIS.  
(Lire la suite page 25.)

### Un équipement inégal



### HONGKONG 1997

## La mainmise chinoise

Présent partout, Pékin est devenu  
le premier investisseur étranger  
avec un total de 10 milliards de dollars.

**L**a fièvre du nouvel immeuble de soixante-dix étages de la Banque de Chine domine les gratte-ciel de Hongkong. Bientôt, de ses bureaux, on regardera de haut ceux de la Hongkong and Shanghai Bank, l'un des emblèmes de la présence britannique.

Le pouvoir est en train, inexorablement, de changer de main à Hongkong. Des affairistes nouveau style, dont les méthodes tranchent avec les manières très civiles de naguère, multiplient leurs OPA sur les « joyaux » des grandes familles ou des groupes qui ont dominé la colonie pendant près d'un demi-siècle.

Ainsi, depuis le milieu d'octobre, c'est un fleuron de l'hôtellerie internationale, le Peninsula, qui a été la proie des grands prédateurs. En cherchant à prendre le contrôle de ce prestigieux hôtel pour quelque 820 millions de dollars, M. Lo Yuesui, fils d'un promoteur immobilier local, s'est attaqué sans ménagement à l'une des plus vieilles et respectées familles de Hongkong, les Kado-

rie, juifs de Bagdad qui avaient fait fortune à Shanghai du temps des concessions, puis tout perdu et reconstruit leur empire à Hongkong. Lord Kadoorie, âgé de quatre-vingt-neuf ans, qui a confié la gestion de sa fortune à son fils, considère le Peninsula comme « son » hôtel et n'entend pas céder un bien visé pour la seconde fois en quelques mois.

La bataille pour le Peninsula est significative de l'évolution en cours à Hongkong. Lorsque, en mai, le milliardaire chinois Li Kashin, et deux autres puissants capitalistes de la place tentèrent de racheter rien de moins que la société immobilière Hongkong Land, du groupe Jardine Matheson, propriétaire du cœur de la colonie, le quartier symbolique de Central, on put conscience qu'une page était vraiment en

train de se tourner. Mais dans le cas des Kadoorie, la présence discrète des Chinois communistes, par l'entremise de China International Trust and Investments Corp., est révélatrice de la lente mainmise de Pékin sur Hongkong.

An cours des deux dernières années, la présence chinoise dans la colonie s'est puissamment affirmée. Elle ne se manifeste pas seulement par l'action de relations publiques de M. Xu Jiatun, directeur de l'Agence Chine nouvelle et représentant officiel de Pékin, qui est de toutes les « parties » du Hongkong qui compte, mais aussi par un travail d'implantation systématique. La Chine est présente partout : dans l'immobilier, la construction, les banques, la distribution, l'industrie ou la Bourse.

Un réseau d'interdépendance est en train de se tisser entre la

Chine et Hongkong, qui suscite chez les habitants des sentiments ambivalents. D'un côté, il rassure sur la volonté de Pékin de maintenir la prospérité de Hongkong après la rétrocession à la Chine en 1997 ; de l'autre, il inquiète, par l'incompétence, sinon la corruption, dont font preuve les cadres arrivés du continent pour prendre des cours accélérés de capitalisme. A terme, s'interrogent certains, des investissements de cette nature risquent de déstabiliser l'économie du territoire.

La Chine est devenue le premier investisseur étranger à Hongkong, avec un total cumulé de capitaux dans le secteur privé estimé à 8 ou 10 milliards de dollars américains. En 1987, les placements immobiliers de Pékin à Hongkong se sont élevés à 1 milliard de dollars américains, ce qui place les Chinois en troisième position, après les Japonais et les investisseurs locaux.

de Hongkong.  
PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 24.)

## La rencontre des talents

Adapter ses illusions à ses ambitions en vivant, étudiant et travaillant ensemble : telle est la philosophie de l'ISG. En France, aux Etats-Unis mais aussi en Asie, les professeurs de l'Institut conjuguent théorie et pratique pour former des professionnels confirmés et reconnus, comme les 5 000 anciens élèves partout dans le monde et à tous les postes.

**ISG**

Institut Supérieur de Gestion



## BIBLIOGRAPHIE

« LA FRANCE PAR L'EUROPE », de Jacques Delors et Clithène

## Les trois dimensions

JACQUES DELORS aime travailler en équipe. Il le prouve une fois de plus avec le livre qu'il signe en compagnie d'un certain Clithène. L'« inventeur » de la démocratie athénienne au sixième siècle avant Jésus-Christ retrouve ainsi un lustre qu'il n'aurait jamais dû perdre. Sous son nom cogite un groupe où se retrouvent aussi bien des membres d'Echanges et Projets, ou d'Esprit, que des personnalités sans casquette (1).

On sait les avantages d'un travail collectif, mais ses inconvénients sont souvent la rédaction pâteuse et l'écroulement des points. Ce n'est pas le cas ici. La plume a été fortement tenue et les formules ne manquent pas qui colorent agréablement le débat.

La structure du livre est habilement concentrique. Nous sautons du cercle mondial à celui de l'Europe pour nous attarder beaucoup plus longuement à l'intérieur de celui de la France. Cette vision n'a rien de dantesque. La France de 1993 ne sera pas le dernier cercle de l'enfer, comme certains voudraient le faire croire, parce qu'on sait ce qu'il faut accomplir pour l'éviter et que la pression de la nécessité nous aide.

## Une idée gaullienne

La nécessité, c'est l'ouverture sur le monde, choix irréversible puisque nous le vivons déjà dans l'ordre financier et monétaire, la complémentarité qui se nourrit des « avantages comparatifs », des accords de coopération pour la mise en œuvre de nouvelles techniques, l'exploitation de brevets, etc. En fait, écrivent nos auteurs, « ce qui unit entre eux les pays d'une même région est moins fort que ce qui les rattache au reste du monde ». Il n'en demeure pas moins que « l'inter-

dépendance apporte son corrélat de désordres et de ruptures ». L'Europe de 1993 permettra à la France de mieux assurer ses risques. C'est la thèse centrale du livre.

Pendant quelque deux cents pages, Jacques Delors et son équipe vont s'employer à prouver que la France a les moyens de son ambition, mais qu'il faut bien connaître où le bât blesse. Très peu de chiffres dans cette démonstration. Non par peur d'effaroucher le lecteur, mais parce que « c'est dans la tête » que nous pays à mal, que l'essentiel de la question posée est d'ordre culturel, entendu au sens le plus large du mot : foyer de comportements aux racines plongeant loin dans l'histoire et résistant à certaines évolutions indispensables.

Aussi, faut-il passer de l'Etat protecteur et paternaliste à un Etat animateur, organisant en fonction des problèmes à résoudre la coopération et la confrontation entre services publics, élus et associations. Pour l'entreprise, la vieille idée gaullienne de participation est restaurée.

Un bon « climat éducatif » doit tendre vers une « école différenciée ». « Reconnaître les différences, c'est repérer les points forts des élèves faibles et les points faibles des élèves forts, pour organiser des horaires variables à l'intérieur de l'emploi du temps, et renforcer pour chacun ce dont il a le plus grand besoin. »

C'est enfin à la lutte pour l'emploi que le plus grand nombre de pages sont consacrées. Les raisons morales la justifient, bien sûr, mais aussi les coûts économiques, financiers et sociaux du chômage. Il faut, en France, « apprendre à vivre et travailler autrement ». Le plus urgent est de transformer les demandes

potentielles en expansion (loisirs, industrie culturelle, habitat, santé etc.) en création d'activités.

Mais il faut aller plus loin et « reconstruire l'emploi » en répondant aux défis de l'exclusion. Il convient d'« accompagner » le chômeur au fil des semaines ou des mois qui passent, en lui proposant, d'échec en échec, des informations, des suggestions d'orientation, de formation, puis des activités sociales rémunérées, avant, en dernier recours, le minimum social d'insertion. Enfin un thème cher à Echanges et Projets, celui du « temps choisi », est rappelé ici, qui doit pouvoir s'épanouir, mais sans réduire la compétitivité des entreprises.

## La remise en selle

Jacques Delors et son équipe n'ont pas cherché à puiser dans un « sac à malices » des procédés sophistiqués et inédits de remise en selle de l'économie française avant le rendez-vous de 1993. Si l'ouvrage mérite d'être lu de près, c'est parce qu'il propose une vision large, débordant des contours trop précis dans lesquels on enferme le sujet de la France dans l'Europe de demain. Plus l'on va, plus il faudra écouter ceux qui raisonnent dans les trois dimensions de la culture, de l'économie et de la solidarité.

PIERRE DROUIN.

(1) Citons ceux qui ont participé de plus près à la réalisation de cet ouvrage : Jean-Michel Bar, Isabelle Bouillot, Yves Chaigneau, Jacques Delors, Jean-Baptiste de Foucauld, Denise Maury, Jean-Louis Moynot, Jean-Marc Ozaren, Didier Oury, Bertrand Schwartz, Paul Thibaud, Jérôme Vignon.

\* La France par l'Europe, de Jacques Delors et Clithène, Grasset, 276 p., 96 F.

## HONGKONG 1997

## La mainmise chinoise

(Suite de la page 23.)

Avant les réformes entreprises par M. Deng Xiaoping à partir de 1979, la présence chinoise dans la colonie se réduisait à quelques grandes entreprises d'Etat. Avec la relative autonomie des provinces, on a assisté à une explosion d'implantations représentant les intérêts d'une province, d'une municipalité, d'une coopérative. Bon nombre d'entreprises doivent rendre des comptes à l'autorité de tutelle, mais non moins nombreuses sont celles qui, compte tenu des pesanteurs bureaucratiques, ne dépendent en réalité de personne.

Selon un recensement du service commercial du consulat américain, il y aurait sept cent cinquante-trois entreprises chinoises implantées à Hongkong. En réalité, il y en a certainement beaucoup plus, mais personne ne sait combien exactement. Les autorités de Hongkong ont renoncé à les dénombrer étant donné l'inextricable échec de participations croisées, d'entreprises mixtes ou tout bonnement de sociétés écrans auxquelles elles ont à faire.

## Le soutien officiel

Même les Chinois qui, il y a deux ans, avaient eu la velléité d'identifier leurs sociétés implantées dans la colonie ont dû déclarer forfait. Quand les recenseurs de China Resource Co., le grand groupe de Pékin, téléphonaient à ces sociétés, notamment celles originaires de la région de Canton, on leur racontait au nez, raconte un journaliste chinois. Beaucoup de sociétés sont en fait des prête-noms permettant à des entreprises du Guangdong (région de Canton) d'investir en Chine sous couvert d'une « joint-venture » de Hongkong en profitant des avantages accordés aux implantations étrangères.

Si ces sociétés plus ou moins clandestines sont là pour faire de l'argent (destiné à être réinvesti ou plus probablement à servir les intérêts privés de nouveaux privilégiés), Pékin n'en a pas moins maintenu son autorité sur ses « institutions » officielles. Certaines de leurs opérations sont destinées à stabiliser l'économie de Hongkong : l'injection de capital lorsqu'il le faut (participation de la Banque de Chine à l'opération de sauvetage de la Bourse après le krach d'octobre dernier) ou la défense des intérêts de Hongkong (intervention de la Banque de Chine en faveur du maintien de la parité fixe entre la monnaie locale et le dollar américain ou appui du gouvernement dans sa résistance aux pressions des Etats-Unis en vue d'une réévaluation).

D'une manière générale, les treize banques sœurs de la Banque de Chine implantées à Hongkong, dont les bénéfices ont augmenté en moyenne de 45 % en 1987 (60 % dans le cas de la Nanyang Commercial Bank),

sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans la vie financière du territoire. Elles gèrent déjà 20 % des dépôts, alors que 10 % des actions à la Bourse seraient contrôlées par des intérêts chinois.

Par d'autres investissements, la Chine est présente dans des secteurs où elle fait de l'argent : le transport maritime, le transport aérien (prise de participation dans Cathay Pacific et Dragon Air), les télécommunications ou l'immobilier. China International Trust and Investments Corp. a ainsi réalisé une opération remarquable en revendant à des Japonais 35 % plus cher un immeuble acheté cinq mois auparavant.

## Incompétence et corruption

Les Chinois contrôlent également les magasins hors taxe de l'aéroport, la société Kiu Fat ayant en 1987 enlevé pour un prix astronomique sa concession à la firme américaine Duty Free Shoppers. Le coup de main s'avère loin d'être rentable, étant donné la guerre sans merci que lui livre l'événement. Mais la grave hypothèque qui pèse sur la présence chinoise à Hongkong est la corruption d'une partie de ses représentants.

Dénoncé par la presse en chinois de Hongkong, ce fait est désormais reconnu par Pékin. Les indélicatesses des cadres chinois ont été évoquées lors de la visite en mai du vice-premier ministre Tim Jiyun, et des équipes d'« épurateurs » seraient actuellement à l'œuvre. Beaucoup de cadres corrompus ont eu le privilège de venir à Hongkong grâce à des passe-droits, non en raison de leurs qualifications. A l'incompétence s'ajoute le manque de scrupules : « Ils ont souvent un salaire de courtier, alors les tentations sont grandes », commente un observateur.

Il n'y a pas là qu'une question de mauvaise image. Les pratiques de certains cadres donnent, à tort ou à raison, aux habitants de Hongkong un avant-goût de ce qui se passera après 1997. En outre, elles confirment que la Chine est incapable, contrairement à ce que répètent ses dirigeants, de compenser le départ des cerveaux vers l'Australie ou le Canada par l'arrivée de cadres chinois.

## Des liens familiaux

Ces appréhensions, pour réelles qu'elles soient, ne doivent pas dissimuler un autre phénomène non moins important que la mainmise de la Chine sur Hongkong : les investissements des entrepreneurs de la colonie en Chine. Qu'il s'agisse de sociétés de Hongkong ou de « joint-ventures », les investissements ayant pour origine la colonie représentent désormais les trois quarts des implantations étrangères en Chine. Entre 1976 et 1987, ils se sont chiffrés à

5,6 milliards de dollars américains.

En d'autres termes, Hongkong est le premier investisseur étranger en Chine. On estime que 1,5 million de Chinois de la province de Guangdong travaillent directement ou en sous-traitance pour des entreprises de Hongkong. Les liens entre les habitants de la colonie et leur famille restée en Chine ou les relations diverses qui ont été conservées par-delà les idéologies facilitent les affaires.

Les industriels de Hongkong « délocalisent » leur production pour trois raisons : coût de la main-d'œuvre (dans le textile, un ouvrier coûte 75 dollars par mois dans le Guangdong et 35 dollars par mois à Shanghai), selon un entrepreneur de Hongkong qui investit 60 millions de dollars américains dans les teintureries à Shenzhen ; prix du terrain et des matières premières ; enfin, possibilité de tourner les quotas imposés aux importations des produits de Hongkong. Certains industriels font carrément le grand écart, comme cette entreprise électronique de Taipei qui, via Hongkong, a investi dans la zone de Shenzhen.

## Une rapide intégration

Il y a encore dix ans, on disait que Hongkong servait à la Chine à transformer des cochons du Guangdong en dollars. Aujourd'hui, Pékin draine de la colonie 30 % de ses devises : neuf mille camions passent chaque jour la frontière dans les deux sens ; trois mille cargos chinois par an relâchent à Hongkong (contre une centaine au début des années 70), et les entreprises de la colonie font travailler en Chine plus d'ouvriers qu'elles n'en emploient sur le territoire.

L'interdépendance entre la colonie et la Chine se traduit par une intégration de plus en plus rapide. « Pourquoi les habitants de Hongkong devraient-ils encore se tourner vers les Anglais ? », interroge M. Joseph Cheng, professeur de science politique à l'université de Hongkong. Dans le climat d'incertitude sur l'avenir qui prévaut à Hongkong, c'est au moins quelque chose qui ne fait de doute pour personne.

Les Britanniques se sont résignés à leur déclin. Les Japonais s'implantent à tour de bras pour être en bonne position en 1997. Pékin fait face à la gageure de rassurer une population qui a déjà fui une fois le communisme.

Les entrepreneurs locaux jouent avec pragmatisme la carte chinoise, tout en diversifiant prudemment leurs avoirs à l'étranger. L'élite se fait faire des visas d'émigration, et la grande masse est consciente de son impuissance. Hongkong continue à prospérer, désormais dans l'ombre de la Chine, avec l'énergie que confère à toute entreprise la conscience du temps compté.

de Hongkong, PHILIPPE PONS.

UNION NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

ROBERT SCHUMAN par RAYMOND POIDEVIN témoignage de RAYMOND BARRE POLITIQUES &amp; CHRÉTIENS 4 256 p. BEAUCHEVNE, 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. 01 45 48 29 28

TROISIÈME VOLUME DE LA COLLECTION « MANIÈRE DE VOIR »



AFFAIRISME INFORMATION ET CULTURE DE MASSE

Les grandes manœuvres dans l'audiovisuel et la rapide évolution des nouvelles technologies bouleversent complètement le champ de la communication. Quelques groupes géants contrôlent un nombre de plus en plus important de médias. Que devient, dans ce nouveau contexte, le pluralisme de l'information, une des garanties de la démocratie ?

Le Monde diplomatique s'interroge sur le sens d'une « communication » qui sème tant de confusion et qui, fascinée par les techniques, du marketing et de la publicité, réduit le discours de l'information et de la politique à ses dimensions les plus simplistes.

Pour ce nouvel affairisme, la culture est-elle autre chose qu'une simple marchandise ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS Tarif France : 42 F - Tarif étranger : 45 F (frais d'expédition inclus)

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :  
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08.

RENTABILISEZ VOS INVESTISSEMENTS

MULTI LOC' INFO  
VOUS PROPOSE  
LA LOCATION  
EVOLUTIVE  
sur matériels  
informatiques  
ICL DEC BUL...  
LOGICIELS  
BUREAUTIQUE

MULTI LOC' INFO  
VOTRE CONSEIL INFORMATIQUE  
PL. DE LA GARE  
69380 LOZANE  
78 43 97 55

LES AMPHIS NIESEC Le Monde UNIVERSITÉ DE NANTERRE

L'EUROPE FACE AUX QUATRE DRAGONS

JEUDI 17 NOVEMBRE à 12 h 30 UNIVERSITÉ DE NANTERRE AMPHI C - BATIMENT G

avec  
Jean-Pierre LANDAU, directeur adjoint de la DREE (ministère de l'économie),  
Philippe LASSERRE, professeur au Centre Euro-Asie (INSEAD),  
Frederic PARK, consultant international,  
Michel BOYER, responsable de « Monde Economie ».



## L'ALLOCATION DE FORMATION-RECLASSEMENT

## Un outil nouveau pour l'emploi

Prise de responsabilité des partenaires sociaux, le nouveau système accueille, depuis septembre, plus de vingt mille chômeurs.

des adultes), il est possible d'entreprendre une véritable politique d'adaptation à l'emploi.

## Une longue gestation

Il était temps que cette « révolution », saluée de toutes parts, soit mise en œuvre. Le COTI n'a pas donné son accord, il aura fallu attendre le 13 octobre pour que M. Jean-Pierre Solson, ministre du travail, puisse annoncer, à Rennes, que les vingt-deux régions avaient accepté la convention avec l'Etat et l'UNEDIC, avant de préciser qu'elles consacraient 300 millions de francs au programme. Et il avait fallu patienter jusqu'au 6 juillet pour que les syndicats et le patronat adoptent enfin les règles de fonctionnement de l'UNEDIC applicables pour les deux années à venir.

Dans son principe, en effet, l'AFR est issue de l'accord signé entre les partenaires sociaux après la négociation du 30 décembre 1987 sur la nouvelle convention d'assurance-chômage. Si l'original s'écrit, l'intérêt de la mesure tenait d'abord, à l'époque, dans ses avantages financiers et tactiques, l'UNEDIC étant une fois de plus menacé par le spectre du déficit.

Pour reformer le dossier, M. Philippe Séguin, alors ministre des

affaires sociales, proposa aux gestionnaires du régime une solution qui devait satisfaire tout le monde. L'Etat prendrait à sa charge la majeure partie de la rémunération et des frais de la formation des chômeurs, qui, pendant leur stage, ne seraient plus indemnisés par l'UNEDIC, sauf pour une somme forfaitaire de 1 000 F par mois et par bénéficiaire.

Ce sont les possibilités immédiates qui emportèrent la décision. Pour peu que l'UNEDIC sache bien utiliser l'AFR, ses dépenses en indemnisation diminueraient et les économies réalisées assureraient donc l'équilibre. Au passage, la limite de trois cents heures de stage qui s'était imposée à l'UNEDIC pourrait être dépassée. Le chômeur n'aurait plus à s'inquiéter de la continuité des versements et serait assimilé à un stagiaire de la formation professionnelle, non recensé dans les statistiques de l'ANPE comme demandeur d'emploi.

Enfin, la formule permettrait de mettre fin à un conflit latent entre l'Etat et les régions. Depuis la décentralisation, celles-ci supportent le poids de la rémunération des stagiaires en formation, et on leur propose, par ce biais, de s'associer à la politique d'emploi, grâce aux sommes ainsi libérées.

En fait, la manœuvre de M. Séguin n'était pas que conjoncturelle. Ainsi que l'ont amplement

démonstré les huit mois d'interminables tractations entre toutes les parties concernées, les circonstances de la naissance de l'AFR avaient moins d'importance que les objectifs fondamentaux poursuivis, et soudainement rendus accessibles. Un verrou sautait puisque l'indemnisation par l'assurance-chômage et la formation avaient été jusqu'à présent incompatibles.

L'AFR ouvrait la voie à un profond changement des méthodes d'intervention d'un système basé sur la protection passive des chômeurs, à un moment où certains des négociateurs, dont la CFTD, souhaitaient s'orienter vers une démarche active. Quoi qu'il en soit, au dire des responsables de la Force ouvrière, épuisée par les conséquences de leur acte, l'apparition de l'AFR signifiait la prise de responsabilité des partenaires sociaux dans la politique de l'emploi, au côté des pouvoirs publics, tous solidaires.

## L'image déformée

Ce faisant, la formule révèle difficile à jouer, après le relatif échec des conventions de conversion, qui assimilent la période de formation à un sas avant le chômage et par conséquent rebutent les éventuels bénéficiaires d'une formule, compliquée. L'AFR intervient dans un climat où l'image de la formation s'est déformée parce qu'elle se confond de plus en plus avec le traitement social du chômage et qu'elle s'identifie aux mesures d'accompagnement de la suppression de surcroît.

Malgré tous les avantages qu'elle présente, la formule devra donc attirer et convaincre, pour que ses résultats soient à la hauteur des enjeux. Tout le monde devra participer : pouvoirs publics, ANPE, AFPA, régions, mais aussi employeurs, syndicalistes, avant les intéressés eux-mêmes. Dans la lignée du crédit-formation, cher au président de la République et à M. Michel Rocard, l'initiateur de l'idée d'une « seconde chance », l'AFR prépare pourtant le chemin pour une démarche nouvelle : chaque demandeur d'emploi pouvant espérer améliorer sa qualification et ses chances de retrouver du travail par une formation à la carte et pratiquement individualisée.

Il reste à espérer que la mesure s'impose rapidement et qu'elle ne souffre pas trop du retard pris dans sa mise en application. Trop d'idées, parfois généreuses, et trop de dispositifs, parfois ingénieux, ont lamentablement échoué ces dernières années dans la politique de l'emploi pour des raisons à peu près identiques aux difficultés rencontrées par l'AFR. Pendant ce temps, le chômage a continué de faire des ravages.

ALAIN LEBASE.

## LE NUCLÉAIRE EN ASIE

## Une foi sans nuage

(Suite de la page 23.)

Pour n'effaroucher ni son opinion publique, a priori hostile, ni ses intenses étrangers, Tokyo a choisi, en dépit de la crise pétrolière qui aggravait ses besoins, un rythme de construction relativement modéré. Ce choix judicieux lui a permis de développer progressivement une industrie électronucléaire puissante, maîtrisant aujourd'hui totalement la construction des réacteurs, et d'éviter les à-coups qu'ont connus les programmes en Europe et aux États-Unis.

Aujourd'hui, contrairement aux entreprises occidentales, Mitsubishi, Hitachi, Toshiba et les autres n'ont aucun problème de plan de charge. Les perspectives de croissance de l'industrie nucléaire au Japon sont brillantes, assure, tranquille, le président d'Hitachi. La croissance est continue. Le gouvernement, qui orchestre et finance indirectement largement le programme — officiellement laissé à l'initiative privée, — a en effet maintenu ses plans presque inchangés, à 10 % près, en dépit du tassement récent de la consommation par rapport aux prévisions.

Suivant le chemin inverse de la Chine et de l'Inde, le Japon, ayant maîtrisé la construction des centrales, s'attaque désormais au cycle du combustible : enrichissement de l'uranium, retraitement des combustibles irradiés, stockage des déchets, etc. Une série d'installations en cours de

construction dans le nord du pays, à Rokkashomura, devraient d'ici à l'an 2000 assurer 30 % des besoins du pays dans ces domaines jusqu'ici jalousement gardés par les États-Unis et la France, principaux fournisseurs mondiaux.

Pour ce faire, les compagnies d'électricité nipponnes, associées aux industriels locaux et financées par le gouvernement, ont conclu l'an dernier un contrat de transfert de technologie (de 2 milliards de francs) avec la Cogema française et sa filiale d'ingénierie SGN, qui piloteront la construction d'une énorme usine de retraitement copiée sur le modèle de La Hague. Un virage décisif, qui confirme à très long terme le choix nucléaire de l'archipel. Bien qu'encore discret sur ses intentions, il est désormais clair que Tokyo cherche à se placer comme le principal fournisseur de la région Pacifique, voire de l'Occident, lorsque les programmes repartiront, comme l'espèrent les spécialistes, après l'an 2000.

Imitateurs fidèles du modèle japonais, Taiwan et la Corée du Sud ont choisi, eux aussi, après le premier choc pétrolier d'acquiescer à l'étranger les réacteurs nécessaires à leur décollage économique. Mais, plus pressés, moins gênés par la surveillance internationale, et, dans le cas de Séoul, moins contraints par l'opinion publique, les deux « dragons » ont mis les bouchées doubles. La Corée, avec huit réacteurs en

fonctionnement, trois en construction et sept à huit autres en projet, a battu tous les records mondiaux d'équipement puisque sa première centrale n'est entrée en service qu'en 1979, un an après Taiwan. La progression est d'autant plus remarquable qu'elle s'est accompagnée d'une « continuation » croissante des procédés. Sans avoir encore tout à fait développé l'outil industriel ad hoc, Séoul est aujourd'hui néanmoins capable de construire localement l'essentiel de ses réacteurs. La centrale d'Ulchin, commandée à Framatome, a déjà été à 70 % construite par l'industrie locale. Les deux prochaines tranches le seront à 100 %, la société américaine Combustion Engineering, titulaire du contrat, se contentant d'assurer l'ingénierie d'ensemble et la coordination du projet.

## Des concurrents dangereux

Ce développement à l'arraché permet à la Corée aussi d'envisager à terme l'exportation. Contrairement à Taiwan, qui, après avoir accompli un exploit parallèle, marque aujourd'hui le pas et, gêné par une contestation autant politique qu'écologique, a retardé depuis trois ans la mise en route de son septième réacteur, Séoul n'entrevoit aucune limite à son développement nucléaire, source d'indépendance et de progrès technique.

Les ambitions érudites de la région Pacifique dans le domaine

nucléaire recouvrent en Europe, et notamment en France, un accueil mitigé. Confortés dans leurs choix à long terme par la volonté de ces nouveaux partenaires, les industriels nucléaires occidentaux profitent pour l'heure du marché aussi créé. L'Asie est pour la Cogema, comme pour Framatome, Pechiney ou Alstom le principal débouché à l'exportation. Mais l'ambition risque de ne pas durer.

A terme, la concurrence des industriels nippons ou coréens risque de s'avérer fort dangereuse, notamment après des nouveaux venus. Ces pays, jusqu'ici exclus pour des raisons diverses — financières, géographiques ou politiques — de la course nucléaire, pourraient fort logiquement, s'ils décident à leur tour de se lancer, donner la préférence aux fournisseurs les plus proches.

Un risque, hélas ! inévitable. « C'était le meilleur moyen de valoriser nos connaissances », explique M. François de Wismecq, président de la Cogema, en justifiant le contrat conclu l'an dernier avec le Japon dans le domaine du retraitement « et aussi une façon d'élargir le club (des pays optant pour le retraitement) ». Une France isolée ne pourra pas imposer ses choix au monde entier. Une manière de dire que l'avenir du nucléaire, par bien des aspects, se joue désormais en Asie.

d'Orta et Uchin, VÉRONIQUE MAURUS.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

## La rencontre des meilleurs

L'ISA : un 3<sup>e</sup> cycle intensif de formation supérieure au management (MBA) ouvert à des participants de toutes origines universitaires ou professionnelles.

- Les ressources du Centre HEC-ISA (Jouy-en-Josas).
- Un enseignement par groupes compacts et motivés.
- 1300 postes de haut niveau offerts chaque année aux 100 diplômés.

Admission sur dossier, tests et entretien.

- Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre.
- Critères : potentiel, motivation, capacité de travail.

## L'ISA : 16 mois pour un MBA

## Réunions d'information Paris et Province

- PARIS** Le jeudi 24 novembre 1988, à 18 h 30, Cercle Franco-Américain, 1<sup>er</sup> étage, 9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>, Métro Franklin-Roosevelt.
- BORDEAUX** Le mardi 15 novembre 1988, à 18 h 30, Hôtel Pullman Merisadeck, 5, rue Robert-Lafont.
- TOULOUSE** Le mardi 13 décembre 1988, à 18 h 30, Hôtel Altée, 7, rue Labéde.
- MARSEILLE** Le mardi 10 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Altée, rue Neuve-Saint-Martin (1<sup>er</sup>).
- GRENOBLE** Le mercredi 18 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Alpotel, 12, boulevard Maréchal-Joffre.
- LILLE** Le mardi 24 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Royal-Concorde, 2 boulevard Camot.

RENSEIGNEMENTS : (1) 39-56-73-82 et (1) 39-56-73-79, ou écrire à ISA, 76350 JOUY-EN-JOISSA.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Votre 205 automatique en livraison immédiate c'est possible chez

NEUBAUER



4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

## Dirigeants prêts à changer

d'activité ou d'entreprise.

DEPUIS 12 ans, plus de 5000 dirigeants et cadres supérieurs se sont fait conseiller dans leur stratégie d'évolution personnelle et professionnelle par les consultants de Forgeot, Weeks.

La clé du succès ? Une réflexion personnelle précédant la prospection de la face cachée du marché international qui recouvre généralement plus de 2/3 des opportunités. Prenez rendez-vous pour un premier entretien confidentiel.

Forgeot, Weeks

PERSONAL CAREER CONSULTANTS

Paris : 50, rue St-Ferdinand, 75017. Tél. (1) 45.74.24.24  
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.42.52.49  
Bureau associé : Londres

L.M. 11/88



## La chronique de Paul Fabra

**P**OUR juger d'une politique, le critère le plus décisif est peut-être de savoir si elle est animée par une grande ambition ou par une idée fixe. Celle-ci n'est pas toujours facile à trancher, surtout si on essaie de la faire ex ante, comme disent les économistes, c'est-à-dire avant d'en connaître le déroulement.

Au début des années 70, le gouvernement français, fortement aiguillonné par le lobby de la Rue de Madrid (Chambre syndicale de la sidérurgie), s'était assigné pour objectif prioritaire de dépasser l'Allemagne pour la production d'acier. Au moment où l'on préparait le grand projet de loi, l'industrie sidérurgique avait déjà cessé d'être le principal moteur du développement économique. Les indices de son déclin relatif ne manquaient pas. Un Roger Martin, qui était alors président du groupe Pont-à-Mousson-Saint-Gobain, les avait identifiés et annoncés une bonne dizaine d'années auparavant. Mais le propre d'une obsession est de rendre inattentif aux signes.

C'est sur un autre terrain et vis-à-vis d'un autre modèle que s'est déplacé l'esprit de compétition. Depuis le « big bang » — qui a renouvelé de fond en comble le fonctionnement de la Bourse de Londres, Paris ne rêve que d'une chose : se poser en rivale continentale de la City. Il serait inconvenant de comparer cette vaste entreprise, qui occupe les services de la Rue de Rivoli depuis 1985, à la construction des hauts-fourneaux méditerranéens, auxquels il vient d'être fait allusion. Qui pourrait, à ce stade, en prédire le succès ou l'échec ? Nos voisins d'outre-Manche prennent, pour leur part, au sérieux la menace d'une concurrence française.

Sous prétexte que le krach d'octobre de l'année dernière n'a pas été suivi de la récession attendue, on semble, en France tout particulièrement, enclin à conclure de l'absence de conséquences économiques visibles, à l'insistance d'effets proprement financiers de la crise financière. Pourtant, à Wall Street, d'où était parti le séisme, il n'est que trop clair que celui-ci a laissé des traces profondes. Les marchés de titres, tels qu'ils fonctionnent à New-York et à Chicago,

inspirent au public et aux opérateurs comme une sorte d'indéfectible méfiance, même si on continue à y jouer, en faisant constamment monter les enchères, aux fusions et aux OPA, hostiles ou amicales. Or on n'a de cesse en France d'aligner nos méthodes et nos instruments sur les pratiques américaines. En témoigne l'ouverture, la semaine dernière, de deux marchés sur indices boursiers.

La réforme de la Bourse, entreprise depuis trois ans, repose tout entière sur la conviction qu'en élargissant la base financière des intervenants sur le marché — les anciennes charges indépendantes d'agents de change ont cédé la place à des sociétés de Bourse, dont les banques sont appelées à devenir les principaux actionnaires — et qu'en créant des marchés dérivés, types MATIF et MONEP (options sur actions), on assurerait à la Bourse dans son ensemble à la fois une plus grande sécurité (couverture des risques) et une plus grande liquidité. Ce dernier terme en l'occurrence vise l'essentiel : la certitude de trouver un acheteur. La Commission des opérations de Bourse (COB) a beau, dans son dernier rapport, parler, à propos de ces deux objectifs, d'une « illusion », rien n'y fait. Refuserait-on, à nouveau, d'examiner les signes, fussent-ils concordants ?

Ce qui conduit à se le demander est la confusion des genres à laquelle on assiste. Le gouvernement, tout à ses fins, aurait-il cessé de s'interroger sur la compatibilité des moyens mis en œuvre ? Peut-on à la fois moderniser le marché de Paris et recourir à des opérations de marché pour faire sentir l'influence de l'État sur des entreprises récemment dénationalisées ? Et la modernisation du marché de Paris, avant de passer par l'adoption de nouvelles procédures directement imitées des Anglo-Saxons, n'aurait-elle pas pour condition une profonde remise en ordre de notre appareil financier, laquelle, malgré les apparences, n'a pas encore eu lieu ?

L'actuelle offensive montée par Georges Fèbureau et les alliés de Marcou Investissements pourrait y aider indirectement, mais pas pour les raisons invoquées par ces « raiders » qui n'ont pas dit leur nom (ils n'ont pas lancé d'OPA, ce qui aurait au moins permis de payer le même prix à tous les actionnaires). Le plus puissant de ces alliés n'est autre que la Caisse des dépôts et consignations. Or son rôle et ses moyens d'action posent des questions d'une importance cruciale, qui vont bien au-delà de l'affaire en cours. Dans un projet « maison » (mais largement diffusé), établi en 1982 par Robert Lion qui venait d'être nommé directeur général, le principe de neutralité, dont se réclame la Caisse, est défini, avec un humour peut-être involontaire, de la façon suivante : « Attention aux choix du pouvoir politique national et soucieux de les mettre en œuvre (...), la Caisse des dépôts n'est ni partisane ni intéressée. » Pas partisan signifie sans doute qu'elle sert successivement les gouvernements en place. Ce fut aussi le cas sous le gouvernement précédent à l'occasion des privatisations, notamment celles de Saint-Gobain et de Péchiney.

LES certificats d'investissement (ou titres participatifs) émis précédemment par ces deux sociétés avaient beaucoup monté sur le marché. Comme le prix des actions nouvelles devait s'harmoniser avec celui de ces titres déjà entre les mains du public, la hausse gênait beaucoup le ministre des finances de l'époque, soucieux de proposer un cours suffisamment attractif pour les petits porteurs. La Caisse des dépôts intervint pour le briser. Son action fut si efficace dans le sens souhaité par la Rue de Rivoli que la COB s'interrogea sur le bien-fondé d'opérations si manifestement destinées à influencer le marché. Incidemment, la loi du 22 janvier 1988 a réintroduit dans notre droit la sanction pénale de la manipulation des cours. Dans son rapport

annuel, la COB a finalement renoncé à faire la moindre allusion à cet épisode.

Les choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

Pour justifier l'immobilisation à long terme des ressources déposées à vue par les épargnants, la Caisse invoque la « stabilité » de cette « épargne liquide » : les retraits sont compensés par de nouveaux apports, et, sauf exception, le montant de ces derniers dépasse le montant des premiers. Tel est, mutatis mutandis, l'argument classique en faveur de la « transformation ». La vérité est quelque peu différente. On peut affirmer que plus un système bancaire et financier fait appel à cette méthode, moins il est liquide, au sens strict de ce terme. Une autre conséquence est le niveau élevé des taux d'intérêt.

La critique la moins trompeuse est la situation des emprunteurs. Un débiteur a

véritablement la maîtrise de ses affaires quand, à l'échéance, il peut effectivement choisir à sa convenance — parce qu'il dispose des rentrées nécessaires — ou bien de rembourser ou bien de renouveler son emprunt. S'il est obligé de prendre systématiquement ce dernier parti, il est nécessairement à la merci de ses créanciers : quand, au premier semestre de 1987, les retraits des livrets A dépassèrent les nouveaux dépôts, l'établissement de la rue de Lille fut comme saisi de stupeur. Quant aux prêteurs, ils se trouvent « collés » quand une part grandissante des créances qu'ils accumulent sont en réalité invendables, sauf à consentir une perte. Or, des cours déprimés pour les créances et un haut niveau des taux, c'est tout un...

L y a un siècle, la Caisse des dépôts employait ses ressources, à concurrence de 80 %, dans l'achat de bons du Trésor. A l'époque le budget était en équilibre. Les titres émis par le Trésor étaient destinés à éponger des déficits temporaires (l'Etat pouvait donc les rembourser sur ses recettes fiscales). Disposant d'actifs à échéances très rapprochées, la Caisse était, vis-à-vis des déposants, un débiteur véritablement liquide. Aujourd'hui, la proportion est pratiquement inverse : la part de ses avoirs liquides (bons du Trésor, placements sur le marché monétaire) ne représente qu'environ le cinquième du total des achats.

Sous prétexte que le marché des titres s'est beaucoup développé, on voit maintenant la Caisse investir massivement en actions. Il y a une quinzaine d'années, des esprits forts proposaient que la Banque de France, au lieu de se contenter d'acheter des créances à court terme, acquiesce des participations dans le capital des entreprises ! La Caisse des dépôts ne sort-elle pas parallèlement de son rôle en affectant à des achats de valeurs à revenus variables (et donc à cours fluctuants) des fonds dont l'origine est constituée par des dépôts pratiquement à vue ?

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

## Tout va très bien...

« **T**OUT va très bien, Madame la marquise... Chacun connaît la musique. Les revues de ce mois-ci nous proposent de nouvelles paroles.

Après le krach d'octobre 1987, un groupe d'experts présidentiels sur les mécanismes du krach (Presidential Task Force on Market Mechanisms) a été chargé d'analyser et de proposer. Efficacité américaine : six mois plus tard, le rapport était rédigé. Deux des membres du groupe, Bruce Greenwald, de *Bell Communications Research*, et Jeremy Stein, de *Harvard Business School*, en présentent la philosophie générale (1). Conformément à la mission qui lui avait été confiée, le groupe s'est attaché à comprendre ce qui s'était passé entre le lundi 19 et le mardi 20 octobre.

Ce qui a conduit à centrer ses analyses plus sur le fonctionnement des marchés boursiers que sur les déséquilibres fondamentaux : en outre, il lui est apparu que le déséquilibre d'octobre — dont il ne dénie pas la réalité — n'était pas dû au fait que les marchés auraient atteint quelque inexorable limite, tenant à un trop haut niveau de volatilité des cours au jour le jour. Il y a certes eu quelques dérèglements techniques

qui ont fait bouler de neige, une insuffisante transparence de l'information, l'absence d'une agence ayant une mission régulatrice : d'où les recommandations, purement techniques, du groupe.

Bref : un incident, une bêtise, la mort de votre jument grise... Mais à part ça, Madame la marquise, tout va très bien, tout va très bien... De son côté, la Federal Reserve Bank of Cleveland a « sponsorisé » une conférence sur les développements récents de la macro-économie — pourquoi donc les grandes banques françaises ne soutiennent-elles pas de semblables initiatives ? Parmi les thèmes abordés (théorie du cycle d'affaires, économie du travail, enseignement de la micro-économie sur les effets de la politique fiscale), Alan C. Stockman, professeur associé à l'université de Rochester, a examiné les apports théoriques concernant la finance internationale et ses incidences sur la politique économique (2).

Selon lui, d'importants progrès ont été faits dans l'utilisation de modèles d'équilibre général international du marché des actifs, dans l'étude des relations entre paiements commerciaux, balance des paiements

courants et taux de change, dans l'analyse de marchés financiers internationaux de plus en plus sophistiqués, dans l'analyse de la dynamique du taux de change et dans celle de systèmes alternatifs de taux de change.

Ces apports, Alan C. Stockman en conviendrait, n'apportent pas toutes les réponses aux questions de politique économique que suscite la situation actuelle. Plus précisément, souligne un des commentateurs de l'article, J. David Germany, comme ils se situent dans le cadre du cycle d'affaires réel, il convient d'utiliser leurs implications avec une certaine circonspection : car « la capacité des modèles du cycle d'affaires réel de rendre compte de quelques phénomènes économiques ne signifie pas que les responsables de la politique économique doivent faire comme s'ils vivaient dans le meilleur des mondes possibles ».

En particulier, reste ouverte la question de l'appréciation que l'on peut porter sur le déficit courant des Etats-Unis, sur ses origines, et sur les interprétations qu'en donne la théorie des « déficits jumeaux ». Ces problèmes sont au cœur du numéro que *Economie prospective internationale*, revue du CEPII consacre aux Etats-Unis (3).

Pour Rudiger Dornbusch, professeur au MIT — Massachusetts Institute of Technology — et James Poterba, professeur associé au MIT, et Lawrence Summers, professeur à l'université Harvard, les choses sont claires : dans le processus d'affaiblissement de la compétitivité industrielle qui est à l'origine du déficit commercial, la responsabilité des facteurs micro-économiques est secondaire par rapport aux « effets désastreux provoqués par la politique économique des Etats-Unis de ces dix dernières années » et notamment « les déficits budgétaires qui absorbent actuellement les deux tiers de l'épargne privée : une politique de change qui, de 1980 à 1985, a lourdement contribué au recul des parts de marché, et qui doit maintenant laisser le dollar poursuivre sa baisse ; des mesures protectionnistes dont le coût annuel est estimé à 10 milliards de dollars auxquelles il faut substituer une politique commerciale où les entreprises tirent profit de la division internationale du travail » (3).

En revanche, pour Philippe Delmas, conseiller scientifique au CEPII, et Geneviève Roy, assistante à l'université de Caen, c'est l'inverse qui est tout aussi clair : le cœur du problème industriel — et donc commercial — américain n'est pas de nature macro-économique. « C'est dans son organisation économique

et sociale que se trouve le vrai handicap comparatif de l'industrie américaine. Il y a là de multiples goulots d'étranglement qui empêchent la transformation de moyens supérieurs financiers ou technologiques en avantages compétitifs » (4).

Jean Pisani-Ferry, chef du département d'Analyses macro-économiques du CEPII, analyse avec une parfaite clarté les dilemmes devant lesquels se trouve désormais celui qu'il appelle dans son article « M. Bushakis » — nous savons maintenant qu'il s'agit de

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

« **l**es choses qui vont de soi, si elles sont dictées par l'habitude, sont celles qui vont le moins bien en les disant. La tâche principale de la Caisse des dépôts à laquelle Robert Lion, depuis six ans, a insufflé un dynamisme nouveau, reste la gestion des énormes ressources recueillies par les livrets A des caisses d'épargne : environ 700 milliards de francs. « La Caisse des dépôts », dit son directeur général (voir la Lettre mensuelle de cet établissement en date du 7 juin 1988), ne s'abrite pas derrière son statut original (...), elle s'efforce d'être en phase avec le monde qui change. » A l'union des ces changements, la Caisse des dépôts n'a cessé en vérité de l'être depuis la Libération. Dans les années 50, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, la Caisse devint le principal instrument de la « transformation » de l'épargne liquide en prêts à long terme accordés aux collectivités locales et au logement social. L'ampleur de son succès est devenu un obstacle à la modernisation du marché des capitaux et à la baisse des taux qui y sont pratiqués. On est ici au cœur des difficultés dont le système financier français est, par voie de conséquence, le franc ne sort pas encore sorti.

## Kaléidoscope

« **C**inq ans d'histoire des finances publiques en France : 1983-1987 », numéro spécial de la *Revue française de finances publiques*, 1988, n° 22.

● Les professions libérales, juridiques et judiciaires : revenus et conditions d'exercice, *Documents du CERC*, Centre d'études des revenus et des coûts, 4<sup>e</sup> trimestre 1988.

● France : retrouver une ambition (compétitivité, investissement, perspective 1992), *Politique industrielle*, automne 1988.

● Déréglementation et flexibilité des salaires aux Etats-Unis, *Economie prospective internationale*, revue du CEPII, Centre d'études prospectives et d'informations internationales, 4<sup>e</sup> trimestre 1988.

● Où va l'URSS ? Réforme économique et politique industrielle, *Politique industrielle*, automne 1988. Réformes au Vietnam et en Corée du Nord,

*Economie et humanisme*, septembre-octobre 1988.

● Les mégapoles du tiers-monde, *Economie et humanisme*, septembre-octobre 1988. Le Congo, banque de Brazzaville, *Politique africaine*, octobre 1988.

● Quelques enseignements récents sur la politique monétaire : immigration illégale et contrôle de l'immigration ; *The Journal of Economic Literature*, Summer 1988.

● Pour l'initié, le modèle Métrix et sa variante dévaluation, *Economie et prévision*, revue de la direction de la prévision, 1988, n° 4.

● Et, sur la nouvelle économie classique, l'économie keynésienne traditionnelle et les nouvelles théories keynéennes, *Brookings Papers on Economic Activity*, 1988, n° 1.



## SOMMAIRE

■ Le dégelage des bureaux distributeurs réalisé durant le week-end à l'initiative de M. Quilès a provoqué de vives réactions syndicales, notamment de la part de la CGT, et du Parti communiste (lire ci-dessous).

■ « Petites phrases » américaines et lourde intervention de la Banque du Japon se sont succédées pour tenter d'enrayer la chute du dollar (lire p. 29).

■ Le rapport Bloch-Lainé sur le financement du logement pré-

conise le remplacement des aides actuelles par une prime versée en une fois (lire p. 28).

■ Au Caire, les sociétés islamiques de placement sont en train de s'effondrer livrant à la panique des millions de déposants (lire p. 30).

## Après le déblocage des centres de tri

### L'agitation persiste dans les postes

Après les événements du long week-end du 11 novembre, la situation est d'une confusion totale dans les postes, déjà perturbés par les deux semaines de grève des chauffeurs-postiers de Paris.

Tôt le matin du 14 novembre, la CGT a appelé à des assemblées générales pour arrêter sa position, à la suite de ce qu'elle appelle « l'intervention des forces de police ». La CFDT est complètement divisée. Le Syndicat parisien des services postaux veut consulter ses adhérents sur « une grève reconductible », et l'union régionale CFDT des PTT prévoit de lancer un mot d'ordre de « grève générale dans les PTT » [...]. « Si la police intervient », la fédération CFDT des PTT, quant à elle, a tenu à rappeler dans un communiqué que « les forces de l'ordre ne sont pas jusqu'à présent intervenues » et qu'il n'y a pas lieu de mobiliser en vue d'une grève. « Tous ceux qui développent des informations contraires pour nuire à d'autres objectifs », insiste la fédération, manifestement en désaccord avec ses syndicats.

La fédération CFDT « regrette », en outre, que le « ministre ait géré

ce conflit à contresens et à retardement ». En conséquence, elle demande, comme la CGT, l'ouverture de négociations « sur les classifications des métiers des PTT ». De son côté, la fédération autonome « condamne l'attitude » de M. Paul Quilès, ministre des PTT, et appelle « à la mobilisation générale ».

De son côté, la fédération FO des PTT dénonce dans un communiqué « le jusqu'au-boutisme de certains éléments très minoritaires soutenus par la CGT » dans le conflit des chauffeurs postaux. Elle estime que « le ministre des PTT a décidé des mesures de nature à faire respecter la liberté du travail » et que « ces décisions relèvent de la responsabilité gouvernementale ».

Le déblocage des centres de tri de la région parisienne, commencé dans la nuit du 12 au 13 novembre et poursuivi dans la journée de dimanche avec l'enlèvement des « camions jaunes » qui barraient les entrées de bureaux de poste, dont la Recette principale de la rue du Louvre, a, d'une certaine façon, mis le feu aux poudres alors que la situation était déjà passablement compliquée.

Lundi 14 novembre, dans la matinée, trois garages sur sept avaient

repris le travail, c'est-à-dire ceux du Chemin-Vert, de Félix Faure à Aubervilliers, et d'Asnières. Dans deux autres, particulièrement combattifs depuis le début du conflit, les chauffeurs tenaient une assemblée générale et ne travaillaient pas. Au garage d'Arcueil, le personnel s'est prononcé pour la poursuite du mouvement, et dans celui d'Aubervilliers la direction des postes estime que 50 % du personnel est à son poste.

Comme la semaine dernière, des centres de tri de province sont toujours en grève, dont ceux d'Amiens, de Bordeaux et d'Orléans. Mais le mouvement gagne maintenant Nice, Marseille, Toulon, Toulouse et Nîmes, qui ont été bloqués au cours de la nuit du 13 au 14 novembre. C'est pourtant la situation dans les centres de tri parisiens et les bureaux de poste de la capitale qui est la plus préoccupante. Les « camions jaunes », qui bloquaient les entrées de bureaux de poste, ont été retirés par une société de dépannage, et du personnel d'encadrement, selon la direction des postes, est intervenu. A Bobigny, une délégation d'élus communistes a voulu s'interposer contre ce qui a été considéré comme « un coup de force ». Le préfet de la Seine-Saint-Denis, indique un communiqué, « a invité très courtoisement les manifestants et les élus à libérer l'entrée du centre. Les manifestants ont refusé de se retirer ». Un peu plus tard dans la soirée, une rencontre a eu lieu à la Préfecture, sans résultat. Ce centre est toujours bloqué, tandis que Créteil est très perturbé. Au total, quatre bureaux de poste parisiens, dont celui de la rue du Louvre, le plus important de France, avaient

également été dégelés, selon les mêmes méthodes. Jusqu'à deux heures, lundi matin, les forces de police sont restées en position à proximité du garage Keller. Si les bureaux de poste ont été approvisionnés en courrier, il y a 50 % de grévistes rue du Louvre et Paris-10 est bloqué.

Toute cette agitation fait suite à la décision de M. Paul Quilès de reprendre le contrôle des bureaux de poste et des centres de tri, à défaut d'en finir avec la grève des chauffeurs postaux. Les opérations ont commencé le samedi soir avec le centre de tri d'Issy-les-Moulineaux, et se sont achevées avec le déblocage de la Recette principale de la rue du Louvre, à Paris, dans l'après-midi du dimanche. Six compagnies de CRS, soit quatre cents hommes, avaient été réquisitionnées. Selon la direction des postes, les forces de l'ordre sont restées en position d'observation et n'ont jamais participé aux actions.

Cependant, les conditions d'intervention, pour le déblocage, ont provoqué de vives réactions et chargé d'électricité un climat déjà lourd. Si seule la CGT paraît en mesure, actuellement, de provoquer des débrayages, tout le monde s'attend désormais à des mouvements sporadiques, capables de retarder le retour au bon fonctionnement du service postal. Il y a actuellement 120 millions d'objets postaux en souffrance, et on estime qu'il faudrait trois semaines, sans conflit, pour que le trafic redevenne normal.

ALAIN LÉBAUBE.

## Vives protestations de la CGT et du PC

Le dégelage des centres de tri de la poste par des dépanneurs et la maîtrise des PTT, en présence de la police, a suscité de nombreuses réactions, en particulier de la CGT et du PC, qui l'assimilent à une intervention pure et simple des forces de l'ordre. Alain M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a dénoncé « l'intervention massive et violente des forces de police ». « La trêve contre les revendications de salaires et de dignité, c'est insupportable », a-t-il ajouté. Pour sa part, la fédération CGT des PTT a appelé à la « riposte immédiate », proposant dans un tract des « arrêts de travail massifs » à partir du lundi 14 novembre soit « une puissante journée de grève et de manifestations ». Selon elle, « la riposte s'impose pour mettre un terme à l'autoritarisme et obtenir l'ouverture de négociations pour la revalorisation de la profession ». Au nom du Parti communiste, M. Georges Marchais a « protesté » contre le fait que « les forces de police ont été envoyées contre des postes en grève », tandis que M. Roland Leroy, membre du bureau politique, a déclaré lors du « Grand conseil KTL-Le Monde » contre « la politique de refus d'examen sérieux des revendications ».

M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, a dénoncé quant à lui « l'intervention de la police nationale aux côtés des non-grévistes des PTT » et appelé à « manifester dès lundi soir ». Dans un communiqué, lundi, FO-PTT « confirme sa confiance dans le bon sens des militants et adhérents Force ouvrière, afin que les PTT retrouvent un fonctionnement normal dans les meilleurs délais possibles ». Les syndicats CFDT des PTT d'Ile-de-France « exigent le retrait immédiat des forces de police de tous les cen-

tres des PTT et la réouverture des négociations sur le conflit des chauffeurs ».

Dénouant la présence de la police aux abords du garage Keller et le « filtrage des entrées » opéré, selon la CFDT-PTT Ile-de-France, aux abords des centres de tri de la gare d'Anvers à Bobigny, elle assure, dimanche, que « si l'administration ne met pas fin dès ce soir à ce dispositif », elle appellera le personnel des PTT de la région « à se réunir et à partir en grève ».

## Les pharmaciens manifesteront le 17 novembre contre l'abaissement du prix des médicaments

Les pharmaciens d'officine ont décidé de descendre dans la rue, jeudi 17 novembre, « pour réclamer l'abrogation de l'arrêté » abaissant le prix des médicaments remboursés par la Sécurité sociale. Cet arrêté, publié au Journal officiel du 13 novembre, stipule que, dès mardi 15 novembre, les pharmaciens doivent « consentir un escompte de caisse de 2,87 % sur le prix de chaque médicament remboursable ». Lorsque ces médicaments portent les nouvelles étiquettes, le taux limite de marge brute hors taxe sera de 10,74 % pour le grossiste répartiteur et de 48,46 % pour le pharmacien d'officine. Ce qui correspond pour lui à une baisse de deux points du « taux de marge » qui passe de 32,44 % à 30,44 %.

Durant toute la semaine, les responsables des trois syndicats professionnels, la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF), l'Union nationale des pharmacies de France et l'Association de la pharmacie rurale ont tenté en vain de faire revenir le gouvernement sur sa décision. Samedi, malgré la proposition du ministre de la santé de « consacrer une partie de l'économie réalisée par la Sécurité sociale à une aide aux jeunes pharmaciens venant de s'installer depuis moins de trois ans » afin d'éviter que la baisse des marges « ne com-

promette leur équilibre financier », les dirigeants syndicaux télégraphient à l'Élysée et à l'hôtel Matignon pour demander audience au président de la République et au premier ministre. Sans succès.

L'économie, pour la Sécurité sociale, sera d'environ 1,5 milliard de francs, et cette mesure bénéficiera également aux mutuelles et aux assurés sociaux. Le gouvernement affirme de son côté que le taux de marge des pharmaciens français « reste un des plus élevés d'Europe », puisqu'il « est par exemple de 25 % en Grande-Bretagne et en Italie, de 35 % aux Pays-Bas et de 30 % en Allemagne fédérale ».

Les pharmaciens d'officine rétorquent que les prix sont plus élevés dans les pays européens et que la décision prise entraîne une baisse de 18 % du revenu de nombreux pharmaciens. Selon la FSPF, 1158 pharmaciens sur 21 633 risquent de se trouver acculés au dépôt de bilan. En effet, les jeunes pharmaciens s'endettent lourdement pour s'installer (l'endettement global de la profession atteint 20 milliards de francs) et c'est à partir de la sixième année d'exercice que le remboursement du capital pèse le plus sur le bénéfice net, et donc sur le revenu disponible.

## Air France a annulé seize de ses vols

En dehors des PTT, d'autres conflits sociaux perturbent la vie quotidienne en France.

● A la SNCF, les grévistes de grève déposés par la CGT, la CFDT et Force ouvrière pour des arrêts de travail à partir du 13 novembre à 20 heures (pour la CGT) risquent d'affecter la circulation des trains. Dès lundi 14 novembre, on craignait des difficultés pour le trafic régional à Dijon et à Lyon. Ces conflits ont un rapport avec les négociations salariales après les propositions jugées « insuffisantes » par les syndicats et, pour la CGT, avec sa journée d'action du 15 novembre.

● A Air France, une partie des mécaniciens au sol poursuit leur mouvement, avec des débrayages. La compagnie aérienne a annulé seize de ses vols moyen courrier et maintient tous ses vols long courrier.

● UTA n'est plus responsable d'Air Zaire. — La compagnie aérienne UTA, qui gère, depuis le 1er février 1988, la compagnie Air Zaire, a préféré rompre son contrat social avec son partenaire, en raison de la mauvaise santé de ce transporteur. Celui-ci aurait cumulé 200 millions de francs de pertes. Un comité de gestion a été nommé par le gouvernement zairais pour assurer le rétablissement financier de la compagnie. — (AFP).

à l'exception du Maurice-Paris via Moroni et Nairobi. La situation sera inchangée les 15 et 16 novembre.

● Dans les transports urbains de province, la situation est contrastée. Le trafic reprend à Saint-Etienne et à Lyon, le personnel devait se prononcer, le 14 novembre, à son vingtième jour de grève, sur l'issue des discussions entre l'intersyndicale et la direction menées par le médiateur, M. Paul Domjón. La direction propose une augmentation de salaire de 250 F par mois et une amélioration des conditions de travail. Les grévistes exigent une augmentation de 500 F. Par ailleurs, la grève se poursuit à Marseille et à Nice.

● A EDF-GDF, à l'appel de la CGT, des actions continuent qui visent à abaisser la production d'électricité, sans coupure de courant. Là encore, le mouvement correspond aux négociations salariales et au rendez-vous cégétiste du 15 novembre.

## Camions jaunes et camions blancs

Camions jaunes contre camions blancs. Dimanche soir 13 novembre, dans la cour de la Recette principale de la rue du Louvre, à Paris, quatre camions blancs ont été rangés en file. Des « civils », comme disent les postiers.

Ces camions privés sont remplis de courrier. Ils vont être déchargés, comme deux autres l'ont déjà été dans l'après-midi, selon le receveur principal, et les habitants des quatre premiers arrondissements de Paris avaient des chances de recevoir quelques pils lundi, pour la première fois depuis dix jours. Une vingtaine d'agents ont à leur poste, l'équipe de nuit est attendue. Aude, après l'assemblée générale du matin, le receveur ne fait pas de provision. « Nous verrons ce que feront les gens de 8 h 30. »

Les sept camions jaunes, qui ont bloqué les quatre entrées du centre de tri pendant les dix derniers jours, n'ont pas réagi, dimanche, à l'heure de la sieste, aux dépanneurs privés réquisitionnés par la direction des Postes. Les CRS ont supervisé l'opération de dégelage de ces piquets de grève non gardés par leurs chauffeurs, mais à une distance telle que le receveur ne les a « pas vus ».

Un camion jaune continue néanmoins, dimanche soir, à bloquer l'entrée principale du centre, rue Étienne-Marcel. Il s'agit d'une estafette de la perception,

à ne pas confondre avec les camions des chauffeurs en colère contre la privatisation. Elle a été placée là par les « collègues de l'après-midi », indique un postier qui, pour n'être pas syndiqué, « il se moquent de nous » jurait-il. — est tout de même venu d'Aubervilliers pour donner quelques conseils à l'équipe du dimanche soir.

Avant le week-end, prévoyant une probable « bêtise » du ministre, les agents du transbordement avaient décidé de se mettre en grève si les camions jaunes étaient déplacés et en tout cas de ne pas décharger les camions blancs. Il en venait à l'après-midi, l'après-midi, sous double prise de court, a élargi sa désapprobation à l'acte de cette estafette jaune, garée devant la grille, qui n'empêche pas grand-chose puisque les camions privés entrent par derrière.

Un agent qui prend son service, estime qu'on « ne va pas démanteler la nuit à quelques-uns » et propose d'attendre l'assemblée générale du matin. La non-syndicalité des d'agents n'a pas empêché l'enlèvement de l'estafette. « Si l'enlèvement, on s'arrête de travailler », offre le postier. « Non, coupe le collègue. Si tu arrêtes de travailler, tu es gréviste ».

CORINE LESNES.

## M. Quilès propose un « débat public »

Pour la première fois depuis sa nomination à la tête du ministère des postes, télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès a évoqué la nécessité d'un « débat public » sur le rôle et la place des postes et télécommunications dans la vie économique du pays. « Je préciserai prochainement dans quelles conditions sera conduite cette réflexion sur l'avenir du service public des postes et télécommunications ».

Cette déclaration, faite « à chaud », en plein conflit des postes, dénote une évolution dans la réflexion du ministre sur les PTT. Jusqu'ici, son attitude semblait surtout dictée par un souci de rassurer : à peine installé avenue de Ségur, il écrivait à ses quatre cent cinquante mille agents pour les assurer de son « attachement à la notion de service public » et de la « stabilité de leur statut ». Il reprenait cette dernière idée, le 20 juillet, lors de sa première conférence de presse, déclarant que le « changement de statut des PTT n'est pas à l'ordre du jour » et en repoussant toute « gestion à la hausse » des PTT.

Plus récemment, encore (le Monde du 14 octobre 1988), il annonçait, d'ici à la fin 1989, une nouvelle loi sur les télécommunications sans évoquer un seul instant la question du statut des PTT.

Aujourd'hui, les choses semblent avancer. Faut-il y voir un geste en direction des milieux économiques, irrités par la défection du service public, ou une menace voilée en direction des syndicats, généralement rétifs à une modification du statut des PTT ? L'arme mérite en tout cas d'être examinée avec prudence, l'entrée syndicale risquant fort de se refléter en cas de menace sur le statut des PTT.

F. V.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Valeo

Suite à divers commentaires, Valeo fait les mises au point suivantes :

- 1 - Valeo a présenté le lundi matin 7 novembre à la Société des Bourses françaises une demande de maintien de son offre publique d'échange sur près de 60 % des actions Epéda Bertrand Faure.
- 2 - Valeo a indiqué ce même lundi qu'il ne fera aucune surenchère sur l'offre publique d'achat déposée par Gefina et a précisé qu'il retirera son OPE lorsque l'OPA de Gefina deviendra irréversible, c'est-à-dire après obtention d'un soutien de toutes les autorités concernées, notamment le visa de la Commission des opérations de Bourse sur la note d'information Gefina.
- 3 - Valeo a été informé en fin de journée de ce même lundi 7 novembre par la Société des Bourses françaises de l'impossibilité d'un retrait conditionnel de son OPE, et qu'en conséquence son OPE était techniquement maintenu.
- 4 - Valeo prend acte de cette situation et confirme qu'il ne fera cependant rien pour entraver le bon déroulement de l'OPA Gefina.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ALSTHOM

#### CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DES TROIS PREMIERS TRIMESTRES 1988

Le chiffre d'affaires du Groupe ALSTHOM au cours des trois premiers trimestres 1988 s'établit à 16,4 milliards de francs contre 15,1 milliards de francs au 30 septembre 1987 marquant une progression de 9,3%. A structure comparable, la progression est de 15%. Par Division, la répartition est la suivante :

En millions de francs	Trois premiers trimestres 1987	Trois premiers trimestres 1988
Constructions Navales	15	1463
Électromécanique	4376	4815
Centrales Énergétiques	893	1120
Transports Ferroviaires	3247	3533
Appareillage Électrique	2846	2937
Transformateurs	846	796
Robotique et Matériaux	791	1196
Divers	2036	485
TOTAL CONSOLIDÉ	15050	16445

Le troisième trimestre a été marqué par plusieurs facturations importantes à l'exportation : 70 locomotives simples pour la Chine, 26 motrices pour le Métro du Caire, 8 voitures pour le Métro de San Francisco et 24 voitures pour celui de New York.

L'évolution constatée par rapport aux neuf premiers mois de l'année 1987 ne peut être considérée comme représentative pour l'ensemble de l'exercice 1988, l'activité étant constituée essentiellement par des affaires à long délai d'exécution.





# Économie

## Les propositions du rapport Bloch-Lainé

La mission confiée à titre personnel à M. Jean-Michel Bloch-Lainé par MM. Bérégovoy, Faure et Charasse (1) le 21 septembre dernier était à la fois claire et contraignante : inventer, à enveloppe budgétaire constante, un nouveau régime d'aide qui remplace le prêt aidé à l'accession à la propriété (PAP) et l'aide personnalisée au logement (APL) par une prime, versée en

une fois, d'un montant défini de façon précise, assortie de conditions simples de prix des logements et de taux des prêts, et versable pour l'achat de logements anciens sans obligation de travaux.

Le dispositif proposé par M. Bloch-Lainé prévoit donc la création d'un « prêt prime » qui remplacerait le PAP ou le prêt conven-

tionné avec un sans APL. La prime se présente comme une aide à la personne versée en une fois, et le prêt qui l'accompagne ne comporte aucune bonification d'intérêt, aucune « aide à la pierre ». Le système bancaire le financierait intégralement et, à terme, il n'y aurait plus aucun monopole de distribution des prêts aidés : c'est ce que les professionnels appellent la « banalisation ».

## LOGEMENT : une prime de 55 000 F pour un ménage gagnant de 9 000 F à 10 000 F

Le gouvernement se doit d'éviter que la « banalisation » du crédit ne se traduise par une hausse des taux d'intérêt pour les ménages aux faibles ressources, ce qui serait en contradiction avec l'objectif social de la réforme, une procédure de conventionnement serait instaurée entre l'Etat et les établissements prêteurs. Cette convention fixerait un taux plafond et des normes minimales aux prêts accordés aux bénéficiaires de la prime, prévoirait le versement direct de la prime à l'établissement prêteur, par un système de « tiers payant » et ferait obligation aux établissements financiers de participer à un fonds de garantie. Ce fonds de garantie des prêts primés prendrait la forme d'une société anonyme dont le capital serait apporté par les établissements conventionnés, l'Etat y conservant la majorité de blocage.

Les cotisations payées par les emprunteurs (un montant d'un dixième de point du taux d'intérêt permettrait d'assurer l'équilibre financier du système) financeraient une garantie couvrant une partie du risque (50 % par exemple) représenté par l'éventuelle cessation de paiement de leurs mensualités par

des ménages en difficulté. Cette limitation de la garantie a pour objet d'empêcher les établissements financiers d'accorder des prêts à des ménages trop fragiles, « ce qui reviendrait à reproduire la situation actuelle où le nombre des ménages sinistrés est excessif ». Une garantie hypothécaire couvrirait le reste du risque.

La « prime » elle-même devrait être personnalisée. Le critère essentiel d'attribution serait bien sûr le revenu des bénéficiaires, avec une modulation en fonction du nombre d'enfants. La détermination d'un seuil minimal de revenu pour pouvoir accéder à la propriété serait en revanche laissée à l'appréciation des établissements financiers, « mieux à même d'apprécier » cette « solvabilité minimale ».

La détermination du montant de la « prime » est sans aucun doute la partie la plus délicate des choix à opérer. Partant de la constatation que l'aide actuelle est versée aux ménages (avec deux enfants) dont le revenu mensuel est compris entre 7 000 F (1,75 fois le SMIC) et 14 600 F (3,5 fois le SMIC), le rapport estime que la prime doit être

dégressive en fonction du revenu, la plus forte étant réservée aux revenus les plus faibles. Le montant de cette prime, plafonné à 80 000 F, pourrait ainsi être, pour un ménage avec deux enfants, égal pour un revenu de 8 000 F mensuel (2 fois le SMIC), de 55 000 F si les ressources du ménage se situent entre 9 000 F et 10 000 F, de 30 000 F jusqu'à 12 000 F et de 5 000 F jusqu'à 14 000 F (3,5 fois le SMIC).

Ces chiffres ne sont qu'indicatifs et demandent à être affinés. Au-delà, il s'agit de choix budgétaires. Selon que le gouvernement choisira d'aider 80 000, 120 000 ou 170 000 ménages à accéder à la propriété, il en coûtera à l'Etat de 2,3 à 10,5 milliards de francs environ. Encore se s'agit-il que de calculs indicatifs avec une prime dont le montant serait plafonné.

Avec un montant de prime dégressif (seul système qui « solvabiliserait » autant les ménages que l'actuelle APL), la dépense pour le budget varierait, selon le scénario choisi, entre 6 et 12,6 milliards de francs. Mais il faut compter avec les économies budgétaires réalisées sur l'aide à la pierre (bonification des

prêts PAP) et sur l'APL. Sur une hypothèse « réaliste » de 100 000 logements « primés » et un total de 5,6 milliards de francs de primes, le surcoût budgétaire cumulé serait au bout de trois ans de 3,6 milliards de francs pour une seule génération de prêts. De plus, le système est très sensible aux variations de taux d'intérêt : pour compenser une hausse de un point du taux d'intérêt, il faut augmenter la prime de 20 000 F, ce qui conduit à un surcoût budgétaire de 2 milliards de francs.

Dans le système envisagé, le maintien d'une aide personnelle est indispensable, si l'on veut éviter un surcoût budgétaire excessif, et si l'on veut également que le « taux d'effort » des ménages (part du revenu consacré au remboursement de l'emprunt) reste supportable. En retenant une aide personnelle à la hauteur de l'actuelle allocation logement (AL), pour un ménage ayant 3 000 F de revenu (2 fois le SMIC), l'achat d'un logement de 520 000 F en zone urbaine avec un apport personnel de 78 000 F, une prime de 80 000 F, le taux d'effort passerait de 33 % à 38 %. En zone plus rurale, pour un logement de 440 000 F avec un apport personnel de 66 000 F, les autres conditions étant identiques, le taux d'effort passerait de 28 % à 31 %.

### Contrôle attentif

Quant à la distribution des primes aux organismes prêteurs, le rapport souligne que l'Etat en conserve la maîtrise, de façon décentralisée, par le biais des directions départementales de l'équipement, le paiement de la prime étant assuré par les établissements prêteurs, sous un contrôle attentif.

M. Bloch-Lainé souhaite également qu'à l'occasion de cette réforme soit institué un mécanisme d'épargne préalable, sorte de « plan d'épargne logement social », qui aurait le double avantage de tester la capacité des accédants à la propriété de faire un effort soutenu et de constituer un « dépot » personnel. Il faudrait, bien sûr, que « l'Etat apporte son soutien à cet effort, tant sous la forme d'une rémunération attractive de l'épargne réalisée que sous celle d'une majoration de l'aide accordée et, peut-être de la reconnaissance d'une priorité au moment de l'accession ». Il n'est toutefois pas question de rendre obligatoire un tel système, au moins pendant une période transitoire : pour éviter notamment une diminution brutale de l'activité de la construction neuve.

L'octroi de « prêts primés » pour l'achat de logements anciens sans obligation de travaux de mise aux normes de confort, qui a l'avantage d'orienter les ménages les plus modestes vers des logements moins coûteux que la construction neuve, suppose quatre conditions : une obligation d'expertise, une norme de plafond de prix pour éviter la hausse excessive des coûts ; une priorité relative pour les ménages les plus modestes et les familles nombreuses, par exemple les bénéficiaires de la prime à son plafond ; enfin, pour éviter un « coup trop brutal » sur l'activité du bâtiment, un contingentement du nombre de primes attribuées à cet effet : entre 15 % et 25 % par exemple.

Dans une dernière partie, M. Bloch-Lainé insiste sur les écueils possibles d'une telle réforme. Risque de désintérêt des établissements financiers pour le conventionnement, risque de dérapage des prix, nécessité pour les établissements spécialisés (Crédit Foncier, Compagnie des entrepreneurs, sociétés de Crédit immobilier) qui n'ont pas accès à des ressources bon marché (comme l'épargne-logement), menaces sur l'activité des entreprises du bâtiment.

Il reste de nombreux problèmes à résoudre avant de mettre en œuvre complètement une réforme de cette envergure. « En pareille affaire, importante et complexe, conclut M. Jean-Michel Bloch-Lainé, pour créer du progrès sans causer de dégâts, la nécessaire détermination devrait s'accompagner d'une certaine dose d'empirisme. »

J.D.

(1) Respectivement ministre de l'économie et des finances, ministre de l'équipement et du logement, et ministre délégué chargé du budget.

## Le maintien d'une aide à l'endettement...

Le PAP va mourir. Ce prêt aidé à l'accession à la propriété, né de la réforme du financement du logement de 1977, devrait laisser place à un « prêt primé », selon l'idée émise par M. Pierre Bérégovoy en juin dernier et mise en forme par M. Jean-Michel Bloch-Lainé. Le rapport préparé par celui-ci, qui vient d'être remis au gouvernement, est en fait une étude de « faisabilité », comme disent les spécialistes de l'ingénierie. Il fallait bien inventer un nouveau système, les paradoxes du mode de financement actuel ayant atteint des dimensions abominables (le Monde du 9 septembre), et le poids de l'APL (aide personnalisée au logement) étant devenu insupportable dans le budget de l'Etat (20 milliards de francs en 1988).

Une première évidence se dégage de cette étude : aider les ménages sans ressources suffisantes à devenir propriétaires de leur logement coûte très cher à la collectivité. La réforme envisagée aura, de façon purement mécanique, que de paiement en une fois, le premier versement d'une APL versée jusqu'ici goutte à goutte pendant la durée du prêt, un surcoût certain que le ministre de l'économie, au nom de la rigueur budgétaire, tentera de limiter autant que possible. C'en est donc fini du rêve (longtemps caressé) d'offrir à chacun, quel que soit son revenu, le choix absolu entre la location et l'accession à la propriété. Cette utopie est à ranger au rayon des accessoires.

### Les risques de la simplicité

Quant à la question qui a opposé tout d'été les deux ministres d'Etat sur la suppression de toute aide personnelle accompagnant le prêt (c'était le souhait de M. Bérégovoy) ou son maintien (celui de M. Faure), elle est, elle aussi, tout à fait dépassée. Seul à réduire drastiquement le nombre des logements aidés en versant une prime, c'est l'Etat qui le peut. Le maintien d'une aide personnelle au fil du temps, même réduite, est indispensable au fonctionnement du nouveau mécanisme.

L'instauration de ce système (en juin prochain ?) marquera aussi la fin de l'aide à la pierre (subventions et bonifications d'intérêt) dans le secteur de l'accession à la propriété, puisque la « prime » est une capitalisation de l'APL. Son corollaire, c'est l'extrême sensibilité du système à l'augmentation des taux d'intérêt, dont le seul garde-fou est le taux plafond de la convention, négocié avec les établissements financiers.

En cas de hausse très forte des taux d'intérêt, ce taux plafond devrait obligatoirement être renvoyé à la hausse, ce qui empêcherait bon nombre de candidats de réaliser leurs projets, avec les effets qu'on imagine sur l'activité des entreprises de construction... A moins que le gouvernement, à ce moment-là, ne choisisse de réinjecter l'aide à la pierre et les bonifications d'intérêt. On tomberait alors dans le travers, aujourd'hui unanimement décrié, qui consiste à faire soutenir le secteur du bâtiment par le « socialisme » artificiel des ménages les plus pauvres. Cette éventualité démontre la nécessité de prévoir une parade à un possible retournement de conjoncture et d'implanter d'autres mécanismes que l'aide à la clientèle pour soutenir un secteur d'activité en difficulté.

Le principal reproche que l'on peut faire au système proposé, qui répond à l'exigence des ministres de trouver des mécanismes simples, est que cette simplicité même crée des effets de seuil, comme le souligne M. Bloch-Lainé : à quelques centaines de francs près de res-

sources, un ménage pourra être exclu de l'aide, toucher une prime tout à fait modique ou même en toucher une d'un montant significatif. Ce qui est tout à fait injuste.

Dans le bas de l'échelle des revenus, laisser aux établissements financiers le soin de déterminer le minimum de ressources exigible pour qu'un ménage puisse prétendre se lancer dans l'accession à la propriété, c'est, en la matière, il n'y a que des cas particuliers : certains ménages, avec 10 000 francs par mois, sont beaucoup plus et mieux que d'autres avec 20 000 francs. La pratique du « scoring » (calcul d'un coefficient de risque selon la catégorie socio-professionnelle, l'âge, la composition de la famille, etc.), lorsqu'elle est très élaborée, permet théoriquement de connaître la capacité éventuelle d'une famille à faire face à un endettement lourd.

Mais, outre que cette technique est parfois trop prosaïque pour être fiable, c'est l'instauration d'un système « à la tête du client », les banques n'ayant déjà que trop tendance à inciter au découvert leurs clients les plus solvables et à pénaliser lourdement les autres. On ne peut préjuger de l'efficacité des moyens prévus pour convaincre les établissements financiers de ne pas faire payer trop cher (en leur imposant les taux les plus forts) les moins riches des accédants à la propriété. Mais il ne faut pas oublier que le bas des taux, en matière de prêts conventionnés par exemple, a plus tenu à l'existence d'une ressource peu coûteuse (l'épargne-logement) qu'à l'exercice de la pure concurrence.

Le souci du gouvernement de conserver un secteur aidé d'accession à la propriété doit conduire à s'assurer qu'à terme le système choisi n'est pas générateur de catastrophes comme celles qui se sont produites pour les « victimes de la désinflation ». La création d'une caisse de garantie et le maintien du versement régulier d'une aide personnelle peuvent certes éviter à terme, à condition que l'ampleur du phénomène soit limitée, de générer des situations insoutenables. Encore faut-il que suffisamment d'établissements financiers soient séduits par le conventionnement.

Dans le système proposé, il s'agit encore d'aide à l'endettement et non d'incitation à l'épargne. La seule disposition en ce sens est la création d'une épargne-logement sociale attractive. Cette mesure n'est pas directement liée à la réforme, puisqu'elle ne saurait être question de la rendre immédiatement obligatoire. Il serait cependant dommage qu'on y renonce.

Que va décider le gouvernement ? Qu'il adopte ou non telles quelles les suggestions du rapport Bloch-Lainé, il va devoir faire vite s'il veut un début d'application de la réforme au second semestre de 1989. Et la précipitation, même d'inévitables erreurs, faute de réflexion suffisante, est le premier risque. Le deuxième est la tentation d'adopter des mesures insuffisamment équilibrées, génératrices d'effets pervers que les gouvernements ultérieurs auront bien du mal à corriger. Le troisième, dans l'application de la réforme, serait de refuser l'emprunt.

C'est au fil du temps que l'on constate les dérives. Et il faut être capable d'en prendre conscience et de redresser la barre, très vite. D'autant plus vite qu'une fois encore on n'aura pas pu du tout vouloir (en enclenchant la réforme beaucoup plus tôt) expérimenter tranquillement, en grandeur réelle, le nouveau système.

JOSEÉ DOYÈRE.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## VOLTAIRE GESTION

Société anonyme au capital de 500.000 F - R.C.S. : PARIS B 343 041 028  
5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. : (1) 49.27.64.00

### Changement de gérant des fonds communs de placement MUTUALITE DEPOTS 1 ET 2, MUTUALITE MOYEN TERME ET OBLISECURITE.

Nous informons les porteurs de parts des fonds communs de placement MUTUALITE DEPOTS 1 et 2, MUTUALITE MOYEN TERME ET OBLISECURITE que conformément à l'article 15 de la loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 et l'article 5 du décret n° 83357 du 2 mai 1983, le président du tribunal de commerce de Paris a par une ordonnance du 30 mai 1988 désigné la société anonyme VOLTAIRE GESTION (filiale de la Caisse des dépôts et consignations) en remplacement de la société anonyme de la Caisse des dépôts et consignations

pour la gestion des fonds communs de placement en tant que gérant.

Ce changement est lié à la mise en place d'une nouvelle organisation au sein du groupe de la Caisse des dépôts et consignations pour les activités de gestion des fonds communs de placement distribués dans les réseaux. Il ne constitue qu'une opération interne de caractère purement technique qui n'affectera ni les caractéristiques des fonds communs ni les conditions dans lesquelles la gestion de l'actif de ces fonds communs de placement est assurée.



GRUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS  
ET CONSIGNATIONS

## Emprunt novembre 1988

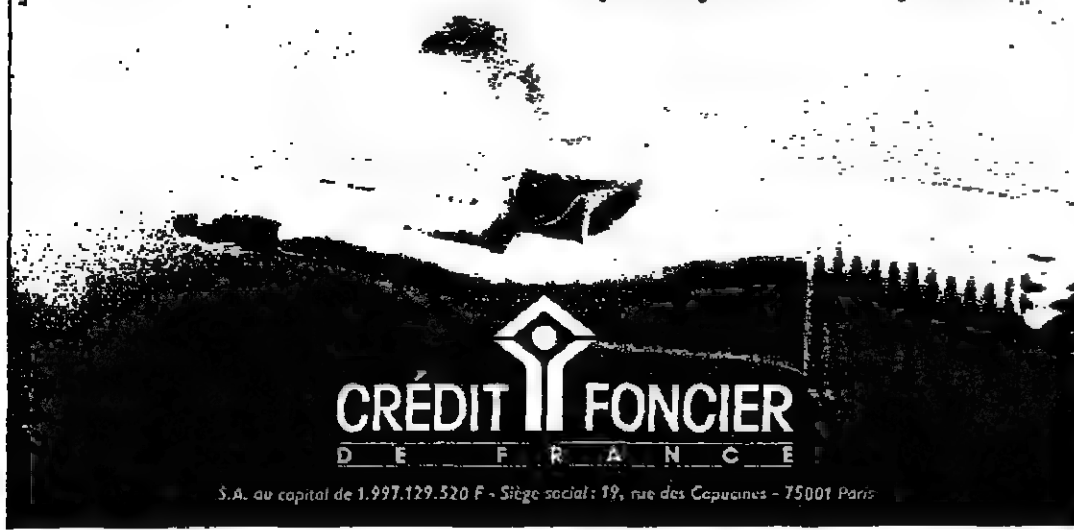
Emprunt à taux fixe assimilable au choix du souscripteur

	soit au 8,50 % avril 1987-2000	soit au 9 % septembre 1988-1997
Montant global	1 milliard de francs	1 milliard de francs
Prix d'émission	4.803 F	5.000 F
Date de jouissance et règlement	28 novembre 1988	28 novembre 1988
Durée	11 ans 274 jours	8 ans 306 jours
Intérêt	8,50 %, soit F 425 par obligation payable le 28 août de chaque année. Le 1 <sup>er</sup> coupon payable le 28 août 1989 sera de 318 F par titre.	9 %, soit F 450 par obligation payable le 3 octobre de chaque année. Par exception, le 1 <sup>er</sup> coupon payable le 3 octobre 1988 sera de 202,50 F par titre.
Taux de rendement annuel	8,79 %	8,54 %
Amortissement normal	Au pair en 3 tranches sensiblement égales, portant sur l'ensemble des obligations assimilées, les 29 août 1986, 1989 et 2000.	Au pair en totalité le 3 octobre 1997.
Amortissement anticipé	Possible par rachat en Bourse.	

Une fiche d'information (N°s CDB n° 88-430 du 9 novembre 1988) est disponible sans frais, sur demande, à la date du 14 novembre 1988.

Pour l'information : Le Crédit Foncier émet par ailleurs un emprunt communautaire d'un montant de 1 milliard de francs entièrement souscrit.

**Crédit Foncier :**  
soyez les premiers à en profiter.



S.A. au capital de 1.997.129.520 F - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

## Sports d'hiver : la France exploite le premier parc mondial de remontées mécaniques

Avec 3 800 remontées mécaniques en service, la France occupe la première place mondiale pour l'équipement des stations de sports d'hiver, devant l'Autriche (3 610 remontées). Les Etats-Unis, l'Italie et la Suisse suivent avec un net décalage.

Le Syndicat national des téléphériques et téléskis de France (SNTF) qui fête ses cinquante ans d'existence dans le cadre du Salon neige et montagne (1), publie les chiffres favorables d'une profession en croissance rapide. Les 3 800 appareils français se répartissent entre les téléskis (2 853), les télésièges (656), les télécabines (137) et les téléphériques (54). Cent dix de ces appareils ont été construits en 1987.

Les 2 823 km de remontées, d'un débit de 2,8 millions de personnes à l'heure, se répartissent sur tous les massifs montagneux. La Savoie est la mieux lotie (32,8 % du parc), sui-

vie de la Haute-Savoie (21,3 %), des Alpes du Sud (17,6 %), de l'Isère (10,4 %), des Pyrénées (10 %), du Jura (2,9 %), du Massif Central (2,9 %) et des Vosges (2,4 %).

Le chiffre d'affaires de la profession s'est élevé, en 1987, à 2,6 milliards de francs, et ses investissements, à 875 millions. Elle emploie 14 000 salariés (3 200 permanents et 10 800 saisonniers) et a transporté 6,6 millions de skieurs ayant effectué 590 millions de passages.

(1) Salon neige et montagne. Jusqu'au 20 novembre, Porte de Versailles à Paris. De 10 heures à 19 heures, sauf les 15 et 18 novembre où la fermeture interviendra à 22 heures. Prix : 35 F. Tarifs réduits pour les groupes et les enfants de sept à quatorze ans : 25 F. Entrée gratuite pour les moins de sept ans.

12 milliards de francs...  
être prêt...  
à l'été...

FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Stoicel

DES ENVIRONNEMENTS URGENTS

La solution expr...  
aux industriels et les...  
SISTÈME SX SE

SEA...  
C'EST



# Économie

## AFFAIRES

### Le crédit français de 12 milliards de francs à l'URSS devrait être prêt pour la visite de M. Mitterrand à Moscou

MOSCOU  
de notre correspondant

La visite que M. François Mitterrand doit effectuer la semaine prochaine en URSS devrait être marquée par la signature d'un accord-cadre sur l'octroi à l'Union soviétique d'un prêt de 12 milliards de francs par un pool de banques françaises que conduit le Crédit Lyonnais.

A douze jours de l'arrivée du président de la République, les négociations entamées à ce sujet depuis la fin de l'été (le Monde du 19 octobre) se sont en effet accélérées avec la venue à Moscou de M. Jean-Yves Haberer, président du Crédit Lyonnais qui a remis, samedi 12 novembre, un projet d'accord à ses interlocuteurs. Sauf difficultés inattendues dans les discussions sur la rédaction définitive de ce document, sa signature ne devrait donc intervenir plus faire problème. Le jeudi 10 novembre un protocole d'accord avait été signé entre la banque française et la Sberbank (Banque de l'Épargne et des Crédits à la popula-

tion d'URSS) « pour la promotion de sociétés mixtes et la mise en œuvre d'une coopération active ».

D'ici au printemps prochain, lorsque M. Gorbatchev sera à son tour reçu en France, les échanges franco-soviétiques pourraient ainsi connaître un important redémarrage après presque dix ans de recul et de déséquilibre au profit de l'URSS. Malgré la volonté politique commune d'encourager cette relance et l'incitation financière que constitue la prochaine ouverture de ces crédits, les industriels français n'auront cependant pas la partie facile.

Finlandais, Allemands, Autrichiens et Italiens ont en effet acquis de très fortes positions sur le marché soviétique par une politique de présence systématique qui leur a assuré de solides réseaux. Le retard à rattraper est important, et c'est sans doute pour cela que les banques françaises ont tenu avec l'encouragement du gouvernement à proposer un prêt dont le montant dépasse nettement ceux que viennent de consentir Allemands et Italiens.

B. G.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'Assemblée Générale Mixte appelée à se prononcer sur la fusion de SICOtel avec SOGECOMI et sur diverses modifications des statuts, se tiendra le 17 novembre 1988 à 16 h 30 au Pavillon Gabriel, 5, avenue Gabriel, 75008 Paris.

Les documents relatifs à l'Assemblée peuvent être obtenus auprès de :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
Services Assemblées Générales  
BP 11135  
44024 NANTES CEDEX 01  
Tél. : (16) 40-68-30-39

ou de :  
SICOtel  
50, boulevard Haussmann  
75009 Paris  
Tél. : (16-1) 40-98-45-62.

Toujours vivement attaqué, le dollar a été mis sous haute surveillance, alors que les places boursières européennes ouvraient en baisse (- 2 % à Paris) (lire page 48). Une rude tâche pour les responsables monétaires des principaux pays industriels.

La Banque du Japon a fait donner l'artillerie lourde. Pour la première fois depuis près d'un an, l'institut d'émission est intervenu massivement, rachetant pour 300 à 500 millions de dollars lundi 14 novembre. A l'appui de cette opération, le gouverneur Kichi Miya-

zawa et le ministre japonais des finances Satoshi Sumita sont montés au créneau pour affirmer qu'ils prendraient des « mesures fortes » afin d'enrayer la chute du dollar. Ces mises en garde, énergiques dans le ton et dans la forme, ont permis au billet vert de clôturer à Tokyo à 123 yens après avoir touché son niveau le plus bas depuis le 4 janvier 1988, 122,50 yens. Mais cette remontée aura été laborieuse et, sur les places européennes, le dollar s'échangeait autour de 123 yens et de 1,7450 DM et 3,96 F à Paris, dans une atmosphère de scepticisme généralisé.

## Forte intervention japonaise

### Le dollar sous haute surveillance

Les Américains, gênés par la période de transition qui remet aux calendriers de l'arrivée de M. Bush à la Maison Blanche, le 20 janvier prochain, toute décision d'importance, ont, eux aussi, tenté de calmer les appréhensions des marchés.

Sur le thème « la stabilité de la monnaie reste la priorité », les interventions se sont multipliées, émanant des conseillers du président élu, mais aussi de l'actuel secrétaire au Trésor Nicholas Brady. Les déclarations de ce dernier prennent une importance particulière. M. Brady ayant toute chance d'être confirmé à son poste dans la prochaine administration. Interrogé par le Wall Street Journal, lundi 14, le grand argentier américain a assuré que « la clé de la stabilité réside dans le processus de coordination économique » mis en place par le groupe des sept principales puissances industrielles, et qu'il n'était pas question de rechercher un affaiblissement du dollar.

Les opérateurs n'étaient qu'à moitié convaincus et attendaient de connaître les résultats du commerce extérieur américain d'octobre, mercredi 16 novembre, pour se prononcer. La dernière enquête du Conference Board, institut patronal de conjoncture, tend à confirmer l'optimisme des consommateurs d'outre-Atlantique, et suggère que l'activité économique reste forte. Les signes de ralentissement décelés depuis quelques mois n'auraient été qu'une simple pause ? Si tel était le cas, une demande tou-

jours vive des ménages pourrait continuer d'alimenter les importations, les craintes d'une pause dans l'amélioration de la balance commerciale américaine et les incertitudes des marchés.

Contre un mouvement monétaire alimenté par une solide dose de défiance n'a jamais été aisé. A Paris, on estime normal qu'actuellement la banque du Japon soit en première ligne. Après avoir connu une longue période de stabilité vis-à-vis du dollar, le yen se reconvertit vite, trop vite aux yeux des autorités japonaises. De là à laisser entendre, comme certains, qu'un axe Washington-Tokyo se met en place au détriment de la concertation à sept (G7), il y a un pas qu'il serait excessif de franchir.

La réunion à Paris, les 14 et 15 novembre, du comité de politique économique de l'OCDE sera l'occasion pour les hauts fonctionnaires du « G7 » de se retrouver et d'évaluer la situation. A moins d'une crise ouverte, il est peu probable qu'ils réaffirment solennellement leurs positions. Quelques petites phrases, soutenues par des interventions soigneusement organisées devraient, estime-t-on dans les capitales des Sept, suffire à passer un mauvais cap. Pour les marchés, il revient désormais aux Européens, et tout particulièrement à la Bundesbank ouest-allemande, de prouver à leur tour leur détermination et leur poids dans ce jeu délicat de la coopération monétaire.

FRANÇOISE CHOUINEAU.

## REPÈRES

### Echanges de capitaux

#### Libéralisation en Corée du Sud

La Corée du Sud a décidé de libéraliser totalement les échanges de capitaux étrangers et a prévenu le Fonds monétaire international de ses intentions, annonce le ministère des finances. Cette décision entre dans le cadre du programme de convertibilité du won, la devise coréenne, et répond à la volonté de Séoul d'internationaliser son marché financier. Il s'agit de lutter contre l'accumulation d'excédents de la balance des comptes courants, 10 milliards de dollars durant les dix premiers mois de l'année, soit l'équivalent du surplus de l'ensemble de l'année 1987. Dans ce même but, les Sud-Coréens ont baissé leurs tarifs douaniers sur 109 produits, une mesure qui deviendra effective le 21 novembre et ramènera la moyenne des droits de douane de 23 % actuellement à 16,6 %.

### Échanges Est-Ouest

#### Les exportations occidentales augmentent

Les exportations des pays occidentaux vers l'Europe de l'Est devraient augmenter de 2,5 % cette

année après de vives diminutions, de 5,5 % en 1987 et de 11,5 % en 1986, indiquent les auteurs d'une étude de l'institut de Vienne pour les comparaisons économiques internationales, publiée dimanche 13 novembre. La valeur totale de ces exportations sera de 42,5 milliards de dollars (255 milliards de francs). Une progression qui devrait se poursuivre : l'institut prévoit une croissance de 5 % des ventes de produits occidentaux en 1988. Mais cette reprise est pour le moment due à la bonne conjoncture à l'Ouest. Les réformes à l'Est n'influenceront les échanges qu'à long terme, selon les auteurs de l'étude qui estiment à près de 130 milliards de dollars fin 1987 l'endettement brut total des pays socialistes et à près de 95 milliards leur dette nette (déduction faite des avoirs déposés à l'Ouest).

### Investissement

#### Hausse de 20,5 % au Japon

Les investissements productifs japonais devraient augmenter de 20,5 % durant l'année fiscale 1988-1989 qui prendra fin le 1<sup>er</sup> avril prochain, la plus forte progression depuis 1980, annonce l'Agence de planification économique. Les grandes entreprises, tous secteurs confondus, ont révisé leurs projets en hausse d'environ 10 % en moyenne. Dans le secteur manufacturier, le bond serait de 24,6 %, la progression prévue dans l'immobilier, les assurances et le monde bancaire devant se situer autour de 18 %. Ces estimations sont fondées sur une enquête auprès de 4 062 sociétés japonaises.

## Pocket Mémor Philips Votre Bloc-Note Electronique



Vous parlez sept fois plus vite que vous écrivez. Alors, pourquoi ne pas enregistrer vos notes, vos idées et correspondances sur Pocket Mémor Philips. Il enregistre instantanément et vous pouvez l'utiliser d'importants blocs-notes électroniques. Philips - la Spécialité de la Déesse.

Pour de plus amples informations, appelez votre revendeur habituel ou contactez le centre-électronique.

Philips - la Spécialité de la Déesse

PHILIPS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Compagnie Générale d'Électricité

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours des neuf premiers mois de 1988 par le Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité s'est élevé à 85,5 milliards de francs et marque, à structures comparables, une progression de 9 % par rapport à celui des neuf premiers mois de 1987. A structures réelles, la progression est de 4 %. Ces évolutions tiennent compte des modifications de structures intervenues depuis le début de l'exercice dont les plus significatives sont :

- la vente du département électronique « grand public » de Standard Elektrik Lorenz (Aiscatel SEL) ;
- la cession de la majorité du capital de SEMT Pielstick par Alsthom ;
- la cession de la majorité du capital de Ceraver ;
- la prise de participation majoritaire de Câbles de Lyon dans Thomson Cuivre et Manuill et l'acquisition de l'activité « câbles » d'Ericsson aux États-Unis ;
- la vente par Aiscatel NV de la société Gume aux États-Unis et de la division Christian Rovsing d'Aiscatel Kirk au Danemark.

La répartition par secteurs d'activité des chiffres d'affaires des trois premiers trimestres 1987 et 1988 est la suivante :

(en millions de francs)	1987 (1)	1988
Énergie et transport	15050	16445
Nucléaire (2)	2247	2864
Entreprise électrique et contrôle industriel	7968	8256
Accumulateurs	2440	2682
Télécommunications, communication		
d'entreprise, câbles	52732	54060 (3)
Activités diverses (4)	3651	3554
Cessions entre secteurs	-1978	-2385
TOTAL	82110	85456

(1) Ventilation reconstituée à méthodes de consolidation comparables.

(2) Chiffre d'affaires de Framatome et de ses filiales retenu par intégration proportionnelle à 40 %.

(3) Dont Télécommunications publiques : 37 %, Communication d'entreprise : 26 %, Câbles : 25 %, Électronique et divers : 12 %.

(4) Le chiffre d'affaires du Groupe n'intègre pas celui de la Générale Occidentale qui fait l'objet d'une consolidation par mise en équivalence.

LA CGE EN DIRECT :

• MINITEL : 36.15 code CGE

• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



# DES ENVOIS URGENTS ?

La solution express  
pour les industriels et les commerçants :  
**SYSTÈME SX SERNAM\***



"Tous vos envois, notamment ceux de moins de 5 kg, s'ils sont déposés avant 17 heures dans un centre Sernam, seront livrés dès le lendemain matin partout en France métropolitaine"



## Marchés financiers

## Un « Dallas » égyptien

## L'empire des sociétés islamiques de placement s'effondre

Tout-puissant il y a moins d'un an, l'empire des sociétés islamiques de placement est en train de s'effondrer. Quatre jours après la fin du délai qui leur était accordé par la loi pour régulariser leur situation, seules 13 sociétés sur 104 recensées ont présenté un bilan détaillé des fonds qui leur ont été confiés à l'organisme de la Bourse chargé dorénavant de superviser leurs activités. La situation d'une vingtaine de sociétés reste en suspens, tandis que 23 SICAV ont déposé leur bilan et que des poursuites ont été engagées contre une cinquantaine d'autres qui n'ont fourni aucun document. Selon les premières estimations faites par les experts de la Bourse, près de 180 000 personnes auraient confié une vingtaine de milliards de livres (48 milliards de francs) à ces 104 SICAV.

LE CAIRE  
de notre correspondant

Des dizaines de milliers de familles égyptiennes vivent dans l'angoisse. Leurs économies, rassemblées après de dures années de labeur dans les pays du Golfe, risquent de s'évaporer. Al Rayan, la plus grande des sociétés islamiques de placement de fonds est en effet en pleine débauche. Pour tenter d'enrayer le processus, le premier ministre a usé des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la loi de l'état d'urgence et fait saisir les avoirs de la société. Les biens mobiliers et immobiliers des frères Al Rayan, de leur famille et de leurs fondations ont été, eux aussi, saisis.

En cessation de paiements depuis des mois, cette société, propriété des trois frères Rayan et de deux partisans de l'application de la charia (régulation islamique) présentait comme le prototype de la réussite de l'économie islamique, « une finalemment été celle par qui le scandale arrive ».

En avril, Al Rayan commettait sa première secousse quand des milliers de déposants retirèrent les fonds qu'ils avaient confiés aux financiers d'Allah. Al Rayan venait en effet de fusionner avec Al Soud, un autre géant du placement islamique, et la rumeur voulait que ce soit une tentative pour surmonter des difficultés financières. La rumeur devenait panique quand les Égyptiens apprirent dans leurs journaux que Fathi Al Rayan, le président et fondateur de la société, s'adonnait

aux barbituriques et qu'il suivait une cure de désintoxication. Quelque temps après, nouveau scandale : le second frère est emprisonné pour avoir importé illégalement des denrées alimentaires. Il ne reste plus qu'Ahmed Al Rayan, un vétérinaire, pour prendre la relève à la tête d'un empire malade. Du fonds de son hôpital, son frère aîné ajoute à la confusion en affirmant être le vrai président d'Al Rayan.

## Casse-tête pour le gouvernement

La société, qui a réduit les dividendes mensuels qu'elle versait aux investisseurs, se met en cessation de paiements fin mai. A ceux qui veulent retirer leurs dépôts, Al Rayan propose de les payer en nature. Des vachins, un lopin de désert, des scooters survalisés ont ainsi changé de mains. Ceux qui ont accepté cette situation se disent : « Cela vaut mieux que rien ».

Il y a une dizaine de jours, nouvelle péripétie, le frère aîné des Rayan meurt de manière mystérieuse. Excès de barbituriques ? Pour les Égyptiens, cela ressemble à une version locale de « Dallas » ou de « Falcon Crest », ces feuilletons américains qu'ils suivent assidûment. L'ex-femme d'Al Rayan senior, qui a épousé un officier de police de l'âge de ses enfants et qui a abandonné la voile islamique, complicité la situation en multipliant les interviews. On apprend ainsi que le défunt, qui ne gagnait qu'un salaire de 18 livres (48 F) il y a moins de vingt ans, a commencé à amasser sa fortune en Arabie saoudite, où il a travaillé comme garde-frontière.

Selon les premières estimations faites par les comptables dépechés par le gouvernement, les livres de la société sont entachés d'irrégularités et d'importations de 500 millions de livres. Les avoirs de la société à l'étranger sont, quant à eux, totalement inconnus. Ahmed Al Rayan avait affirmé dans une interview que la moitié de l'argent confié à la société se trouvait à l'étranger.

Comment rapatrier ces centaines de millions de dollars et rembourser en partie les dizaines de milliers de personnes qui ont confié leurs économies à Al Rayan ? Tel est aujourd'hui le principal casse-tête du gouvernement égyptien. Un casse-tête aggravé par le fait que de nombreuses sociétés se trouvent dans le cas d'Al Rayan, quand leurs propriétaires n'ont pas tout simplement « filé avec le magot ».

ALEXANDRE BUCCIANI

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ CENTRALE DES  
Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu  
75002 Paris Cedex 02  
Société anonyme créée par la loi du 4 janvier 1973  
Capital social : 467 millions de francs

CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL  
Du 1<sup>er</sup> janvier 1988 au 30 septembre 1988  
(Primes émises en millions de francs)

	1987	1988	Variation %
AGF VIE	8 689	8 757	+ 0,8
AGF IART	8 295	8 681	+ 4,7
	16 984	17 438	+ 2,7

Les deux sociétés AGF VIE et AGF IART sont détenues en totalité, directement ou indirectement, par la Société centrale des Assurances générales de France.

- 1 600 AGENTS GÉNÉRAUX.
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES AGF EN FRANCE ET DANS PLUS DE 50 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.



SICOMI

Le conseil d'administration de la Compagnie financière pour la location d'immeubles industriels et commerciaux - LOCINDUS - s'est réuni le 26 octobre 1988 sous la présidence de M. Paul Alibert pour examiner les comptes de la société au 30 juin 1988, ainsi que l'activité des neuf premiers mois de l'année 1988.

En milliers de francs	1988	1987	%
Chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> semestre (loyers)	218 680	206 443	+ 6 %
Charges financières	54 435	55 282	- 1,5 %
Amortissements et provisions spéciales (art.4)	80 331	67 745	+ 18 %
Résultat provisoire après IS	73 196	82 137	- 10,9 %
dont plus-value de cession	(17)	(11 243)	
	73 179	70 894	

L'augmentation du résultat provisoire au 30 juin 1988, déduction faite des plus-values de cession et après dotation aux amortissements (+ 18 %), est de 3,2 % sur celui de 1987.

L'activité de la société a été satisfaisante, malgré un climat de concurrence très sévère pour les opérations de crédit-bail. Les engagements nouveaux de LOCINDUS s'élevaient au 30 octobre 1988 à 357 millions de francs, se décomposant comme suit :

- Crédit-bail : 283 000 000 F
- Location simple : 74 000 000 F

Le résultat et le dividende de l'exercice 1988 devraient connaître une progression supérieure à l'inflation.

LES INDICES HEBDOMADAIRES  
DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global, base 100 : 28 décembre 1984

4 nov. 1988

Valeurs françaises, à rev. variable	130,2	130,9
Valeurs étrangères	148,4	148,0
Valeurs européennes	116,1	116,0
Prix de l'énergie	128,2	127,7
Chimie	130,2	131,3
Métallurgie, mécanique	103,8	101,8
Electricité, électronique	163,7	160
Alimentaire et matériel	132,6	131
Textile, habillement, cuir	141,6	141,1
Industrie chimique	138,5	138,9
Diversité	136,1	134
Transport, biens, services	108,8	108,1
Assurances	143,8	143,4
Crédit bancaire	138,8	140,1
Services	99,7	97,5
Industrie et commerce	87,7	86,2
Industrie	105,1	105,2

Base 100 : 28 décembre 1984

Valeurs françaises, à rev. variable 130,2 | 130,9 |

Valeurs étrangères 148,4 | 148,0 |

Valeurs européennes 116,1 | 116,0 |

Prix de l'énergie 128,2 | 127,7 |

Chimie 130,2 | 131,3 |

Métallurgie, mécanique 103,8 | 101,8 |

Electricité, électronique 163,7 | 160 |

Alimentaire et matériel 132,6 | 131 |

Textile, habillement, cuir 141,6 | 141,1 |

Industrie chimique 138,5 | 138,9 |

Diversité 136,1 | 134 |

Transport, biens, services 108,8 | 108,1 |

Assurances 143,8 | 143,4 |

Crédit bancaire 138,8 | 140,1 |

Services 99,7 | 97,5 |

Industrie et commerce 87,7 | 86,2 |

Industrie 105,1 | 105,2 |

Base 100 : 28 décembre 1984

Valeurs françaises, à rev. variable 130,2 | 130,9 |

Valeurs étrangères 148,4 | 148,0 |

Valeurs européennes 116,1 | 116,0 |

Prix de l'énergie 128,2 | 127,7 |

Chimie 130,2 | 131,3 |

Métallurgie, mécanique 103,8 | 101,8 |

Electricité, électronique 163,7 | 160 |

Alimentaire et matériel 132,6 | 131 |

Textile, habillement, cuir 141,6 | 141,1 |

Industrie chimique 138,5 | 138,9 |

Diversité 136,1 | 134 |

Transport, biens, services 108,8 | 108,1 |

Assurances 143,8 | 143,4 |

Crédit bancaire 138,8 | 140,1 |

Services 99,7 | 97,5 |

Industrie et commerce 87,7 | 86,2 |

Industrie 105,1 | 105,2 |

Base 100 : 28 décembre 1984

Valeurs françaises, à rev. variable 130,2 | 130,9 |

Valeurs étrangères 148,4 | 148,0 |

Valeurs européennes 116,1 | 116,0 |

Prix de l'énergie 128,2 | 127,7 |

Chimie 130,2 | 131,3 |

Métallurgie, mécanique 103,8 | 101,8 |

Electricité, électronique 163,7 | 160 |

Alimentaire et matériel 132,6 | 131 |

Textile, habillement, cuir 141,6 | 141,1 |

Industrie chimique 138,5 | 138,9 |

Diversité 136,1 | 134 |

Transport, biens, services 108,8 | 108,1 |

Assurances 143,8 | 143,4 |

Crédit bancaire 138,8 | 140,1 |

Services 99,7 | 97,5 |

Industrie et commerce 87,7 | 86,2 |

Industrie 105,1 | 105,2 |

Base 100 : 28 décembre 1984

Valeurs françaises, à rev. variable 130,2 | 130,9 |

Valeurs étrangères 148,4 | 148,0 |

Valeurs européennes 116,1 | 116,0 |

Prix de l'énergie 128,2 | 127,7 |

Chimie 130,2 | 131,3 |

Métallurgie, mécanique 103,8 | 101,8 |

Electricité, électronique 163,7 | 160 |

Alimentaire et matériel 132,6 | 131 |

Textile, habillement, cuir 141,6 | 141,1 |

Industrie chimique 138,5 | 138,9 |

Diversité 136,1 | 134 |

Transport, biens, services 108,8 | 108,1 |

Assurances 143,8 | 143,4 |

Crédit bancaire 138,8 | 140,1 |

Services 99,7 | 97,5 |

Industrie et commerce 87,7 | 86,2 |

Industrie 105,1 | 105,2 |

## PARIS, 14 novembre 4

## Accès de faiblesse

Le long week-end du 11 novembre semble avoir mis fin à la récession de la place parisienne aux nouvelles valeurs venant d'outre-Atlantique. Dès son ouverture, lundi, la Bourse a connu un accès de faiblesse allant jusqu'à perdre 1,72 % à l'ouverture. En fin de matinée, l'indice a tenté de rebondir, mais au-dessous de 2 %. Il a stabilisé ensuite revenant à 1,91 % vers 14 h 15. La vive baisse du dollar est pour beaucoup dans le repli enregistré sur les valeurs françaises. La devise américaine avait déjà, vendredi, entraîné dans son sillage Wall Street, les investisseurs craignant une hausse des taux d'intérêt pour contenir le dégringolade du dollar. Dans ce climat incertain, les intervenants attendent mercredi la publication du déficit commercial de septembre, le calme était de mise. « Beaucoup jouent à se faire peur », affirmait un gérant de portefeuille nouveau comme nombre de ses collègues de dédramatiser la situation. Le recul en effet s'il était important lundi, s'est effacé dans de faibles volumes de transactions. A l'exception du CCF ou de SICOM, les échanges étaient peu nombreux. Fichet-Bauchet a mené les échanges à 3 150 places, suivie par Hutchinson (800 titres) et Gaz et Eau (680 actions). Ce holding a enregistré une baisse de 10,00 % d'actions investissant, une société de portefeuille dont la direction a été réorganisée par ce nouvel actionnaire. Sur les quelques deux cents valeurs cotées sur le marché à règlement manuel, seules six étaient en hausse (Italcas de Luzeau, BP-France, UIF, Bail Investissement, BIS et le titre participant SNPI). La Navigation Marse, une des valeurs cotées de la Bourse vient de se protéger en renforçant son actionnariat. Le groupe L'Abell possède 5,31 % de son capital. Le Crédit lyonnais, pour sa part, décline mercredi 5 % de la Navigation Marse.

Précise que l'inquiétude n'était pas si grande sur le marché, de nombreux boursiers ont abandonné un moment leur groupe de cotation pour suivre le tournage d'un film « Les Grandes Familles » qui les a plongés dans les années 20. La palme Brongniart s'est ramené pendant quelques heures à vivre au temps de la « Belle Époque ».

## TOKYO, 14 novembre =

## Record dans le calme

La Bourse a clôturé en légère hausse lundi 14 novembre à 2 323,95 (+ 0,11 %) à 28 520,90. Il s'agit d'un nouveau record en termes d'affaires modérément actives. Le volume des transactions est resté faible avec 530 millions de titres échangés. Les investisseurs ont été prudents à la suite de la forte chute du dollar, qui est tombé à son plus bas niveau depuis dix mois. Toutefois, selon les analystes, les acheteurs de valeurs japonaises ont été encouragés par les données positives de la croissance. Les investisseurs ont été prudents à la suite de la forte chute du dollar, qui est tombé à son plus bas niveau depuis dix mois. Toutefois, selon les analystes, les acheteurs de valeurs japonaises ont été encouragés par les données positives de la croissance. Les investisseurs ont été prudents à la suite de la forte chute du dollar, qui est tombé à son plus bas niveau depuis dix mois. Toutefois, selon les analystes, les acheteurs de valeurs japonaises ont été encouragés par les données positives de la croissance.

VALEURS	Cours du 11 nov.	Cours du 14 nov.
Alstom	582	546
Alcatel	1 100	1 080
Canal	1 220	1 220
CFM	3 280	3 330
Hitachi	1 840	1 810
Hitachi	1 220	1 180
Hitachi	1 010	1 000
Sanofi	5 780	5 770
Toshiba	2 280	2 300

## FAITS ET RÉSULTATS

● **Privatisation :** les versements en espèces ne seront pas considérés comme des ventes de titres. Le ministre de l'économie et des finances a indiqué jeudi 10 novembre que les versements en espèces, correspondant à des fractions d'actions gratuites de sociétés privatisées, ne seront pas considérées par l'administration fiscale comme des ventes de titres. Selon le ministre, ces versements auraient pu avoir une incidence sur le régime des comptes d'épargne en actions (CEA). En effet, pour avoir droit à une déduction fiscale, le titulaire d'un CEA ne peut pas détenir. La loi de 1986 sur les privatisations a prévu que les souscripteurs qui gardent leurs titres pendant dix-huit mois se voient attribuer une action gratuite pour dix achetées. Le stock a été tel que dans certains cas il n'y a pas eu de besoin de servir des titres aux souscripteurs. Ce fut le cas pour cinq des douze privatisations (Paribas, Sogefal, BTP, BIMP et Havas). Dans ces situations, plutôt que d'avoir des fractions d'actions, les petits porteurs se voient ou se verront attribuer des sommes en espèces.

● **OPA sur la société maritime Gotsis-Larsen.** — La société de services britanniques des frères Barclay a lancé une OPA « amicale » de 670 millions de dollars (4 milliards de francs) sur Gotsis-Larsen, compagnie maritime basée aux Bermudes, après-on samedi 12 novembre auprès de Barclay. L'offre des frères Barclay a été acceptée par la direction de Gotsis-Larsen.

● **Dumail Labat se renforce en Suisse.** — Le groupe financier Dumail Labat, présidé par M. Jacques Letertre, a acquis la Chemical Bank (Suisse). Cet établissement, qui a trois implantations en Suisse, a pour principale activité la gestion d'actifs (le Monde du 27 septembre). Il en gère plus de 1 milliard de francs suisses (4,2 milliards de francs).

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.P.S.A.	280		La Compagnie Electre.	325	320
Amal & Associés		517	Le gel lève du mois	275	275
Asystel	280	280	Local investissement	275	303
B.A.C.	350	350	Locust	124 70	124 70
B.C.M.	557	577	Moncler	500	495
B.P.	550	548	Moncler Invest.	184 80	191 50
B.P.		735	M.M.M.	615	615
B.P.	428	420	M.M.M.	222 10	223
B.P.	821	810	M.M.M.	420	415
B.P.	1050	1050	M.M.M.	420	415
B.P.	1459	1458	M.M.M.	420	415
B.P.	715	718	M.M.M.	420	415
B.P.	850	850	M.M.M.	420	415
B.P.	158	137	M.M.M.	420	415
B.P.	1180	1180	M.M.M.	420	415
B.P.	280 80	280	M.M.M.	420	415
B.P.	751	740	M.M.M.	420	415
B.P.	250	220	M.M.M.	420	415
B.P.	1540	1540	M.M.M.	420	415
B.P.	520	508	M.M.M.	420	415
B.P.	570	547	M.M.M.	420	415
B.P.	400	400	M.M.M.	420	415
B.P.	250	250	M.M.M.	420	415
B.P.	801	802	M.M.M.	420	415
B.P.	405	400 50	M.M.M.	420	415
B.P.	105	105	M.M.M.	420	415
B.P.	1070	1070	M.M.M.	420	415
B.P.	1050	1050	M.M.M.	420	415
B.P.	111	112	M.M.M.	420	415
B.P.	25 50	25 50	M.M.M.	420	415
B.P.	211	211	M.M.M.	420	415
B.P.	240	240	M.M.M.	420	415
B.P.	517	510	M.M.M.	420	415
B.P.		230 10	M.M.M.	420	415
B.P.	226	226	M.M.M.	420	415
B.P.	98	98	M.M.M.	420	415
B.P.	157 80	157 20	M.M.M.	420	415
B.P.		422	M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M.M.	420	415
			M.M		



c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La réunion du CNP à Alger. 5 Le premier ministre algérien veut « un partage équitable de l'austérité ». 6 Les suites de l'adhésion de l'Espagne à l'Union de l'Europe occidentale. 7 URSS : le débat sur la réforme de la Constitution.	8 La convention nationale du PS. 10 La préparation des élections municipales et les conflits sociaux. 12 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale : les DOM-TOM.	14 La proposition de Mgr Gaillet sur l'ordination d'hommes mariés dans le trouble dans l'épiscopat français. 22 Le programme spatial soviétique. 16-17 Sports : un entretien avec John McEnroe.	18 Musique : Hélène Delavault vamps la Révolution. — Rencontre avec Charlotte Coureau. 19 Cinéma : Aux frontières de l'aube, de Kathryn Bigelow. — COMMUNICATION.	27 L'agitation persiste dans les postes. 28 Le rapport Bloch-Lainé sur le financement du logement. 29 Le dollar sous haute surveillance. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Campus ..... 22 Carnet ..... 21 Loto, Loto sportif ..... 21 Météorologie ..... 21 Mots croisés ..... 21 Radio-Télévision ..... 21 Spectacles ..... 20	● Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille... BOURSE ● Le mini-journal de la rédaction ..... JOUR ● L'actualité en direct 24 h sur 24 ..... FLASH 36-15 tapez LEMONDE ● Tous les résultats du référendum ..... VOT 36-15 tapez LM

## Les prix littéraires

## Goncourt : Erik Orsenna, pour « L'Exposition coloniale »

Le prix Goncourt 1988 a été décerné lundi 14 novembre à Erik Orsenna pour *L'Exposition coloniale* (Le Seuil). La décision a été prise au sixième tour de scrutin par cinq voix contre qua-

tre à Bernard-Henri Lévy pour *Les Derniers Jours de Charles Baudelaire* (Grasset) et une à François-Olivier Rousseau pour *La Gare de Wannsee* (Grasset).

## Triomphe du roman à la française

Ainsi, le Goncourt ont couronné le roman qui, de l'avis général, domine cette rentrée. Les bruits divers qui faisaient état de pressions plus fortes que d'habitude sont démentis et dépassés. Le public va enfin découvrir le moins « médiatisé » des concurrents, et ce triomphe des considérations proprement littéraires relève encore la décision.

Erik Orsenna, c'est vrai, n'a pas ancré les médias. De son vrai nom Erik Arnould, le lauréat du Goncourt a quarante et un ans. Il a été professeur d'économie jusqu'en 1981. Il est entré au cabinet de M. Jean-Pierre Cot, ministre de la Coopération, puis à l'Elysée, comme conseiller culturel du président, pendant trois ans. Il est maître des requêtes au Conseil d'Etat depuis 1985. Il est spécialiste des relations économiques internationales.

*L'Exposition coloniale* profite de cette expérience. C'est l'histoire cocasse du caoutchouc dans le

monde, des années 1890 aux années 1950. On y voit comment les pays riches ont pillé l'étranger, comment ils l'ont acclimaté ailleurs, pour mettre sur pneus leur folie de la bagnole, de la vitasse, de la bougeotte ; de la guerre-éclair, aussi. Comme son titre l'indique, le roman est d'abord celui d'un autre délire qui a marqué le siècle : bâtir un empire outre-mer, l'administrer, le justifier, et... le perdre.

## Un vrai bonheur

Mais l'histoire collective et l'évolution des mentalités ne sont pas évoquées pour elles-mêmes. Elles découlent d'une chronique familiale où jaillissent en permanence l'amour, la tendresse, la fantaisie, l'appétit de vivre, une douceur joyeuse.

Le héros déborde de générosité et d'originalité dans sa façon d'accomplir l'épopée du pou entre les

deux guerres, d'aimer sa grand-mère, son père-enfant, deux sœurs à l'image des années folles, et une belle-famille encore plus fantasque que la sienne.

Erik Orsenna avait fait des débuts prometteurs dans la chronique historique-familiale avec *Loyola's blues* (prix Nimier 1978), et *Une comédie française* (1980). Pendant sept ans, il a travaillé sans tapage à démontrer que le roman comique à la française, qui va de Scarron à Giraudoux, Aymé et Queneau, supportait la longue distance. Paris gagné. On rit, on sourit, on s'émoustille, on tombe sous le charme, à chacune de ces 500 pages menées tambour battant.

« Un petit chef-d'œuvre », « un vrai bonheur », a-t-il écrit dans *Le Monde* du 23 septembre 1988. A cette fois s'ajoute aujourd'hui celle que le Goncourt aient fait le bon choix ; pour nous, pour eux.

B. P.-D.

## POLOGNE

## Impasse politique et grèves de la faim

Le président de Solidarité, M. Lech Walesa, a déclaré dimanche 13 novembre, à Gdansk, que la dégradation du climat politique en Pologne rendait à présent impossibles des pourparlers avec le pouvoir.

M. Walesa a ajouté qu'il avait répondu à une lettre de trois pages que lui avait adressée la semaine dernière le ministre de l'Intérieur, le général Czesław Kiszczak, pour lui proposer une nouvelle rencontre.

Dans sa lettre, le général Kiszczak a déploré que de nombreux grévistes du mois d'août n'aient pas retrouvé leur travail — leur réintégration avait été promise par le pouvoir à Solidarité et à l'Eglise — mais a affirmé que cette décision relevait en dernier ressort des chefs d'entreprise.

Par ailleurs, quatre-vingt-cinq personnes poursuivaient dimanche une grève de la faim au presbytère de la cathédrale de Katowice, en Silésie. Entamé vendredi soir, ce mouvement vise à obtenir la libération des manifestants interpellés, le 11 novembre, et la réintégration de cent vingt mineurs licenciés pour fait de grève. — (UPI, AFP.)

## Sur le vif

## Y a encore des trucs qui marchent

Ah là là ! Ce que vous pouvez être tatillons, grinchons. Toujours à rouscanner, à maugréer : C'est plus possible, ces grèves ! Rats-bol ! Pas de journaux, pas de courrier, pas d'avions, pas de bus en province, pas de train en banlieue, pas d'instits, pas de sécu. Et nos pensions, quand c'est qu'on va les toucher ? Et nos indemnités, qui c'est qui va les payer ? Il n'y a même plus de bateau pour aller en Corse, et on donne plus de notes dans les écoles. Alors, où on va, là ?

A l'église. Elles ont pas fermé. Ils seront ravis de vous recevoir, les curés. Ils vous accueilleront très gentiment. La main tendue, évidemment. Ils font la quête à la télé. Le denier du culte. Normal, ils ont plus un client. En revanche, ils sont pleins d'anathèmes. Contre la pilule et contre la campagne de pub pour les préservatifs. Là, ils ont raison. Moi, rien que d'y penser, j'en frémis d'horreur. C'est vraiment une incitation intolérable à la débauche. Sur ce chapitre-là, celui du SIDA, il n'y a qu'une attitude digne d'un être civilisé à l'égard du troisième millénaire : mieux vaut mourir que prévenir.

A la perception. Elles sont ouvertes. Grandes ouvertes. Et elles vous attendent de pied ferme. D'ailleurs, c'est comme ça que vous irez leur refiler vos impôts locaux : à pied. Vu que le cachet de la poste, là, en ce moment, ils s'en tamponnent.

Au passage, vous aurez tout loisir de faire un brin de causette avec les contractuelles. Elles bossent, elles. C'est pas comme les flics de Gand, Anvers, Bruxelles et Amsterdam. Eux, ils ont croisé les bras et écarté les jambes. Ils troublent l'ordre public en défilant à poil. Et en cessant de verbaliser. Ça, c'est une riche idée. Bravo, les mecs !

Et, à part ça, qu'est-ce qui marche encore dans ce pays ?

Ben, il y a moi. Mais pas pour longtemps. J'ai déposé un préavis de grève. Je l'ai dit, ce matin, à mes chefs. Je leur ai balancé : j'en ai marre d'être mise au coin. Vous avez quarante-huit heures pour révoquer ma crotte. Sinon, je vous prévienne, ça risque de sentir mauvais sur des Italiens.

CLAUDE SARRAUTE.

## Renaudot : René Depestre pour « Hadriana dans tous mes rêves »

Le prix Renaudot a été attribué à René Depestre pour *Hadriana dans tous mes rêves* (Gallimard),

au deuxième tour, par 5 voix contre 4 à François-Olivier Rousseau (*La Gare de Wannsee*, Grasset).

## Les mythes d'Haïti

« *Hadriana dans tous mes rêves*, écrit Tahir Ben Jelloun (« Le Monde des livres » du 17 juin), est l'histoire d'une femme, Hadriana, et d'une ville, Jacmel, Ville natale de René Depestre, Jacmel est aujourd'hui un lieu dévasté. Elle survit misérablement, avec ses mythes et ses légendes » (le Monde du 28 juin). De ces mythes et de ces légendes, Depestre a fait la matière

d'un roman luxuriant dans lequel la magie et le réel merveilleux haïtien « entrent en éruption ».

Roman d'amour et de rêve, roman d'une île qui, toujours selon T. Ben Jelloun, est « une source inépuisable de légendes et de mythes qui disent les blessures de ce pays, première république indépendante des Antilles ».

Né en 1926 en Haïti, René Depestre a toujours été un opposant résolu au régime de Duvalier. Au cours de ses études universitaires à Paris, après la guerre, il rencontre les surréalistes et des poètes comme Cendrars, Guillevic, Claude Roy... Militant actif de la décolonisation, il fait, à partir de 1959, de nombreux séjours dans les pays de l'Est, en URSS, au Vietnam et en Chine où il rencontre Mao Tsé-Toung. Installé à Cuba de 1962 à 1978, il exerce des responsabilités culturelles. Ses critiques à l'égard du régime castriste le contraignent à s'éloigner. Il termine sa carrière à Paris, au secrétariat de l'UNESCO, où il reste jusqu'en 1986. « Je ne regrette rien, j'avance », affirme-t-il.

Auteur de plusieurs livres de poèmes, il a obtenu, en 1986, la Bourse Goncourt de la nouvelle avec *Alfécula pour une femme-jardin* (Gallimard et Folio).

P. Ke.

## Chauffards...

Dimanche 13 novembre. La nuit est tombée. Sur une bouillie de l'autoroute A-4, près de Quincy-Valois (Seine-et-Marne), une fillette de douze ans, Gaëlle Gombert, marche, en vain, en quête de secours. Son père, le docteur Didier Gombert, ses deux sœurs, Amélie et Marion, six et trois ans, ont été éjectés avec elle du véhicule de M. Gombert et sont gravement blessés (le docteur Gombert devait décider la nuit même). Une voiture passe, heurte l'enfant, qui est tuée, et disparaît. D'autres suivront, dont les conducteurs passeront aussi leur chemin, certains touchant même le corps sans vie. Finalement, il faudra que les deux sœurs de Gaëlle Gombert, à force de cris et de gestes, retiennent l'attention de chauffeurs plus scrupuleux.

Vendredi 11 novembre. Entre Passy et Chedde (Haute-Savoie),

Gérard Atzori — 2,9 grammes d'examen, — roule dans la nuit. Il voit trop tard un groupe de quatre adolescents qui marchent sur la route. L'un d'eux est tué, un autre gravement blessé. Gérard Atzori a continué sa route. Ce sont les deux rescapés qui ont permis de le retrouver. Il est écroulé à Bonneville, inculpé d'homicide involontaire, délit de fuite, non-assistance à personne en danger et conduite en état d'ivresse.

Près de Colmar, dimanche 13 novembre, un autre chauffeur, fonctionnaire à Schiltigheim (Bas-Rhin), roulant à vive allure, a heurté en dépassant un autre véhicule, qui, déséquilibré, tombé en contrebas sur une voie ferrée : cinq blessés, dont deux dans un état grave. Le responsable du drame a été retrouvé cinq heures plus tard. Il s'était pendu.

## EN BREF

● ITALIE : les syndicats mobilisent pour la justice fiscale. — Deux cent mille Italiens ont participé, samedi 12 novembre à Rome, à une « Marche des honnêtes » pour réclamer une réforme radicale de la fiscalité et des sanctions contre la fraude généralisée. Cette manifestation avait été organisée par les trois principales confédérations syndicales italiennes, qui réclament la diminution, dès l'année prochaine, des impôts des salariés et des retraités, et menacent d'organiser une grève générale si leurs revendications ne sont pas entendues. On estime qu'environ la moitié des revenus échappent, en Italie, à l'imposition grâce à la fraude ou à certains privilèges. Quatre travailleurs indépendants sur dix ne déclarent pas leurs gains. (Reuters.)

● BULGARIE : deux militants des droits de l'homme expulsés. — Deux dissidents bulgares, membres de l'Association indépendante pour la défense des droits de l'homme, un mouvement d'opposition fondé en janvier dernier, sont arrivés vendredi 11 novembre à Vienne après avoir été expulsés de leur pays. M<sup>me</sup> Ekaterina Merkova, une enseignante de quarante ans,

accompagnée de ses deux enfants, et le docteur Christo Svatovski ont été « invités à quitter le pays » après avoir obtenu une « autorisation de sortie de cinq ans », a indiqué à Vienne M. Edouard Guevov, expulsé le 19 octobre dernier dans les mêmes conditions. — (AFP.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : Dix-sept opposants arrêtés récemment sont toujours détenus. — Dix-sept au moins des opposants arrêtés entre mercredi 9 et samedi 12 novembre, afin d'empêcher la tenue d'un symposium historique international indépendant, « Tchécoslovaquie 88 » (le Monde daté 13-14 novembre), étaient toujours détenus dimanche après-midi, selon leur entourage. Quarante personnes avaient été interpellées à cette occasion. — (AFP, Reuters.)

## A nos abonnés

La distribution du Monde à nos abonnés a été particulièrement perturbée par les mouvements de grève dans les PTT. Nous tiendrons compte de cette situation au moment où leur abonnement viendra à échéance.

Sup de Co Marseille  
OPA\*  
SUR L'INTERNATIONAL

## DES RAIDERS RECHERCHES

L'ouverture privilégiée de l'ESCMarseille aux affaires internationales — un nouveau noyau dur l'EA, 30 OPE avec les universités du monde entier — est renforcée par une filière de spécialisation Commerce International qui permet aux élèves de troisième année d'affiner leur profil d'européologue. Mais l'international n'est pas leur seule tasse de thé : se souvient Finance, Contrôle de Gestion, Marketing, Communications, Management, Vente, Audit, Expertise, Création Reprise d'entreprises, Management international composé, permettent aux élèves de cultiver le profil tant recherché par les entreprises du T. renversé : bon porteur, excellent dans un domaine.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE MARSEILLE  
ECOLE INTERNATIONALE DES AFFAIRES DE MARSEILLE LUMINY  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

couleurs, parfums, etc.), tous ces préservatifs sont, comme l'exige la norme française, en « latex naturel vulcanisé ». Si les dimensions sont respectées, aucune norme n'est requise pour l'épaisseur. « Tous les messages sont permis », explique la revue. La marque « London » par exemple, s'autodécrit une mention « ultrafin », alors que ce préservatif est le plus épais de tous. Hyperbolique, « Manix » se présente comme « le plus fin du monde », alors que « Manix infini », lui aussi le plus fin du monde... est... encore plus mince.

Les enquêteurs de 50 millions de consommateurs ont mis en évidence quatre cas de contamination des préservatifs par des microbes ou des moisissures. « Quant à l'étiquetage, il est plus que lacunaire. Adresses incomplètes, indications floues, absence d'instructions de stockage, de date de péremption, de numéro de lot : les infractions à la norme sont multiples. Un quart des produits omettent de délivrer un quelconque mode d'emploi, comme « Phantex » qui indique simplement avec la candeur d'un La Palisse : « S'utilise comme un préservatif ordinaire. » Quand on sait qu'une erreur de manipulation peut suffire à une fuite ou un déchirement du latex, cet oubli des notices explicatives est inadmissible. »

Les problèmes les plus graves sont mis en évidence à partir des tests de résistance mécanique prévus par la norme NF. Le premier essai consiste à gonfler les préservatifs avec de l'air, et à mesurer le volume moyen de pression au moment de leur éclatement. Pour chaque marque, la revue explique avoir effectué ce test sur cinquante échantillons. Conclusion : « Seuls dix produits ont été jugés satisfaisants pour l'ensemble de ces essais, tous les autres étant insuffisants ou mauvais. » Le deuxième test est celui de « la résistance à la traction et l'allongement ». Il n'est préconisé que par la norme internationale. Sur chaque préservatif, un carré de latex est découpé puis tiré pour être allongé jusqu'à la rupture. « Le bilan au total, n'est pas plus rassurant, affirme la revue. Vingt-huit préservatifs sur quarante et un testés flanchent parfois, en deçà des seuils fixés par l'Institut national de la consommation. »

Le troisième et dernier test est le plus important, puisqu'il cherche à mesurer « l'imperméabilité » des préservatifs à partir d'une mesure de conductivité. Le préservatif est ainsi rempli d'une solution saline qui conduit l'électricité, puis plongé dans un bain de la même solution. Si le courant électrique ne passe pas, le préservatif est jugé étanche. Au terme de cette analyse, un ou plu-

sieurs échantillons de quarante des quarante et une marques étudiées ont ainsi été jugés poreux, certaines marques (Savah et PH Conseil) allant jusqu'à cinq échantillons poreux sur cent.

## Porosité et contagiosité

Les résultats de cette étude viennent confirmer les craintes exprimées depuis quelque temps en France comme aux Etats-Unis sur la véritable protection que seraient en mesure de fournir les préservatifs masculins vis-à-vis de la contamination par le virus du SIDA lors de rapports sexuels. La présence de porosités soulève en effet de sérieuses questions. Elle ne permet toutefois pas de conclure que les préservatifs seraient dans tous les cas une méthode préventive inefficace et à rejeter. Bien au contraire : d'autant que rien, en fait, ne permet de conclure formellement que la porosité est synonyme de contagiosité.

« En l'état actuel des données, on pense qu'il existe fort peu de virus libres dans le plasma séminal, explique le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris). Lorsqu'il est présent dans le sperme, le virus est véhiculé par des cellules. Ces cellules ne peuvent pas passer à travers les pores, lorsqu'ils existent, du préservatif. Le plus important demeure l'utilisation du préservatif dans toutes les situations à risque et le respect absolu des règles précises de son utilisation. »

« Le problème soulevé par cette étude est celui de la définition de la norme », explique pour sa part le professeur Claude Guai (hôpital Ambroise-Paré, Boulogne), auteur du récent rapport qui a servi de base au plan anti-SIDA du gouvernement. « On ne sait nullement aujourd'hui si le non-respect de la norme peut ou non représenter un risque de contamination. Cette ignorance sur un problème qui concerne des centaines de millions de personnes à travers le monde illustre l'importance qu'il faut au plus vite accorder à ce type de recherche appliquée. »

JEAN-YVES NAU.

(1) Le dossier technique de l'essai comparatif de 50 millions de consommateurs a été réalisé par M. Christian de Thuin. Les meilleurs produits testés sont les marques Olla lubrifié et Prophytex.

Le numéro du « Monde » daté 13/14 novembre 1988 a été tiré à 503 260 exemplaires

A C D E F G H